

La tour Eiffel « volée » à M. Chirac



La célèbre tour n'est plus, ce vendredi 15 novembre, la propriété exclusive de Paris. Le pouvoir s'est donné le droit d'y installer des antennes pour les télévisions privées.

(Lire nos informations page 10.)

Les raideurs de la flexibilité

Face au conservatisme de certains syndicats, M. Fabius devra montrer que, en aménageant le temps de travail, il ne fait pas le jeu de la droite

M. Laurent Fabius ayant finalement donné son aval, l'avant-projet de loi de M. Michel Delebarre, ministre du travail, sur l'aménagement du temps de travail (le Monde du 9 novembre) sera examiné par le conseil des ministres du 20 novembre. Le texte devait être adressé au Conseil d'Etat - amputé de son quatrième et dernier article sur le travail du samedi et du dimanche - et les partenaires sociaux consultés officiellement par M. Delebarre lundi 18 novembre.

Onze mois après l'échec des négociations, la flexibilité de l'emploi vient de resurgir d'une manière détournée et relativement inattendue. Ce ne sont pas les partenaires sociaux qui ont relancé le processus - ce qui fait

dire à M. Marchelli qu'il est « anormal qu'un ministre se trouve dans l'obligation de mouliner à notre place » - mais M. Michel Delebarre avec l'appui, inespéré en l'absence de consensus syndical, de M. Fabius. Le protocole, rejeté en décembre 1984, sur « la durée et l'aménagement du temps de travail » prévoyait des négociations de branche sur le calcul annuel de la durée du travail, la modulation des horaires, la majoration pour heures supplémentaires, le repos compensateur et le « lissage des rémunérations ».

Ce sont autant de thèmes que l'on retrouve dans l'avant-projet de M. Delebarre, devenu celui du gouvernement tout entier, avec un paradoxe saisissant : on va « flexibiliser » les horaires parce qu'on veut légaliser ce qui commence à se faire dans les entreprises.

L'échec de la négociation nationale de décembre 1984 avait, en effet, amené les entreprises à « décaler » de plus en plus - le mouvement restant toutefois encore limité - en utilisant les minces possibilités de dérogation contenues dans l'ordonnance du 16 janvier 1982 sur les trente-neuf heures et la cinquième semaine de congés payés.

C'est pour réguler un tel mouvement que M. Delebarre a conçu son texte. Sa philosophie est simple : on pourra déroger au code du travail, sur la modulation des horaires et la majoration pour heures supplémentaires, dans un cadre défini, à la condition d'exprimer de négocier et de conclure un accord dans une branche professionnelle.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 13.)

Avec ce numéro

LE MONDE
AUJOURD'HUI

Les catholiques vingt ans après Vatican II

Il y a vingt ans, le pape Jean XXIII donne à l'Eglise catholique avec Vatican II les chances d'une relance spirituelle et œcuménique. En réunissant du 24 novembre au 8 décembre deux cents évêques à Rome, Jean-Paul II veut-il seulement tirer les leçons de deux décennies de réformes ou faire de ce synode un nouveau concile ?

M^{me} Thatcher défie les unionistes d'Ulster

L'accord entre Londres et Dublin sur l'Irlande du Nord provoque la colère des protestants loyalistes.

PAGE 3

Le sommet de Genève : la longue marche de Ronald Reagan

Le président américain et le secrétaire général du PC soviétique se rencontrent les 19 et 20 novembre en Suisse : première prise de contact au plus haut niveau depuis 1979.

PAGES 4, 5 ET 16

Le banquier suisse pro-nazi capitule

M. François Genoud s'est désisté des plaintes qu'il avait déposées contre quatre journaux.

PAGE 9

La campagne de François Léotard : entre « Albert » et Dupont-la-Joie

Le secrétaire général du Parti républicain se lance à la conquête des suffrages avec l'aide d'un ordinateur.

PAGE 16

Dates (2) • Étranger (3 à 6) • France (7 à 9) • Culture (10) • Économie (13 à 15) • Mots croisés (12) • Programmes des spectacles (11) • Météorologie (12) • Carnet (9) • Radio-télévision (12)

L'ÉRUPTION VOLCANIQUE EN COLOMBIE

Les naufragés de la boue

Les secours continuent d'affluer, samedi 16 novembre, dans la ville colombienne d'Armero, après l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, provoquant la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Un immense cimetière. La ville d'Armero engloutie par une mer de boue n'aura pas d'autre devenir. La gangue qui recouvre les dizaines de milliers de corps sera leur sépulture. Armero, Chinchipe, Mariquita, Guayabal, ces noms de villes et de villages, riches dans une haute vallée andine, sont devenus depuis trois jours la symbolique tragique de la plus grande catastrophe jamais survenue en Colombie.

La brutalité des chiffres ne donne l'ampleur : 21 559 personnes sont mortes ou portées disparues, près de 20 000 sont sinistrées, selon un premier recensement du gouvernement dont fait état la station de radio colombienne RCN. La lutte pour sauver les survivants continue, mais ils ne seront vraisemblablement pas plus de 2 000 à échapper à la mortelle coulée. Les équipes de secours ayant acquis la conviction qu'il sera « humainement impossible » de déterrer la totalité des victimes, les autorités colombiennes envisagent de transformer la région d'Armero en ossuaire.

« Tout ce que j'ai pu voir, quand j'ai survolé les régions touchées, avec le président Betancur, c'est une mer de boue », a déclaré le ministre de la santé, M. Rafael de Subina. Le président colombien, qui a passé toute la nuit de jeudi à vendredi sur place, a pris la direction des opérations de secours. Des opérations qui connaissent de grandes difficultés, car les moyens font encore cruellement défaut, notamment les hélicoptères, qui demeurent le seul moyen d'accès et d'évacuation. La crainte d'épidémie d'autre part conduit les secouristes à vacciner les rescapés avant même leur évacuation. Le manque d'eau potable - les fleuves et certaines nappes ayant apparemment été contaminés par l'éruption volcanique - rend la situation sanitaire encore plus précaire.

Le risque de nouvelles coulées de boue complique aussi la tâche des sauveteurs. Ainsi plusieurs centaines de paysans ont été évacués près d'Armero, le long d'une rivière dont les eaux ont été coupées par un bloc de glace libéré lors de l'éruption. « La rivière est à sec, mais lorsque le barrage cédera, ce sera un désastre », a expliqué l'un des habitants. Des milliers d'autres

Colombiens ont ainsi fui leurs villages proches du volcan dans la journée de vendredi.

Le principal problème que doivent affronter maintenant les autorités colombiennes est la survie des sinistrés dans une région où 20 000 hectares au moins de cultures et de pâturages ont été affectés et où près de 15 000 bovins ont disparu. Selon des évaluations du secteur privé, les dommages aux cultures, aux pâturages et au bétail s'élèveraient à quelque 200 millions de dollars.

L'importante mobilisation de l'aide internationale devrait permettre de mener à bien cette première priorité au moment où certains rescapés n'hésitent pas à mettre en cause l'imprévoyance du gouvernement et des autorités locales. « Quand nous avons entendu la première éruption, nous sommes sortis et nous sommes allés chez les pompiers qui nous ont dit que ne ce n'était rien et qu'ils n'allaient pas déclencher la sirène d'alarme de peur d'effrayer les gens », a déclaré

un rescapé. Un autre a ajouté : « Nous écoutions la radio en attendant l'alerte, mais ils ont continué à passer de la musique. »

Dans ce cauchemar que rien n'arrête, les survivants des villages sinistrés cherchent ainsi l'explication du désastre qui leur a fait tout perdre.

L'appel à la solidarité lancé par le président Betancur a été largement entendu. De tous côtés une aide en vivres et en matériel s'achemine vers la capitale colombienne. L'Assemblée générale de l'ONU a demandé vendredi au secrétaire général, M. Perez de Cuellar, de « mobiliser les ressources » et de « coordonner l'aide internationale ». Le commissaire au budget de la CEE, M. Christophersen, a indiqué qu'une aide considérable et rapide serait envoyée à Bogota.

En France, le secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels, M. Haroun Tazieff, a été envoyé sur place. M^{me} Daniella Mitterrand, qui avait accompagné le chef de l'Etat lors de son voyage officiel en Colombie le mois dernier,

partira dimanche pour Bogota dans un avion chargé de 11 tonnes d'aide d'urgence.

En Amérique latine, deux avions gros porteurs sont partis du Pérou avec 20 tonnes de vivres, de vêtements et d'équipements chirurgicaux. Des équipes de secours vénézuéliennes se sont dirigées vers Bogota. Le Chili a aussi manifesté sa solidarité en envoyant des tentes et des couvertures.

Le gouvernement des Etats-Unis a envoyé douze gros hélicoptères des forces américaines stationnées à Panama, qui s'ajouteront aux appareils britanniques stationnés à Beliza. Deux hélicoptères militaires seront aussi fournis par la France, leur rôle étant vital dans l'acheminement des secours.

Les sociétés de Croix-Rouge ont, elles, fourni environ 700 000 dollars d'aide. Des équipes médicales d'Espagne, de RFA, de Suisse, vont rejoindre Armero dans les prochaines heures.

D. H.-G.

(Lire nos informations page 3.)

Celui par qui le scandale arrive

PIERRE JUQUIN



AUTOCRITIQUES

GRASSET

LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION

Les convictions de M. Barre

M. Raymond Barre est le premier des trois principaux dirigeants de l'opposition qui répond à l'appel des responsables religieux et maçonniques. « Je ne me prêterai pas à une exploitation électorale du thème de l'immigration », a déclaré l'ancien premier ministre, le vendredi 15 novembre à Lyon. Dans le droit fil de propos qu'il avait tenus dans le passé, M. Barre a condamné les comportements démagogiques face aux réactions de rejet des étrangers. Il a réaffirmé que les immigrés venus travailler en France « parce que nous avons besoin d'eux » doivent être traités avec « le respect qui s'impose à toutes les personnes humaines ».

Le député de Lyon a fermement dénoncé ceux qui encouragent les réactions racistes. Sans qu'il ait nommé le Front national, M. Barre visait de toute évidence l'entreprise de M. Le Pen. Cela fait déjà un certain temps que l'ancien premier ministre, après

avoir paru adopter une attitude bénigne envers de l'extrême droite - il ne fallait pas rebuter les électeurs de l'opposition séduits par l'autoritarisme et le populisme lepénien, - recommande de « faire attention » au phénomène que représente le Front national et aux dangers dont il est porteur.

M. Barre semble estimer aujourd'hui que cette vigilance n'est pas suffisamment partagée dans l'opposition. On sait les problèmes d'alliance délicats que l'extrême droite risque de poser à l'UDF, dans certaines régions. M. Barre n'y a pas fait allusion.

Il a clairement mis en cause, en revanche, le RPR. Non que celui-ci envisage de s'associer au Front national - tant M. Jacques Chirac que M. Jacques Toubon ont clairement récusé cette hypothèse, - mais le discours du maire de Paris, par exemple, face à M. Laurent Fabius le 27 octobre était marqué par l'amalgama entre insécurité et immigration.

Le RPR reprend aussi certains thèmes de l'extrême droite sur les prestations sociales, qui devraient être selon lui versées de façon différenciée aux nationaux et aux immigrés. Ce faisant, il s'engage dans une logique de la ségrégation, que dénonce M. Barre.

En montrant du doigt ceux qui utilisent le rejet des immigrés comme un argument électoral, M. Barre a tenu un langage identique à celui de M. Jack Lang, qui s'exprimait le même jour sur FR3. Cette utilisation nouvelle du thème de l'immigration - dénoncer ceux qui s'en servent - peut faire sourire. Elle a néanmoins, dans la bouche de M. Barre, un aspect fortement rassurant : le député de Lyon considère à l'évidence que la condamnation effective du racisme fait obligatoirement partie du consensus sur lequel doit s'appuyer un candidat à la présidence de la République en France.

(Lire nos informations page 8.)

Étranger

L'ACCORD ENTRE LONDRES ET DUBLIN SUR L'IRLANDE DU NORD

Une première manche pour M^{me} Thatcher

L'accord conclu, le vendredi 15 novembre, entre les gouvernements de Londres et de Dublin sur l'Ulster a été accueilli avec satisfaction dans les capitales occidentales et particulièrement dans les pays membres de la Communauté européenne. La France a envoyé un télégramme de félicitations aux deux gouvernements.

De notre envoyé spécial

Belfast. — Aussitôt après avoir signé avec M. Garret FitzGerald le texte de l'accord sur l'Irlande du Nord, M^{me} Thatcher a déclaré : « Je suis unioniste et loyaliste — le premier ministre irlandais — lui, est nationaliste républicain. »

Ce rappel n'avait pas seulement pour objet d'apaiser un peu la colère de la communauté protestante. Il traduisait également, dans une même formule, la nouveauté et les limites d'un compromis entre deux

« aspirations » en principe inconciliables. M^{me} Thatcher ne pouvait mieux signifier que l'arrangement conclu entre Londres et Dublin est fait, tout à la fois, de réalisme et de défi.

Le document de vingt-deux pages est prudemment intitulé « Accord anglo-irlandais 1985 ». Il est donc daté, afin d'indiquer que ce n'est ni le premier ni le dernier. On paraît avoir voulu ainsi minimiser son importance pour ménager les susceptibilités au nord et au sud de l'Irlande. M^{me} Thatcher et M. FitzGerald, dans des commentaires savamment dosés dont ils étaient convenus entre eux, ont hésité à qualifier l'événement : d'« historique ». De même qu'on ne veut pas parler de pacte ou de traité.

Pourtant, le fait est sans précédent : le gouvernement de la République se voit accorder le droit d'avoir son mot à dire dans la gestion des affaires d'Irlande du Nord, où la souveraineté britannique est précieusement réaffirmée. L'audace de l'initiative a encore été soulignée par celle du choix du lieu du sommet : le château de Hillsborough, à

une vingtaine de kilomètres de Belfast, dans un fief unioniste.

La presse britannique n'a pas manqué de souligner que la présence du chef de gouvernement de Dublin en Irlande du Nord, pour une telle occasion, ne pouvait être interprétée que comme une « provocation supplémentaire » à l'égard des militants unionistes qui dénoncent catégoriquement l'accord, comme un acte d'« abandon » de la part du Royaume-Uni.

Les habitants de Hillsborough ont bien sûr répondu au message de fermeté et de détermination que leur adressait ainsi la « dame de fer ». Ils ont hissé sur fenêtres l'Union Jack, et des pancartes unionistes portant l'inscription « Ulster is British ». Devant le château, les élus locaux ont brûlé le drapeau tricolore de la République, sous le regard des leaders des deux principaux partis unionistes, MM. James Molesworth et Ian Paisley.

Ce dernier a, une fois de plus, haussé le ton en clamant : « Ce n'est plus le temps des mots. L'heure est maintenant à l'action. » Nouvelle menace, après celle d'une « résis-

tance jusqu'à la mort », profferée quelques jours auparavant. Mais le nombre de partisans unionistes rassemblés à Hillsborough, n'excédait pas 200 à 300, et il n'y a pas eu d'autres incidents.

M^{me} Thatcher a donc remporté le 15 novembre une première manche. Mais la guerre d'usure avec les unionistes ne fait que commencer. MM. Paisley et Molesworth ont confirmé leur volonté de boycottage. C'est-à-dire que les élus unionistes cesseront tout rapport avec l'administration britannique.

Par ailleurs, deux partis loyalistes persistent à annoncer la démission de leurs députés à Westminster, afin de provoquer des élections partielles qui remplaceraient le référendum qu'ils réclament. Le pasteur Paisley a promis vendredi à ses ouailles de les « conduire jusqu'à l'annihilation totale de la conspiration » que représente, à ses yeux, la conclusion de l'accord avec Dublin. Mais on pouvait remarquer sur le chemin de Hillsborough ce slogan : « Loyalistes, réveillez-vous ! » M. Paisley n'est peut-être pas si certain de pouvoir compter sur la mobilisation de toutes les troupes unionistes.

Le danger d'un mouvement de protestation prolongé ne saurait néanmoins être écarté avant longtemps.

« Consultations »

L'énorme dispositif de sécurité autour de Hillsborough, dans toute la province et aussi sur le territoire de la République, témoignait de ces craintes. Au moment de l'arrivée du premier ministre à l'aéroport de Belfast, l'IRA a revendiqué un attentat à la bombe, qui a tué un policier et grièvement blessé un autre près de la frontière. Les extrémistes se rejoignent quand il s'agit de faire monter la tension. Dans la soirée, un groupe clandestin loyaliste a fait savoir qu'il « liquiderait » les fonctionnaires des deux pays qui formeront le « secrétariat » prévu par l'accord.

Cet organisme « permanent » est, dans l'immédiat, la preuve la plus tangible du changement que l'accord est censé apporter. Il devrait être installé à Belfast, « sous réserve de problèmes de sécurité », a toutefois précisé M^{me} Thatcher. Il assurera la coordination de la « conférence » qui réunira « régulière-

ment » les délégations des deux gouvernements. Au cours de ces rencontres qui pourraient commencer très prochainement, après la ratification de l'accord par les Parlements, seront examinées les possibilités d'« amélioration » des conditions de vie de la minorité catholique dans ses rapports avec les forces de l'ordre et la justice. Mais M^{me} Thatcher a souligné avec insistance qu'il ne s'agissait que de « consultations », et, « en dernier ressort », les décisions appartiendront toujours au gouvernement du Royaume-Uni.

Voilà pourquoi le premier ministre britannique n'admet pas l'attitude de rejet systématique des unionistes, d'autant moins qu'en préambule de l'accord figure la reconnaissance formelle par Dublin de la volonté de la majorité protestante de conserver l'Irlande du Nord au Royaume-Uni. Concession nationale importante qui, à Dublin, soulève l'objection de l'opposition au gouvernement de M. FitzGerald.

FRANCIS CORNU.

Une conférence intergouvernementale et un secrétariat permanent

Londres (AFP). — L'accord anglo-irlandais sur l'Ulster prévoit :

La création d'une conférence intergouvernementale — avec un secrétariat permanent — ayant un rôle consultatif dans les domaines de la politique, de la « lutte contre le terrorisme », du droit (notamment l'administration de la justice) et de la coopération en matière de sécurité « de part et d'autre de la frontière ».

L'accord envisage la possibilité de créer des « tribunaux mixtes » pour juger certains crimes ou délits.

Dans le cadre de la conférence intergouvernementale, le gouvernement de la République d'Irlande pourra soumettre, « là où les intérêts de la minorité (catholique) sont en jeu, des points de vue et des propositions ». Le texte précise, cependant, que le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord conserve la « responsabilité » des décisions dans la province.

La conférence sera coprésidée par le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, M. Tom King, et un minis-

tre irlandais à l'Irlande du Nord (poste restant à créer), et pourra être élargie au besoin à d'autres membres du cabinet de l'un et l'autre des deux pays.

La conférence devra également s'assurer du respect des droits et de l'identité des deux communautés et veiller à empêcher toute discrimination, notamment en matière économique et d'emploi.

Les deux gouvernements affirment qu'aucun changement dans le statut de l'Irlande du Nord ne pourra intervenir sans le consentement de la majorité (protestante). Ils notent, à cet égard, que la majorité n'est pas favorable « actuellement » à un changement.

Les gouvernements déclarent, cependant, que, « si, dans l'avenir, une majorité de la population d'Irlande du Nord exprime clairement le souhait (...) d'établir une Irlande unie, ils présenteront et soutiendront dans leurs Parlements respectifs une législation » dans ce sens.

Un lent processus jalonné d'échecs

Depuis que, en 1968-1969, ont éclaté entre les communautés protestantes et catholiques les troubles qui ont créé jusqu'à maintenant un état de guerre civile plus ou moins larvé, les multiples et diverses tentatives de règlement du conflit ont toutes échoué.

De 1921 (date de la partition) à 1972, l'Irlande du Nord a disposé d'un Parlement et d'un gouvernement autonome dominés par les protestants unionistes, assurant toutes les responsabilités, à l'exception de la défense, de la politique étrangère et des questions fiscales.

1972. — La violence persistant, Londres décide, en mars, de prendre en charge la maintenance de l'ordre : soulagement provisoire des catholiques nationalistes, mais protestation vifement des unionistes. Le gouvernement local démissionne.

1973. — Un référendum est organisé en mars. Le plupart des catholiques s'abstiennent. Sur 600 000 votants, 692 000 se

prononçant pour la prolongation de l'union au Royaume-Uni. Aussitôt, Londres institue le scrutin proportionnel pour une meilleure représentation de la « minorité ». En juin, des élections ont lieu pour créer une nouvelle Assemblée. Les différents mouvements unionistes obtiennent 50 sièges ; le Parti travailliste (SDLP), de loin la principale formation nationaliste, remporte 19 sièges.

En décembre, à la conférence de Sunningdale, l'exécutif unioniste ayant accepté le principe du « partage du pouvoir » avec les nationalistes, admet également la création d'un « Conseil d'Irlande », c'est-à-dire la consultation du gouvernement de la République. L'événement est qualifié d'« historique », mais...

1974. — En janvier, la base des partis unionistes loyalistes refuse — déjà — la moindre participation de Dublin. Une grève générale qui paralyse la province condamne l'accord.

1975. — Election en mai d'une convention constitutionnelle qui est dissoute l'année suivante, n'ayant pu produire une solution acceptable par les nationalistes.

1976. — Le gouvernement britannique suggère aux partis de la province un premier projet de dévolution (de ses pouvoirs), sans résultat.

1980. — Deuxième essai, après l'arrivée de M^{me} Thatcher à Downing Street : nouvel échec.

1982. — Le secrétaire à l'Irlande du Nord, M. James Prior, propose un système de « dévolution progressive ». Une « nouvelle Assemblée » est élue. Les unionistes ont 37 députés. Le SDLP, qui, en 1974, refuse de siéger, car les loyalistes continuent de refuser un partage effectif des attributions. L'Assemblée cesse pratiquement d'exister avant de se réunir. Le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, qui abandonne l'abstentionnisme pour adopter un nouveau mot d'ordre : « Le fusil dans une main, le bulletin de vote

dans l'autre », fait une première percée (5 sièges). Et, peu à peu, le Sinn Féin, au cours de différents scrutins qui auront lieu jusqu'en 1985, va conquérir près d'un tiers des voix nationales.

1983. — Le SDLP et les trois principaux partis de la République créent à Dublin le Forum pour une Irlande nouvelle. Dès 1980, avec le premier ministre de l'époque, M. Charles Haughey, leader du Fianna Fáil, le dialogue avait repris entre Dublin et Londres. Le processus actuel se dessine.

1984. — Le Forum achève ses travaux en mai, reconnaît expressément qu'il faut tenir compte du loyalisme de la communauté protestante envers le Royaume-Uni et énonce trois formules : la réunification, une confédération ou une administration conjointe. M^{me} Thatcher réplique sèchement que ces propositions « sont hors de question », mais le mouvement est lancé. Les deux gouvernements entament en novembre les négociations pour l'accord qui vient d'être mis au point. — F. C.

LES SUITES DE L'ÉRUPTION VOLCANIQUE EN COLOMBIE

Nuit de cauchemar à Armero

Joaquín Villegas, reporter photographique de l'AFP à Bogota, a passé une nuit de cauchemar entre jeudi 14 et vendredi 15 novembre au milieu des cris de détresse de dizaines de blessés, sur un flot entouré de boue dans ce qui était jusqu'à jeudi un quartier périurbain d'Armero.

Jendi en fin d'après-midi, un hélicoptère l'avait déposé sur ce petit morceau de terre plus ou moins sèche. « Un peu partout, sur des collines qui bordent la vallée, nous avons pu voir des survivants qui restaient sur place, prostrés, attendant que des secours viennent à eux, incapables de réagir par eux-mêmes », a raconté Villegas vendredi à son retour à Bogota. « Il y avait des morts un peu partout autour, flottant sur la boue, mais inaccessibles car on s'enfonçait immédiatement. »

« Une femme enceinte est venue nous chercher pour nous demander d'extraire son mari dont une jambe était complètement prise. En creusant pour le dégager, nous avons découvert leurs trois enfants, morts. Mais nous avons pu sortir le père et le mettre dans un hélicoptère avec sa femme », a ajouté Villegas. « Il fallait aider les blessés à rejoindre les hélicoptères, car les survivants valides se précipitaient pour les prendre d'assaut et les handicapés restaient sur place. »

Les photographes ont passé la nuit au milieu des cris et des appels au secours venant d'un peu partout. Au matin, avec des plaques de tôle récupérées sur des baraquements écroulés, ils ont pu approcher certains des blessés et en tirer sur la terre ferme, où les hélicoptères sont venus

les chercher. Mais quand ils ont, à leur tour, quitté l'îlot, de nombreux blessés — et cadavres — pris dans la boue restaient hors de portée.

La morgue-hôpital de Guayaquil

Le minuscule village de Guayaquil, à 7 kilomètres d'Armero, n'est qu'une morgue-hôpital : c'est là qu'on transporte les cadavres et les blessés victimes de l'éruption du Nevado del Ruiz, et que leurs proches attendent, parfois vainement.

« Il y avait ma grand-mère, ma sœur, et aussi le fils de ma sœur, un petit de dix ans. Ils étaient tous à Armero. On ne les a pas encore retrouvés », Carmen Hernandez, trente-trois ans, pleurs nus, attend depuis trente-six heures assise sur le trottoir de la place de Guayaquil. Une soixantaine de corps couleur de cendre, comme pétris dans la terre, sont alignés sur le sol. Un noir, la bouche ouverte, le visage ensanglanté, lance un poing en arrière, comme en colère. Un enfant couché sur le côté, un bras replié sur le visage, semble endormi.

Au milieu des ventres enfus, des jambes estropiées, près d'un tronc de femme, un corps de nouveau-né reste miraculeusement rose. Un chien approche, qu'on chasse. Un coup de pierre, des poules picorent des grains illusoires sur un sol noir des cendres et du sable du Nevado del Ruiz. Une femme en robe rouge à fleurs, un mouchoir sur le visage, passe lentement, s'arrête, tente de reconnaître un des siens. Tout près, une centaine de personnes attendent en étouffant des sanglots que les autorités donnent des nouvelles.

Quand passe un étranger, une ou deux femmes du rang, effondrées :

« Dites à ma mère, dites à Rosalinda, que sa fille Satoria a disparu. » Un jeune homme mal rasé, les yeux rouges de fatigue, supplie qu'on recherche Fernando Alvarez Chavez, vingt-six ans, son frère. Sur le côté sud de la place, l'église attend les blessés que les secours tentent de dégager. « Il y a encore des gens dans les arbres, d'autres sur des toits », affirme Gerardo Avila, un responsable de la sécurité civile. Une équipe d'infirmiers vient d'arri-

ver de Bogota. Une centaine de militaires ont installé camions, tentes et pastes émetteurs sur le carré d'herbe.

Panique à Mariquita

« Le volcan a encore grondé, la boue arrive, c'est la radio qui l'a dit. » L'alerte lancée vendredi en milieu de journée dans le bourg de Mariquita a provoqué une incroyable panique, ajoutant à la confusion

des opérations de sauvetage. C'est du petit hôpital de Mariquita, où les rescapés de la ville engloutie d'Armero — proche de 27 km — sont soignés, que s'est propagée la nouvelle. Quelle radio ? Personne n'aurait su le dire exactement, mais l'effet a été fulgurant.

Dans la salle des enfants, une mère — la jambe cassée tenue par des attelles — est restée pétrifiée près de son nouveau-né. L'interniste a crié : « Sauvez-vous si vous le pouvez », et une vingtaine de personnes se sont retrouvées à bord d'un camion filant à toute allure vers l'aéroport.

Sur les chemins, dans la rue, des dizaines de personnes criaient, fuyaient, cherchant sans doute un endroit en surplomb, une maison, un arbre, où la coulée s'arrêterait pas. Tous se précipitaient vers l'aéroport, où se déroulait un va-et-vient incessant d'hélicoptères et de petits avions. A bord du camion personne ne parlait, chacun savait que sur les matelas sans draps de l'hôpital, sous les couvertures arrivées le matin même par avion, gisaient les miraculés d'Armero, ceux qu'on avait extrait à l'aide de cordes à la coulée de boue du volcan et, qui, eux aussi, avaient entendu l'alerte. Quand celle-ci a été levée, deux heures plus tard, que la radio a supplié les docteurs et les infirmiers de retourner à leur travail, personne ne croyait que le cauchemar s'arrêterait pour autant dans l'ancien El Dorado, devenu la vallée des vingt mille morts.

A Armero, seuls les hélicoptères peuvent accéder. Une véritable muraille de boue instable barre la route, peu avant l'entrée de la ville où reste debout un panneau publicitaire souhaitant « Bienvenue à Ar-

mero ». Dans les centres de soins et de regroupement, installés dans les agglomérations les plus proches où blessés et cadavres sont soignés par hélicoptère, a commencé la longue quête des survivants ou des familles à la recherche de leurs proches disparus.

Les informations officielles sont rares. Les cadavres, couverts de boue et parfois mis en pièces par la force de la coulée, sont pour la plupart méconnaissables. Même les blessés sont difficiles à identifier. Des dizaines de journalistes ont confiné vers la vallée d'Armero, et le directeur de l'aviation civile a dû lancer un appel à la discipline et à la prudence des avions-taxis dont la densité, dans ce périmètre, compliquait les évolutions des hélicoptères de secours et devenait dangereuse. En revanche l'accès à l'aéroport de Mariquita, la plus proche ville à 27 kilomètres au nord d'Armero, et aux installations de l'armée de l'air de Palangueros, toutes proches de Bogota, a été ouvert à tous les avions apportant des secours.

Dans la capitale, les dons en vires et en vêtements sont rassemblés par la Croix Rouge et envoyés sur place par camions. Mais il faut près de quatre heures par une route de montagne, pour couvrir les 120 km qui séparent Bogota de la zone de la catastrophe.

Les travaux de secours se poursuivent malgré une petite coulée de boue, mais les sauveteurs qui travaillent le plus près du cratère ont dû utiliser des masques pour se protéger des émanations de gaz sulfureux. Les médecins réclament plus de sérum, plus de plasma, plus d'antibiotiques et une évacuation accélérée des blessés soignés dans des conditions difficiles et par un personnel débordé.

Le calme incertain du Nevado del Ruiz

Le Nevado del Ruiz s'est-il calmé ou va-t-il gronder encore, un risque de déverser de nouveaux torrents de boue sur ses pentes ouest, menaçant la ville de Manizales et ses trois cent mille habitants ? Nul, actuellement, ne le sait. Suivre l'actualité du volcan est d'autant plus difficile que, sur les quatre sismographes installés par l'UNDRO (1) à quelques kilomètres du cratère, un seul a résisté à l'avalanche de boue qui s'est déversée mercredi. Pour prévoir les futures manifestations du « mont neigeux », il faudrait aussi savoir ce qu'il s'est réellement passé à son sommet. Si l'on en juge par la projection de cendres, il y a bien eu éruption. Mais celle-ci a-t-elle déjà atteint son paroxysme ou n'était-elle qu'une première manifestation, bénigne peut-être, d'un réveil plus brutal encore ?

Les experts s'interrogent aussi sur les causes de la rapide liqui-

faction des glaciers recouvrant le volcan qui a conduit à la formation de ces lahars (torrents de boue, en indonésien) dévastateurs. Un simple réchauffement de la neige par des cendres chaudes n'aurait pas suffi à transformer en eau une telle masse de glace. Peut-être y e-t-il eu activité explosive au fusible dans le cratère. Ou plus simplement formation de fissures dans les parois du volcan, au travers desquelles des fumées, ou des petites coulées de lava, se seraient échappées, vaporisant l'eau s'infiltant en permanence sous le glacier. Un autre point d'interrogation porte sur le volume de la réserve en eau et en glace du volcan éventuellement disponible pour former de nouveaux lahars. — E.G.

(1) United Nations Disaster Relief Organisation.

La rencontre Reagan-Gorbatchev des mardi et mercredi prochains ne sera, dans la meilleure des hypothèses, que le début d'un long processus, une reprise de contact.
Si quelques accords bilatéraux sont prévisibles, il ne faut pas en revanche espérer de progrès sensibles sur la limitation des armements, dont Michel Tatu expose le dossier. Bernard Guetta, de son côté, retrace la « longue marche » qui a conduit Ronald Reagan à la reprise d'un dialogue avec l'URSS.

Les raisons d'un grand marchandage

De notre correspondant

Washington. — Pas besoin d'être sophiste pour pouvoir soutenir l'une comme l'autre thèse. La première serait que M. Reagan, en se rendant à Genève ce samedi 16 novembre pour ses entretiens de mardi et mercredi avec M. Gorbatchev, ne fait que réaliser le programme sur lequel il était entré à la Maison-Blanche il y a bientôt cinq ans. « La paix par la force », avait-il dit durant sa campagne de 1980, et, l'Amérique étant aujourd'hui plus forte qu'alors, il va maintenant reprendre le dialogue avec l'URSS mais sur des bases solides.

La deuxième thèse serait que, bien au contraire, ce sont les faiblesses du bilan de M. Reagan et les dangers surtout pointant désormais à l'horizon américain qui ont rendu presque inéluctable ce sommet — le premier depuis que M. Carter était allé, en 1979, s'entretenir à Vienne avec Leonid Brejnev. « Toute rencontre de ce genre devrait être soigneusement préparée et comporter la perspective de résultats tangibles », répondait en effet le président des Etats-Unis, il y a seulement dix-sept mois, à deux chefs de file de son parti qui l'avaient appelé à des conversations directes avec Constantin Tchernenko, l'éphémère prédecesseur de M. Gorbatchev. Autrement dit, avant de donner les apparences d'une détente, M. Reagan voulait à cette époque être sûr que de substantielles concessions soviétiques en découleraient.

Or, en un an et demi, le rapport de forces n'a pas décisivement évolué en défaveur de l'URSS, et, si ce sommet de Genève a été précédé de trois mois d'intenses contacts diplomatiques, ses débouchés sont si peu acquis d'avance qu'on déclarait à la Maison-Blanche, mercredi dernier, qu'il faudrait « plusieurs mois » pour juger des progrès qu'il aura pu permettre. On annoncera bien sûr, à Genève, des décisions, pas toutes négatives, mais, pour les dossiers fondamentaux que sont les armements nucléaires et de l'espace et les conflits régionaux, on aura commencé à parler sans exactement savoir où l'on va.

Le changement de politique est donc là, mais le rendez-vous de mardi ne signe pour autant pas plus l'échec que le triomphe du réaganisme : il en fixe les traits, après cinq ans de flou originel, car la « paix par la force », cela pouvait signifier deux choses très différentes. Cela pouvait dire, au choix, rééquilibrer pour mieux négocier un *modus vivendi* global ou bien éliminer toute menace en redonnant une telle puissance aux Etats-Unis qu'il n'y ait plus deux Super-Grands mais un seul, comme ce fut le cas dans l'après-guerre. Les deux conceptions coexistaient dès le départ dans l'entourage de M. Reagan : l'idée que l'on ne se rencontrerait au sommet qu'une fois résolus tous les différends découlait évidemment de la seconde d'entre elles, mais il était simplement logique qu'elle eût, dans un premier temps, prévalu — tant qu'il ne s'agissait que de rendre du lustre au drapeau américain.

C'était là une première étape indispensable aux tenants de l'une et l'autre conception, mais arrivée l'heure du choix, c'est la droite pragmatique qui l'emporte sur les néo-conservateurs (que la presse américaine, par abréviation et pour le délice des lecteurs francophones, nomme les « néo-cons »). Probablement

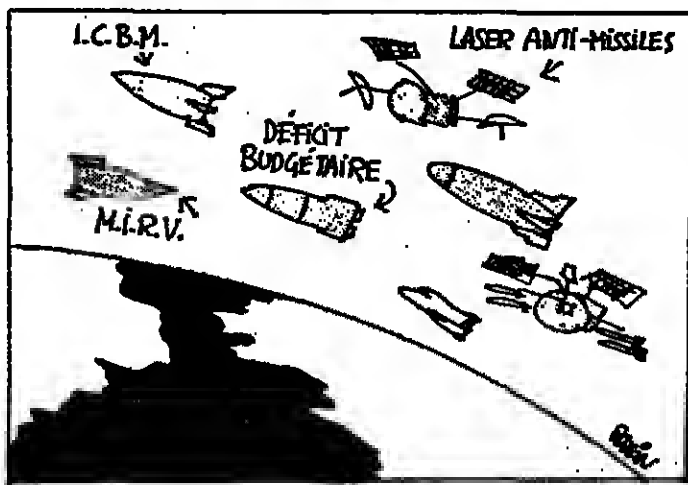
irréversible, puisque la présidence de M. Reagan se termine, cette victoire aurait certainement été beaucoup plus aléatoire s'il n'y avait eu aucune ombre à ce « retour de l'Amérique » qui a valu, l'année dernière, aux démocrates la déroute électorale que l'on sait.

Un « coup de jeune » paradoxal

Chiffres, cartes géo-politiques et sondages l'ont prouvé depuis au moins deux ans : les Etats-Unis ont aujourd'hui beaucoup plus de muscles que dans la décennie passée. Leur moral est sur-

réarmement, elle ne le pourrait pas. Cela veut dire que dès lors qu'elle a — c'est le cas — le choix entre deux politiques, que l'une implique de nouvelles et brutales coupes dans les dépenses sociales et que l'autre permet de répartir les sacrifices entre les budgets civil et militaire, le choix est tout fait pour les citoyens et le Congrès.

Electeurs et élus ont en effet réalisé depuis une bonne année que le gonflement sans précédent du déficit budgétaire a non seulement précipité la ruine de pans entiers de l'industrie américaine en faisant s'envoler le dollar, mais qu'il ferait aussi peser de formidables dangers sur l'en-



Dessin de PESSIN.

perieur, puisque, taux de chômage et d'inflation stabilisés, les Américains ont recommencé à croire que leur avenir était en constant progrès. L'image surmontée de l'Amérique dans le monde s'est totalement modifiée : ses capacités militaires ont été considérablement renforcées ; aucun revers comparable à la débâcle iranienne ne lui a été infligée par quiconque (exception faite de l'équipée libanaise) ; elle est moins passive dans les instances internationales ; pas un seul nouveau pays n'est passé, depuis 1979, sous influence soviétique ; l'alliance atlantique a surmonté la bataille des euromissiles avec une cohésion renforcée ; l'argent lorsqu'il pense sécurité pense Etats-Unis, et M. Duarte et la Grenade sont là pour témoigner que la politique contre-révolutionnaire menée en Amérique centrale ne signifie pas obligatoirement un soutien à l'extrême droite sanguinaire.

Sous le plus vieux président qu'elle ait connu, l'Amérique a pris, en bref, un coup de jeune : si vieillit qu'il soit par la gaillardie cinquantaine de M. Gorbatchev, M. Reagan sera, en ce sens, en bien meilleure posture que M. Carter face à l'impotent Brejnev.

Les raisons d'un choix

Pourquoi n'avoir pas alors suivi la route du redressement jusqu'à l'établissement d'une indiscutable supériorité militaire sur l'URSS ? Entre une économie congestionnée d'incobérences et un empire centre-occidental tirant à hue et à dia, le Kremlin aurait eu, après tout, bien du mal à relever le défi, et cette compétition n'aurait pas non plus été l'antichambre de la troisième guerre mondiale. Réponse : l'intendance ne suivait plus.

Cela ne veut évidemment pas dire que, si l'Amérique devait, pour parer à une menace présente, développer son effort de

semble de l'économie le jour où la croissance se ralentirait trop nettement. La réduction de ce déficit est donc aujourd'hui devenue la priorité des priorités politiques, mais les classes moyennes, qui sentent se resserrer autour d'elles l'état de coupes auxquelles elles avaient largement applaudi tant qu'elles ne touchaient que plus pauvres qu'elles, ne sont nullement disposées à payer seules.

Les associations de retraités, qui ont toutes les raisons de craindre un blocage des pensions et une érosion des prestations médicales, sont d'ores et déjà sur la brèche, et le Parti républicain ne peut ignorer cette situation alors qu'il ne pense qu'à deux choses : les élections parlementaires de novembre 1986, dans lesquelles il risque de perdre l'étroite majorité qu'il a au Sénat, et l'élection présidentielle de 1988, à laquelle la loi comme l'âge interdisent à M. Reagan de se représenter.

Dès l'hiver dernier, les sénateurs républicains ont en conséquence obligé la Maison-Blanche à accepter une croissance des dépenses militaires bien moindre que M. Reagan et le Pentagone ne le souhaitaient. Cette pression ne peut que se renforcer régulièrement jusqu'en 1988 et s'accompagne très logiquement d'une autre pression en faveur d'une relance du processus de contrôle des armements qui était déjà très sensible durant la campagne de 1984. Deux dirigeants républicains avaient alors vainement appelé M. Reagan à faire ce qu'il fait aujourd'hui : M. Percy, qui se battait pour un siège qu'il a fini par perdre, et M. Baker, qui commençait à préparer sa candidature à la présidence. C'est d'ailleurs quelques semaines seulement après leur démarche que M. Reagan avait accepté le principe de nouvelles négociations avec Moscou sur la réduction des armements et ouvert ainsi la voie au sommet de Genève.

Une autre raison peut avoir pesé lourd dans le tournant actuel, la minceur des réalisations en politique étrangère, dont les historiens de demain pourraient créditer M. Reagan. Une exceptionnelle popularité, un prodigieux talent à exprimer l'Amérique et le rejet de ses déchirures des vingt dernières années, cela frappe les contemporains, mais pas les générations futures qui risquent d'entendre plus parler de la fin de la guerre du Vietnam et de la reconnaissance de la Chine populaire sous M. Nixon ou de la signature des accords de Camp David sous M. Carter que de la poussive intervention à la Grenade.

Un second souffle

Trois crises majeures qui plus est menacent d'éclater à tout instant : aux Philippines, où se pose l'éternel problème de l'éviction du dictateur devenu trop encombrant ; en Afrique du Sud, bien sûr, et en Amérique latine, enfin, où la dette mine le continent tout entier, démocraties et dictatures.

Il fallait à cette présidence un second souffle avant qu'elle ne sombre dans la morosité ou ne s'abîme dans les tempêtes, et la reprise du dialogue avec Moscou s'imposait en conséquence d'autant plus que M. Gorbatchev a rapidement su démontrer une aptitude à ne pas se laisser ignorer aussi aisément que ses prédécesseurs. Réussite, cette reprise pourrait, qui plus est, faciliter des évolutions au Proche-Orient et peut-être dans d'autres conflits régionaux que les Etats-Unis sont en fait incapables de résoudre sans une certaine coopération soviétique.

L'étonnant est que du pays qui souffre de difficultés économiques maîtrisables et de celui qui s'abîme dans une crise structurelle ; de celui qu'unit un profond consensus social et de celui qui rongent le double langage et la bureaucratie ; de celui qui pourrait aisément aller de l'avant dans les systèmes de défense stratégique, et de celui qui eberce à tout prix à freiner cet effort, c'est le premier — l'Amérique — qui est en passe de devenir demandeur. Tandis que le Congrès (assurément noble) grignote sans plus attendre les crédits de la « guerre des étoiles », qui a pourtant, au minimum, le mérite de faire revenir les Soviétiques à la table des négociations, M. Reagan est en effet condamné à devoir annoncer des résultats — non pas la semaine prochaine, mais dans les prochains mois, — car, contrairement à lui, son parti ne saurait s'en passer.

Signe des temps : M. Weinberger, secrétaire à la défense et dernier porte-parole des néo-conservateurs dans l'entourage immédiat de M. Reagan, ne sera pas du voyage de Genève. En seront : M. Shultz, discret, constant et efficace artisan du redémarrage des pourparlers ; M. Regan, secrétaire général de la Maison-Blanche, ancien grand patron de Wall Street et plus préoccupé de faire tourner la boutique que de brasser de grandes idées et M. MacFarlane, conseiller pour les affaires de sécurité nationale et vétéran des administrations Nixon et Ford.

Un grand marchandage commence, et il ne serait pas surprenant, s'il aboutissait, que le mot « condominium » retrouve un usage courant.

BERNARD GUETTA.

ARGENTINE

L'ancien SS Walter Kutschmann arrêté

Buenos-Aires. — L'ancien officier des SS Walter Kutschmann, tenu pour responsable de la mort de plus d'un millier de juifs au cours de la seconde guerre mondiale, a été arrêté, le jeudi 14 novembre, dans la banlieue de Buenos-Aires. Agé de soixante-deux ans, Kutschmann était l'un des chefs de la Gestapo en Pologne de 1941 à 1942. M. Simon Wiesenthal, le « chasseur de nazis », avait affirmé, dès 1975, qu'il était réfugié en Argentine. L'ex-officier SS était sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré par Interpol à la demande des autorités ouest-allemandes, qui avaient renouvelé, il y a moins de deux mois, une demande d'extradition à son encontre. « La chasse est terminée. Je n'ai pas l'intention de m'enfuir », a-t-il déclaré aux policiers qui l'appréhendaient. — (AFP.)

EMIRATS ARABES UNIS

Abou-Dhabi et Moscou échangeront des ambassadeurs

Vingt-deux ans après le Koweït et deux mois après Oman, les Emirats arabes unis ont décidé, quinze ans après leur indépendance, de suivre l'exemple de leurs deux voisins du Golfe et d'établir des relations diplomatiques avec Moscou. Un communiqué officiel publié vendredi 15 novembre à Abou-Dhabi précise que cette décision a pris effet à la suite d'un accord intervenu lors de récents entretiens avec un « représentant soviétique » qui serait l'ambassadeur d'Union soviétique à Koweït, M. Pagos Akopov.

Un quotidien des Emirats, *El Khali*, écrivait récemment, à l'occasion de la première visite à Moscou d'une délégation commerciale d'Abou-Dhabi, que « les Etats-Unis ont soutenu la menace sioniste [Israël] pendant plus de trois décennies alors que l'Union soviétique s'est rangée aux côtés des Arabes ». — (AFP.)

TURQUIE

Naissance d'un nouveau parti de gauche

Ankara. — Quelque six cents anciens fidèles de l'ancien premier ministre Bulent Ecevit (privé de ses droits civiques jusqu'en 1992) ont créé, le jeudi 14 novembre, une nouvelle formation politique. Le Parti de la gauche démocratique (PGD). L'emblème du parti est un pigeon blanc en vol. La nouvelle formation ne comprend pas de personnalités connues du grand public. L'épouse de M. Ecevit, qui avait pourtant participé activement aux travaux préparatoires ayant conduit à la naissance du PGD, ne figure pas, finalement, parmi ses membres fondateurs. Avec la création de ce parti at la mise sur pied, il y a une dizaine de jours, du Parti populiste social-démocrate (PPSD), c'est un véritable recensement qui vient de s'opérer dans la mouvance se réclamant de la social-démocratie par l'héritage de l'ancien Parti républicain de M. Ecevit. L'audience initiale du PGD, mouvement issu d'avant-garde de la base que des élites, paraît cependant plus faible, si l'on en croit les sondages, que celle du PSD. — (Corresp.)

INDE

Cinquante-huit « extrémistes » abattus dans le Bihar

New-Delhi. — La police a abattu, le jeudi 15 novembre, cinquante-huit « extrémistes » au cours d'une fusillade dans l'Etat du Bihar, frontalier du Népal. Un haut responsable de la police à Patna, capitale de l'Etat, a déclaré vendredi que ces « terroristes » appartenaient aux castes les plus pauvres de la société. La bataille s'est déroulée à proximité d'un village de la région de Bhojpur.

Le Bihar, l'un des Etats les plus déshérités de l'Union indienne, est fréquemment le théâtre d'affrontements entre de riches propriétaires terriens et leurs mécontents appartenant aux basses castes. On ignore cependant si les « terroristes » réprimés cette fois-ci appartiennent au mouvement naxalite qui recrute surtout parmi les mécontents du Bihar et jouit d'une certaine audience dans les régions rurales du Bengale occidental et de l'Andhra-Pradesh. Les naxalites, premiers maquisards indiens, se soulevèrent en 1967 à Naxalbari (village du Bengale-Occidental, qui a donné son nom au mouvement). — (Reuters.)

LIBERIA

Epuration dans l'armée et les partis politiques

Monrovia. — Brandissant triomphalement un fusil, le président Samuel K. Doe s'est rendu, vendredi 15 novembre, en voiture découverte, au Barclay Training Centre, principale caserna de Monrovia, pour y contempler le cadavre criblé de balles du général Thomas Quowonka, le chef des putschistes, tué dans la matinée par les troupes gouvernementales. Plusieurs centaines d'habitants de la capitale ont ensuite défilé devant la corps. Une vaste opération d'épuration a été engagée, tant au sein de l'armée que dans les partis politiques.

Aucune confirmation n'a pu être apportée concernant l'exécution sommaire de deux des principaux responsables de l'opposition, M. Jackson Doe, rival du chef de l'Etat lors de l'élection présidentielle du 15 octobre, et M^{me} Ellen Johnson-Sirleaf, tous deux membres du Liberian Action Party, mais les Etats-Unis ont instamment demandé au président Doe de faire preuve de modération. Déclarant que la situation restait « très tendue », celui-ci a indiqué que la police tirerait à vue sur toute personne, y compris les étrangers et les diplomates, surprise dans les rues après le couvre-feu et donc considérée comme « rebelle ». Divers témoins ont déclaré avoir vu plusieurs camions militaires transportant des cadavres dans les rues de la capitale. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

PORTUGAL

Un ancien socialiste candidat contre M. Soares

Lisbonne. — Sur le thème « Nouvelle démocratie-Nouvelle République », M. Francisco Solgado Zanha a annoncé, le vendredi 15 novembre, son intention de se présenter aux élections présidentielles de janvier prochain. Il bénéficiera de l'appui de l'actuel président de la République, le général Eanes, ainsi que de celui du Parti rénovateur démocratique (PRD).

Né en 1923, M. Zanha est l'un des fondateurs du Parti socialiste portugais. Ami de M. Mario Soares depuis la temps de l'université, il a participé activement à toutes les campagnes contre les régimes de Salazar et de Caetano et a été, après la « révolution des œillets » d'avril 1974, l'un des principaux stratèges du PS. En 1980, toutefois, ses relations avec M. Soares ont été rompues. Motif : leur attitude divergente face au général Eanes, qui souhaitait alors le renouvellement de son mandat de président de la République. Deux jours avant l'annonce de sa participation à la course aux présidentielles, il a formellement donné sa démission du PS. — (Corresp.)

هكذا من الأصل

Étranger

AUTRICHE

La pièce montée de la pâtisserie Demel

C'est une institution antique et respectable héritée de la double monarchie. Mais le café Demel fait parler de lui pour d'autres raisons que la qualité de ses gâteaux au chocolat. Le curieux pâtissier-parachutiste qui dirige l'affaire a créé une pièce montée à saveur de scandale...

De notre envoyée spéciale

Vienne. — Les cafés sont restés dans la capitale autrichienne une véritable institution, au point que certains bénéficient de subventions publiques. Ils ont gardé, pour la plupart, un décor suranné, restauré avec un bonheur variable, et tout Viennois qui se respecte y donne ses rendez-vous ou vient régulièrement lire un journal présenté sur un manchon de bois. Mais le Demel, c'est plus et mieux.

La devanture est modeste, comme dans les bonnes maisons qui n'ont pas besoin d'attirer le chaland par des vitrines agiçieuses. La porte franchie, vous vous trouvez face aux vitrines de la confiserie : boîtes de bonbons présentées comme des coffrets à bijoux, pots de confiture aux armoiries de l'empire, caramels en étuis blancs laqués... Des affichettes, conçues comme des gravures d'époque, vous expliquent que vous pouvez faire expédier de par le monde les très fameuses *Sachertorten* glacées au chocolat, dans lesquelles se mire un peu de l'âme de l'Europe centrale.

Mais l'on n'est là encore que dans l'antichambre pour touristes pressés. Plus avant, on aborde les choses sérieuses : le buffet des pâtisseries, délicatement posées dans de lourdes coupes d'argent sur une immense et solennelle table de marbre noir. On ira goûter ces merveilles dans les deux premiers salons éclairés style Régence ou dans le cadre aux boiseries laquées noir du « salon pour fumeurs » : lampes en boules de verre blanc montées sur cuivre, qui ont fait école bien au-delà de l'Autriche-Hongrie, miroirs,

tables de marbre rose et gris dont certaines ont presque la beauté d'un Klimt. Là, les « dames du Demel », des serveuses très bon genre strictement vêtues de noir, dont la légende dit qu'elles étaient autrefois recrutées à la sortie du



couvent, manient l'argenterie comme on sert la messe et s'adressent aux clients à la troisième personne du pluriel, selon la tournure en usage sous la monarchie.

Or un jour de novembre 1972, Vienne fut saisie d'une grande inquiétude : le Demel, l'archétype du café viennois, la Rolls Royce de la pâtisserie, allait changer de mains. Cela s'était certes produit de nombreuses fois depuis que Christoph Demel, fournisseur de la cour, s'était installé en ce lieu,

à deux pas du monumental château impérial. Mais l'un était resté en famille. D'héritier en héritier, on avait veillé à l'immuabilité du décor fin de siècle et gardé comme des secrets d'Etat les recettes des chocolats et

Dior — les célèbres lunettes de James Bond (les « Goldfinger »). Son quatrième mariage avec une comtesse le faisait entrer par la grande porte dans la pâtisserie impériale.

L'arrivée d'un tel homme pouvait faire craindre le pire : allait-il se lancer dans la rénovation, introduire de ces hérésies modernistes comme les perennateurs nu, comme il le disait à un journaliste en forme de boutade provocatrice, « mettre une fille dans la virine » ? Il en a mis une, mais construite en dragées. Il a préservé les secrets de fabrication de ses produits maison et l'atmosphère bon ton des conversations *mezzo voce* dans les salons. Il fait voir ces hommes au physique de para épaissi par le manque d'entraînement parler avec un tendre respect des dames du Demel, dont il venait, dit-il, croquer le portrait en échange de quelques restes d'Apfelstrudel, à l'époque où il n'était encore qu'un étudiant sans le sou de l'Ecole des beaux-arts de Vienne.

Un étrange naufrage

Non, Udo Proksch ne fut ni iconoclaste ni sacrilège. Le scandale pourtant est venu avec lui, mais d'ailleurs, très exactement de la porte voisine qui conduit, dans les étages supérieurs, au très bien fréquenté Club 45. Le public ici éborge. Ce ne sont plus les esthètes des petits fours ou du café crème, mais le gratin de l'Autriche socialiste : hauts fonctionnaires, artistes, journalistes, députés et ministres. Fondé conjointement par le directeur du Demel et M. Leopold Gratz, ancien maire de Vienne et actuel ministre des affaires étrangères, le Club compte environ deux cents membres, hommes seulement, sur le modèle anglais. Ces messieurs parlent donc politique et affaires entre bons socialistes, et nul n'y trouverait à redire si la personnalité décadente très riche de M. Udo Proksch n'avait incité la justice et la presse à se pencher de plus près sur ses multiples activités.

« Appelez-moi Udo », dit-il, direct et cordial, avant de com-

mander au rez-de-chaussée de quoi sustenter pour trois jours son interlocuteur. Puis il se lance dans un discours chaotique, sautant du coq à l'âne, amusant, vulgaire, résolu, évidemment, à ne rien dire de ce qui intéresse, à savoir ses « affaires ».

Car les affaires de M. Udo sont nombreuses, lucratives, internationales, mystérieuses et embarrassantes aussi comme celle dont il ne parvient pas à se débarrasser depuis plusieurs années et qui lui a valu l'an dernier un séjour de trois semaines dans les geôles viennoises. A l'origine, le naufrage du *Lucano*, un cargo battant pavillon panaméen, qui sombra corps et biens un jour de janvier 1977 tandis que, par mer calme, il faisait route vers Hongkong. L'exportateur, une société suisse entre les mains d'Udo Proksch, se tourne vers la compagnie d'assurances autrichienne, qui, aux termes du contrat, est en principe redevable d'une somme astronomique. L'assurance refuse de payer ; son avocat affirme que le *Lucano* ne transportait pas la marchandise assurée (des installations industrielles hautement perfectionnées) mais quelques tonnes de ferraille, et il laisse entendre que ce naufrage n'était pas un accident.

Alors que la justice n'a pas encore définitivement tranché, l'affaire Proksch est devenue, dans une Autriche en proie depuis quelques années à une avalanche de scandales petits et grands, une véritable affaire d'Etat. La lettre de sympathie que le ministre des affaires étrangères a adressée dans sa prison à Udo Proksch, la déposition que le ministre de l'intérieur est venu faire en sa faveur devant le tribunal, ont convaincu l'opposition que cet homme en avait trop appris dans les salons du Club 45 et qu'on le protégerait jusqu'au bout. Et de clamer que la justice autrichienne — qui pourtant n'a pas dit son dernier mot — est « vendue au pouvoir socialiste ». « Diffamation », rétorquent les accusés en faisant remarquer que la puissante compagnie d'assurances qui s'oppose au directeur du Demel est, elle,

entre les mains de leurs adversaires populistes.

Mauvaise affaire a priori qu'il en soit car elle a attiré l'attention sur ce personnage bien peu conforme aux conventions autrichiennes. Les rumeurs, plus ou moins étayées, fleurissent autour de cet ami des princes aux activités assez troubles, propriétaire d'un château en Basse-Autriche, toujours en partance pour Moscou (jusqu'à ce qu'on lui interdise la sortie du territoire), créateur d'entreprises-fantômes, intermédiaire en tout et notamment dans le commerce des armes. Bref, une espèce de champion de la magouille interlope, qu'on peut soupçonner de tout mais contre lequel — comme le fait remarquer le magazine *Profil* qui s'est abondamment intéressé à lui — il est difficile de prouver quoi que ce soit.

« Je préfère la guerre »

M. Udo en a vu d'autres : « J'étais au Vietnam, au Cambodge, alors vous savez, la prison, ça ne me fait pas peur... Quand même c'était terrible ces trois semaines ; finalement, je préfère la guerre ». Il aime se battre, c'est clair ; mais il commence à marquer le pas devant cette guérilla que lui livre la justice depuis maintenant dix ans. Il concède, en affichant une indifférence bravaçonne, que certains membres du Club se montrent moins souvent. « Mais vous savez, je suis plus socialiste que bon nombre d'entre eux. Je suis un patron social, moi ».

Effectivement, il a la sympathie des cuisiniers et des « dames du Demel », qui avaient mis un drapeau noir en berne, par solidarité, quand il était en prison. Cela n'y suffira pas. « Les conservateurs veulent ma peau », dit M. Udo. Mais c'est seulement parce qu'il a traversé moi les vitrines la peau d'autres personnes. » Ils pourraient bien en effet, le moment venu, tirer au canon sur la pâtisserie la plus célèbre du monde, en visant la chancellerie.

CLAIRE TRÉAN.

JAPON

Le triomphe des Tigres du base-ball

C'est un sport importé des Etats-Unis, mais les Japonais savent faire leur lune de miel de toute force. Le base-ball, avec la victoire des Tigres d'Osaka, vient de leur donner une immense satisfaction. Car c'est l'équipe d'une ville longtemps humiliée par Tokyo. Et elle donne des idées aux jeunes...

De notre correspondant

Tokyo. — C'est le sujet du jour : l'objet de ébaudies discussions dans les bars le soir, de doctes dissertations des intellectuels dans les revues, ainsi que la source des émois fébriles des lycéennes et des euphories gutturales de leurs compagnons. La « Tigres fever » a déferlé sur le Japon, prenant les dimensions d'un phénomène social aux retombées économiques non négligeables.

Les Tigres sont une équipe de base-ball d'Osaka qui, après une traversée du désert de vingt et un ans, est enfin champion national après avoir consacré sa suprématie par une victoire au sein de la Ligue centrale, composée de six équipes dont celle des Giants, symbole du base-ball nippon.

Au Japon, comme ailleurs, les sports d'équipe autour d'une balle, ici le base-ball, a des effets de « purification cathartique » sur la population, suscitant cependant jusqu'à présent moins de violence que le football en Amérique latine ou, dernièrement, en Europe. Le base-ball n'est certes pas un sport nippon. Mais à force

de le pratiquer depuis près d'un siècle, avec méthode puis avec passion (le base-ball est devenu professionnel en 1930), les Japonais l'ont fait leur. C'est devenu le spectacle de masse par excellence, et de surcroît le moins cher (1).

Vingt millions de fans

Le base-ball consomme l'énergie des jeunes et des moins jeunes, drainant près de vingt millions de fans. Chaque soir, pendant la saison des championnats — même universitaires — les chaînes de télévision déversent sur les ondes une demi-heure de résumé de la journée, et l'on ne peut pas prendre un taxi sans être branlé par un stade.

Avec la saga des Tigres (le nom complet de l'équipe est Hanshin Tigers, « Hanshin » signifiant la région d'Osaka-Kobe), le base-ball suscite de nouvelles passions. Depuis quelques mois, les Tigres entraînent derrière eux une foule de supporters à travers le Japon. Ils étaient cinquante mille au stade Jingu, à Tokyo, où les Tigres disputaient leur match-clé pour devenir champion de la Ligue centrale. Une marée humaine jaune et noire, couleurs du Tigre, brandissait des drapeaux et hurlait dans des mégaphones l'hymne de l'équipe, le *Ven de Rokko* (Rokko est une colline entre Osaka et Kobe). Une bonne partie des supporters avaient passé la nuit aux portes du stade pour acheter les billets. De mémoire de fan do base-ball,

on avait rarement vu une mobilisation aussi massive et spontanée.

La « Tigres fever » provoque aussi un raz de marée commercial. Intriguée par cet engouement soudain, la banque Sumitomo a récemment fait fonctionner ses ordinateurs afin de calculer l'impact économique de cette nouvelle passion nationale. Son estimation atteint 40 milliards de yens (100 milliards de francs), après la victoire dans le championnat national, en dépenses induites.

La revanche d'Osaka

La société Hanshin, qui possède des chemins de fer privés et des grands magasins, et qui patronne les Tigres, a déjà organisé des ventes promotionnelles gigantesques, proposant des réductions de 30 % à 50 %. En une semaine, les magasins Hanshin attendaient de deux millions à trois millions de clients ; ils ne peuvent déjà plus faire face aux commandes. Des sous-vêtements pour femmes aux couleurs des Tigres, que s'arrachent les lycéennes, aux nouilles instantanées Tigres, que seules désolent les enfants acceptant d'ingurgiter, en passant par les savons, la bière et même un modèle de voiture Mitsubishi peinte en jaune et noir : les Tigres sont devenus le meilleur argument de vente de la saison.

Société hautement conformiste, saturée de médias et par conséquent, plus que toute autre vulnérable aux phénomènes de mode, aussi massifs qu'éphémères, le

Japon est, assurément, un pays où la « Tigres fever » n'a pas a priori de quoi surprendre. Elle n'en a pas moins des implications sociales et culturelles qui dépassent la simple frénésie suscitée un peu partout par le sport et le ennuisisme quelque peu hagar des pays riches.

Le triomphe des Tigres est plus qu'une victoire sportive. C'est la revanche d'une ville : Osaka, Grande cité commerciale de 2,6 millions d'habitants, Osaka — la « cuisine du Japon », disait-on autrefois, celle où l'on a coutume de se saluer en demandant combien on a gagné dans la journée — a été un peu l'orpheline de la haute croissance économique. Non qu'elle n'y ait contribué, mais parce que, malgré son dynamisme, toutes les instances du pouvoir se sont concentrées dans la mégapole de Tokyo.

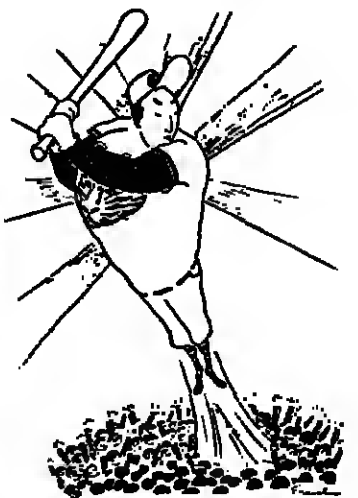
L'amertume des habitants d'Osaka est, en fait, ancienne. Le dix-septième siècle, début du règne des shoguns Tokugawa, fut le siècle d'Osaka. Il naquit alors dans cette ville, berceau du capitalisme marchand, une culture, distincte de celle de l'aristocratie guerrière, dont les fleurons seront l'art du thé, le kabuki ou le théâtre de marionnettes (*bunraku*). Puis le centre du Japon se déplaça vers la capitale shogunale, Edo (ancien nom de Tokyo), et le lent déclin d'Osaka commença.

Les habitants d'Osaka ont toujours éprouvé un sentiment d'infériorité, voire de frustration, vis-à-vis de ceux de Tokyo. Ceux-ci ayant d'ailleurs tendance à consi-

dérer les gens du Kansai (région de Kyoto-Osaka-Kobe) avec un certain dédain. Depuis quelques années pourtant, Osaka relève la tête, fourmillant de projets tant économiques que culturels. La victoire des Tigres a cristallisé ces sentiments de revanche.

« Je vote pour eux »

Les Tigres attirent aussi la sympathie d'une bonne partie des jeunes Japonais, y compris à Tokyo : ils y viennent en effet une expression d'anticonformisme. « Soutenez les Tigres, c'est comme voter à des élections », dit Yuichi Matsumura, vingt-six ans, programmeur dans une société d'informatique de Tokyo. Avec son complet sobre de parfait salarier, il s'apprêtait à passer la nuit devant le stade Jingu, en compagnie de quatre mille à cinq mille autres jeunes pour acheter les meilleures places. « Le monde du base-ball offre un raccourci de celui du travail. Les Giants, c'est l'élite, les stars. Mais c'est aussi une équipe dont les chefs interviennent sans cesse dans la vie privée des joueurs. Les Tigres, eux, ne sont pas traités comme des enfants par leur manager, qui, au contraire, leur laisse une grande autonomie. Et puis les Tigres avaient toujours perdu : ils étaient un peu les laissés-pour-compte de la prospérité. Beaucoup de jeunes d'aujourd'hui se sentent écrasés par les contraintes sociales. C'est pourquoi ils admirent les Tigres. Moi, je ne m'intéressais guère au base-ball, mais maintenant je « vote » Tigres ».



Cet « individualisme » des Tigres, opposé à ce fameux « esprit japonais » (paternalisme, discipline, vie privée subordonnée à celle du groupe, etc.) dont les Giants sont le symbole, a été récemment souligné par *Asahi Journal* (hebdomadaire très lu par les jeunes). Il reflète, au demeurant, un caractère des habitants d'Osaka. Dans cette ville des entrepreneurs, des affairistes en tout genre, règne une atmosphère moins compassée qu'à Tokyo : les contacts y sont plus directs, la langue y est parfois plus rude, et l'esprit volontiers gouailleur.

Le « look » Tigres est à la mode. Vogue sans lendemain ou bourgeoisie de nouvelles valeurs chez les jeunes ? Dans leur aspiration à plus d'autonomie s'exprime peut-être aussi une autre « âme » du Japon, quelque peu enfouie sous l'« esprit » samouraï.

PHILIPPE PONS.

(1) Rappelons que l'équipe japonaise de base-ball a battu l'équipe des Etats-Unis en finale aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984.

France

Le cinquième remaniement technique du gouvernement de M. Fabius

Le remaniement technique du gouvernement intervient vendredi après-midi 15 novembre est le cinquième du genre depuis la formation du gouvernement de M. Laurent Fabius, en juillet 1984. M. Edgar Pisani abandonne, à sa demande, la charge de ministre de la Nouvelle-Calédonie dont il avait la responsabilité depuis le 21 mai dernier. Il entre au cabinet de président de la République en qualité de chargé de mission, connaissant en cela la même « retraite » que deux autres anciens membres du gouvernement, M. Pierre Dreyfus (ancien ministre de l'Industrie) en juin 1982 et M. André Collard (ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture) en avril 1983. Le ministre de la Nouvelle-Calédonie est suppléé par M. Louis Mexandeau devenu ministre des

PTT à part entière alors qu'il occupait jusqu'à présent ces fonctions, depuis mars 1983, en tant que ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie. Il ne sera donc plus placé sous la tutelle officielle de M. Edith Cresson. Ce changement a, semble-t-il, valeur de gratification après que M. Mexandeau a fait preuve de compétence lors de l'élaboration de l'ordonnance de loi relative à l'Etat de l'Industrie. M. Yvette Roudy, sur la liste qu'il conduira aux élections législatives dans son département de Calvados.

Enfin, M. Charles Josselin, député socialiste, président du conseil général des Côtes-du-Nord, est

nommé secrétaire d'Etat auprès de M. Jean Auroux, nommé le 20 septembre ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports après le remplacement de M. Charles Heron par M. Paul Quilès à la tête du ministère de la Défense. M. Josselin — un rocardien, comme M. Pisani — prendra au gouvernement la place que M. Auroux occupait naguère auprès de M. Quilès. Il sera chargé lui aussi, des transports.

Commentant ce remaniement, le premier ministre a indiqué, vendredi soir, que M. Pisani a « bien travaillé et avec beaucoup de courage », que M. Mexandeau a « également bien travaillé » et que sa promotion « reconnaît la grande importance des Postes et télécommunications », enfin que M. Josselin,

« homme jeune et battant », a « beaucoup de qualités, de mérite et de conviction ».

C'est toutefois le départ de M. Pisani qui est le plus commenté. Le PS n'a tenu, vendredi, à « saluer les résultats de l'action du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ». Il estime que M. Pisani a mené « une mission de réflexion, d'action et de proposition dont les conclusions ont permis, malgré le caractère irresponsable des attaques dont il a fait l'objet, la mise en œuvre d'une politique d'équilibre ». Pour le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, ce vendredi 15 novembre, jour de départ du gouvernement de M. Pisani, laissera le souvenir, a-t-il dit, d'un « jour de joie ».

Le testament de M. Pisani

En mai dernier, l'entrée de M. Edgar Pisani au gouvernement avait été très remarquée, mais peu glorieuse. Sa promotion au rang de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, cinq mois après sa nomination au poste de délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, présentait alors tous les symptômes d'un désaveu camouflant son impuissance à rétablir l'ordre dans le territoire et à amorcer le dialogue entre les catéchistes et les canaques.

Aujourd'hui, M. Pisani quitte le gouvernement sans bruit, mais son bilan n'est pas mince, tant par l'ampleur des réformes institutionnelles prises sous son impulsion par le gouvernement — les plus importantes que la Nouvelle-Calédonie ait jamais connues — que par leurs effets immédiats sur le terrain, où le nouveau partage des pouvoirs entre les deux principales communautés, favorisé par la mise en œuvre de la réforme régionale et le savoir-faire de son successeur à Nouméa, M. Fernand Wibaux, se traduit par un meilleur équilibre, précaire mais réel.

La suppression du ministère de la Nouvelle-Calédonie n'est pas une surprise. M. Pisani avait fait savoir depuis longtemps qu'il considérait

sa tâche comme terminée dès que le nouveau mécanisme, créé par la loi du 23 août 1985 et concrétisé par les élections régionales du 29 septembre, serait entré en application. Sa nomination à la présidence de la Société internationale de développement, intervenue en juillet, à Rome, avait confirmé ce prochain retrait et, devant le conseil des ministres réuni le 13 novembre pour adopter son dernier plan de réformes cherchant à assurer le « coexistence pacifique » en Nouvelle-Calédonie, il avait insisté pour être relevé de ses fonctions.

Trois impératifs

Il est sans précédent, en revanche, qu'un ministre quitte le gouvernement en faisant publier son testament politique au Journal officiel.

Tel qu'il est paru au J. O. du 15 novembre, en guise de préambule aux textes des huit ordonnances, le « rapport » de M. Pisani « au président de la République » constitue, en effet, un exceptionnel document de référence. Au terme de longues discussions, M. Mitterrand s'est rangé à l'avis de son auteur : il a décidé cette publication afin de répondre à trois impératifs.

D'abord pour une simple raison utilitaire : le plan de réformes que constitue cet ensemble d'ordonnances s'articule suivant un montage juridique-économique tellement complexe qu'il n'était pas inutile d'en livrer, en même temps, le « mode d'emploi » pour éviter à ses destinataires de s'y perdre.

Ensuite pour répondre à une double préoccupation politique. Une préoccupation de politique locale : MM. Mitterrand et Pisani fixent solennellement leurs propres « tables de la loi » afin que « l'esprit » de leur entreprise ne soit pas « dévoyé » par les utilisations qui en seront faites par les uns ou les autres. En outre, si le départ de M. Pisani laisse le champ libre à M. Wibaux, qui commencera à trouver pesante la tutelle de son ministre, la mission du délégué du gouvernement dans le territoire est clairement balisée. Une préoccupation de politique « hexagonale » : le chef de l'Etat et son ministre, qui devaient se consacrer à l'avenir, non seulement vis-à-vis de l'opposition, qui menaçait de défaire ce qu'ils ont entrepris, si elle remporte les prochaines élections législatives (et qui est prévue que, de toute façon, il

n'y aura pas, dans ce territoire, retour au statu quo ante), mais aussi, plus ambitieusement, au regard de la communauté nationale et internationale. Comme s'ils voulaient témoigner devant l'histoire de leurs efforts personnels et de la volonté de la gauche socialiste de faire servir la Nouvelle-Calédonie de la spirale infernale où elle était engagée.

Pour solennel qu'il soit ce legs politique n'en est pas moins éphémère, et nul ne saurait préjuger les effets à long terme des initiatives prises, depuis un an, par le pouvoir.

Dans l'immédiat, en tout cas, on ne se bousculait pas au portillon, samedi, à l'intérieur du gouvernement, pour prendre la relève de M. Pisani. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, naguère déseigné du dossier, ayant fait savoir qu'il n'était plus demandeur, le premier en charge du territoire devait en principe, se régler entre le premier ministre et le ministre de l'intérieur...

M. Pisani laisse une empreinte forte dans l'échiquier calédonien mais, pour l'instant, aucun disciple.

ALAIN ROLLAT.

M. Josselin, rocardien « sans inconditionnalité »

« Tombé de René Pleven » : c'est avec ce titre pour le moins glorieux que Charles Josselin est entré à l'Assemblée nationale. Ces quarante-cinq voix qui ont mis à terre le « manoir » centriste breton, alors ministre de la justice, constituent certainement le meilleur souvenir de la carrière politique du nouveau secrétaire d'Etat chargé des transports.

A vingt jours de son trentième anniversaire en mars 1973, Charles Josselin quitte la Société centrale pour l'équipement du territoire (SCET), où il était entré en 1968 après trois années passées à la banque de l'Union parisienne, en entamant un cursus honorum à l'envers, c'est-à-dire commencé par le haut, par un mandat législatif. L'implantation locale et l'effacement des positions de la majorité d'alors ont : en septembre 1973, il bat l'ancien suppléant de René Pleven dans le canton de Ploubalay, puis trois ans plus tard, à la faveur du basculement de la majorité du conseil général, s'installe à la présidence de l'assemblée départementale. Elu maire de sa commune natale, Pleslin-Trigavou, en 1977, il perd en 1978 le siège de député qu'il retrouvera en 1981.

A la faculté de droit de Rennes, où il présidera l'Association des étudiants rennais, Charles Josselin milite dans les rangs de l'UNEF, dont il sera membre du bureau national. Fils d'agriculteur — ou plutôt d'agricultrice, son père étant mort quand il avait dix ans, — sa préoccupation majeure était de « socialiser le régionalisme » et de « régionaliser le socialisme ». Entré au PS après le congrès d'Epinal, il choisit de soutenir Michel Rocard au congrès de Metz en 1979. Rocardien sans faille ? Il préfère dire « sans inconditionnalité », toujours au nom du « réalisme ».

Jeune député, il s'était fait remarquer dès sa première intervention à la tribune du Palais Bourbon. L'examen d'un projet de loi réaménageant la législation sur les sursis lui avait donné l'occasion de se révéler comme un débiteur coriace. A tel point que Gaston Defferre, un peu surpris, lui avait lancé : « Si ça ne tenait qu'à moi, vous seriez une pleine page dans le Provençal ! » La pleine page, il devait l'avoir dans l'hébergement du PS, l'Unité, qui avait ni plus ni moins publié les pages du Journal officiel des débats.

Rapporteur, pendant son premier mandat, de la commission des finances pour les crédits de la culture — ce qui prouve que la droite ne faisait pas « grand cas » de cette question, observait-il aujourd'hui, — il est resté également toujours attentif aux questions européennes et au domaine de l'aménagement du territoire. Parlementaire européen de 1979 à 1981, il préside la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes. Farouche partisan d'une décentralisation que, patron des Côtes-du-Nord, il confie « vivre positivement », il préside le Conseil national des économies régionales et de la productivité, dont l'un des vice-présidents est M. Olivier Guichard (RPR).

Au ministère des transports, Charles Josselin va, ironie et hasard, ouvrir un dossier sur lequel il s'était penché il y a vingt ans : le tunnel trans-Manche. Autre souci pour l'élu breton : la persécution des tenirs aériens, ce « désenclavement » étant un éternel refrain dans sa région d'origine.

Tête de liste aux législatives de mars prochain, il a reçu le président de la République, dans sa commune, lors de son dernier voyage en Bretagne.

ANNE CHAUSSEBOURG.

« Réapprendre à vivre ensemble mais autrement »

Paru au Journal officiel du 15 novembre sur plus de six pages et présenté par son auteur comme « l'histoire, l'esprit, le contenu et le mode d'emploi » des huit ordonnances qu'il introduit, le « rapport » de M. Edgar Pisani au président de la République décrit sommairement la réalité calédonienne, retrace le déroulement des événements survenus dans le territoire de novembre 1984 à novembre 1985, analyse les textes adoptés par le gouvernement et le Parlement, exprime enfin « l'action qui doit être désormais conduite pour que, de l'ébranlement ressenti par tous et des textes pris pour y répondre naissent une nouvelle logique et une réalité nouvelle ».

Pour la première fois — et sans doute la dernière, — M. Pisani expose longuement en quoi les ordonnances qu'il présente les réformes institutionnelles entreprises depuis un an « prouvent », selon lui, et selon le président de la République, « modifier les comportements au point de donner en deux ans une signification nouvelle au scrutin d'autodétermination ».

Il écrit notamment : « Grâce à l'institution des régions, les Mélanésiens vont faire l'apprentissage de la responsabilité socio-économique et politico-administrative directe. Ils auront à gérer de façon autonome les affaires d'entités géographiques ou communales, les communes, les régions. A ce qui sera fait, observateurs et citoyens pourront mesurer la capacité et la volonté de tous à gérer une société pluriethnique. »

« Grâce à la réforme des institutions et des pratiques éducatives, pédagogiques, culturelles, l'insupportable inégalité face au savoir qui entraine inégalité dans l'exercice du pouvoir et inégalité professionnelle sera en voie de s'atténuer puis de disparaître. Cette inégalité a contribué à dériver l'unité calédonienne dont on a pu croire, un temps, qu'elle triompherait des tensions nées de l'histoire. Les enfants canaques pourront maîtriser la langue française sans rendre leur propre culture. Les adultes pourront rattraper leur retard. »

« En matière fiscale, le droit sera modernisé. La Calédonie ne sera plus un semi-paradis fiscal » et cessera de provoquer ainsi des attachements artificiels. En même temps, par les formes nouvelles de l'impôt, les Canaques contribueront à la création des ressources publiques nécessaires à la gestion, à l'équipement, à l'aménagement et au développement du territoire. »

« Par l'ordonnance économique sont créés les instruments de l'intégration des Mélanésiens dans une économie d'échanges, de l'expansion possible des activités productives, agricoles en particulier, de

l'atténuation de la mainmise du négoce sur l'économie tout entière. »

« Ces réformes auront dû être conduites depuis longtemps, quelle que soit la perspective politique retenue. Ainsi aurait été évitée la confusion qui s'est produite entre un système désest et une France lointaine. »

« Ces réformes faites, les Canaques ne pourront plus s'insurger contre les inégalités qui ont été tolérées par la France. Ils auront à choisir entre l'indépendance, association et une réalité concrète nouvelle à l'intérieur de la République. »

« Ces réformes faites, les Européens attachés au maintien dans la République, et il y en aura beaucoup, le demeureront à cause d'un sentiment réel et profond. »

« Ainsi les choses seront claires. Sans doute peut-on regretter que le temps qui sépare la Nouvelle-Calédonie du scrutin d'autodétermination soit si court. Il y a tant à faire. Mais retarder davantage, c'était prendre le risque de faire perdre à chacun le sens de l'urgence. »

Le rapport conclut : « L'ambition des divers responsables du territoire doit être d'apaiser les causes d'affrontement, et, pour cela, de se consacrer à l'administration et à l'économie. Quel que soit son avenir, le territoire doit opérer un recentrage sur lui-même. Il doit donner priorité à la recherche d'un nouvel équilibre dans le développement, qui consolide la paix. »

« L'avenir de la Nouvelle-Calédonie est entre les mains des Calédoniens eux-mêmes, quelle que soit la communauté à laquelle ils appartiennent. Il n'y a plus de communauté dominante, il y a des communautés qui doivent réapprendre à vivre ensemble, mais autrement. »

Propos et débats

M. Chirac : l'agriculture est menacée

M. Jacques Chirac s'est rendu dans l'Aveyron, le vendredi 15 novembre. A Leissac, le président du RPR a dressé un violent réquisitoire contre la politique du PS, qu'il s'agisse de la sécheresse — « les mesures annoncées sont insuffisantes et inadéquates à la gravité de la situation », a-t-il dit — ou de la politique agricole en général, qu'il ne considère plus ce secteur d'activité comme une priorité nationale. « C'est la survie même de l'activité agricole qui est, aujourd'hui, en cause », a dit M. Chirac.

M. Pasqua : lutter contre le cumul des mandats est « une chose normale »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a déclaré, le vendredi 15 novembre, que celui-ci « n'aborde pas l'examen » des projets de loi sur la limitation du cumul des mandats « dans l'esprit de les faire échouer à toute force et de s'y opposer ». S'exprimant sur TF 1 dans l'émission réservée à l'opposition, il a ajouté que « Parions France » du premier ministre, M. Pasqua a dit que « lutter contre le cumul des mandats est, après tout, une chose concevable et normale », même si le RPR est hostile « à toutes les mesures électorales », et pense qu'il est « préférable de laisser les citoyens décider par eux-mêmes ».

M. Le Pen : franchir la barre des 15 %

M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, le vendredi 15 novembre, à Nevers, que l'objectif du Front national est de « franchir la barre des 15 % lors des prochaines élections législatives ». « Le seul suspens de l'élection de mars 1988, a continué le président du Front national au cours d'une conférence de presse, est accroché au nombre de députés que nous obtiendrons. Dans le Nièvre, notamment, nous envisageons un combat favorable grâce, en partie, à la division de nos adversaires. » Rejetant l'idée d'une association avec les autres partis de l'opposition, M. Le Pen a ajouté : « Nous ne combattons pas pour nous associer à Jacques Chirac ou à Valéry Giscard d'Estaing, mais pour les remplacer pour gagner la majorité de ce pays. »

Le prochain Le Monde RÉGIONS

sera publié dans notre numéro daté
DIMANCHE 24/LUNDI 25 NOVEMBRE

MOURJENKO, libéré le temps d'un enfant mort, retourne au Goulag

Né en 1942
Marié, deux enfants

1962-1968 : 6 ANS de camp pour avoir distribué des tracts
1968 : Libéré six mois avant l'expiration de sa peine, il est interdit de séjour dans les grandes villes.

1969 : Désespéré, ne trouvant aucun débouché, il décide de quitter l'URSS. S'associe au groupe de juifs qui veulent tenter de s'emparer d'un avion. Ils sont tous (douze citoyens soviétiques) arrêtés à Leningrad le 15 juin 1970. Ce sera le procès de Leningrad (décembre 1970).

1970 : Condamné à quatorze ans de camp. Dix de ses compagnons d'infortune ont été relâchés avant l'expiration de leur peine.

A. Mourjenko purge intégralement sa peine.

Juin 1984 : Rentre à Kiev, dans sa famille. Il est soumis à un contrôle judiciaire quotidien. Il est interdit de sortie après 20 heures.

Juin 1985 : Le 4 juin, il est arrêté de nouveau pour « infraction à la législation sur le contrôle judiciaire visant les ex-détenus », au moment où sa femme accouche d'un enfant qui mourra quelques jours plus tard.

Sept. 1985 : Alexei Mourjenko condamné à DEUX ANS DE CAMP.

COMITÉ INTERNATIONAL D'ÉCRIVAINS ET D'ARTISTES POUR LA LIBÉRATION D'ALEXEI MOURJENKO

Soutenez notre action en nous envoyant des fonds

Secrétariat : M^{me} Wolfram Keller, 44, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris

هكذا من الأصل

France

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les derniers petits « cadeaux »

Pour bien des ministres, la discussion budgétaire est la seule occasion de l'Assemblée nationale. Il ne faut pas la gâcher. Surtout cette fois, à la veille d'une échéance électorale aussi importante. D'où ces longs bilans, détaillés dans leurs moindres aspects, qui ont occupé la tribune du Palais-Bourbon pendant un mois. Mais même si la consigne était : « par d'élaboration », il était parfois bien difficile d'y résister.

Ainsi, M. Paul Quilès, le nouveau ministre de la défense, a accepté de réduire de 21 millions de francs les crédits de fonctionnement des armées pour offrir aux appelés la possibilité de téléphoner gratuitement chez eux pendant leurs classes, sans même vérifier que le mécanisme technique proposé par les députés socialistes était ou non réalisable. C'est que la pression du dernier groupe qui accepte de soutenir le gouvernement fut parfois bien grande. C'est à sa demande que M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a accepté, à la grande fureur des services du budget, de supprimer la réduction prévue de l'indemnité de résidence quand les deux conjoints sont enrôlés ensemble à l'étranger : punition de la rue de Rivoli : il devra financer ce cadeau par des économies sur le reste du budget qui lui a été octroyé.

C'est aussi à la demande des députés socialistes que M. Michel Delebarre, ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'emploi, a accepté de faire passer de quinze mille à trente mille le nombre des stages seize-dix-huit ans pour l'année scolaire 1986-1987 ; il lui en coûtera plus de 133 millions de francs ; c'est autant de moins qu'auront les TUC.

M. Robert Badinter, le garde des sceaux, a été plus géné. Les neuf millions de francs nécessaires aux premières créations de postes indispensables à la réforme de l'instruction sont, pour l'instant, financés par un accroissement du déficit budgétaire.

Souvent, les ministres font appel à la générosité des élus. Ceux-ci disposent en effet, comme ils l'ont vu, de « la réserve parlementaire », une modeste somme (227 millions de francs cette année, soit 0,022 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat), dont la répartition est effectuée souverainement par le président de la commission des finances et le rapporteur général de celle-ci. Ce sont, en cette période budgétaire, des hommes très sollicités. Si les crédits dont ils sont en fait maîtres sont faibles, ils peuvent permettre de réaliser quelques opérations auxquelles tiennent soit les élus, soit des membres du gouvernement qui ont pas réussi à convaincre de leur utilité le ministre des finances.

Une fois encore, cette année, M. Pierre Joxe, le ministre de l'intérieur, fut particulièrement favorisé ; il va disposer de 51 millions de francs supplémentaires, essentiellement pour la défense civile et particulièrement la lutte contre l'incendie. Le ministère du travail reçoit 24,5 millions, dont la plus grande partie servira aux stages de formation des responsables syndicaux. Plus de 33 millions iront à des actions pour l'enfance, le maintien à domicile des personnes âgées et les handicapés. Plus de 16 millions permettront d'accroître de 100 000 F la dotation consacrée à chaque poste du Fonds pour la jeunesse et l'éducation populaire (FONJEP) ; soixante-trois postes nouveaux sont aussi créés. Le tourisme social reçoit 12,3 millions supplémentaires ; le fonds d'intervention pour l'auto-développement de la montagne bénéficie d'un crédit supplémentaire de 12 millions. La somme consacrée aux bourses de l'enseignement agricole est augmentée de 7,4 millions. Celle consacrée au soutien des petites et moyennes industries de 6,7 millions.

Les associations sportives scolaires reçoivent 6,9 millions de plus que prévu. Les députés socialistes marquent ainsi leurs choix et leurs priorités propres. Mais de nombreuses associations, aussi diverses que variées, dont quelques-unes seront peut-être bien utiles en période électorale, reçoivent aussi quelques crédits.

Cette « réserve », à elle seule, n'a pas été suffisante pour que toutes les promesses soient tenues.

Th. B.

LA POLEMIQUE SUR L'IMMIGRATION

M. Raymond Barre se démarque spectaculairement du RPR et du Front national

De notre correspondant régional

Lyon. — « Je vous remercie de m'avoir posé cette question... » Après ce qui fait grand bruit généralement sur des sujets de moindre intérêt, M. Raymond Barre, invité vendredi soir 15 novembre de l'émission « Deux croisés » de Radio-France Lyon, a saisi l'occasion d'une question sur l'appel des autorités religieuses de toutes les confessions et des grandes loges maçonniques, pour s'exprimer sur le racisme. L'ancien premier ministre, a prononcé et déclaré : « Je suis préoccupé du tour que prend cette question. J'entends dire ici ou là que le thème de l'immigration sera « le thème central des élections législatives. Je suis inquiet, car nous serons exposés à toutes sortes de déformations. Le problème de l'immigration est un problème de société... » qui conduit à l'heure actuelle des réactions dans l'opinion publique ; nous devons éviter toute attitude qui conduise à une exaspération, qui conduise à une exaspération des citoyens. Or, c'est ce qui est en train de se produire... »

Annouçant une très prochaine « déclaration écrite » sur ce sujet (un journal Sud-Ouest du lundi 18 novembre), M. Barre a précisé : « Je ne me prêterai pas à une exploitation électorale du thème de l'immigration. Je n'en ferai pas un enjeu électorale. A mes yeux, ce problème ne pourra pas être traité par l'insolence, par la ségrégation et par le racisme... »

L'ancien premier ministre estime « nécessaire » de « prendre des mesures contre les immigrés clandestins parce que l'immigration clandestine rejaille sur l'immigration légale... »

Autre voie de solution : « Nous avons à examiner les moyens par lesquels nous encourageons l'aide au retour » des mesures qu'il avait engagées avec le ministre des affaires étrangères algérien dès 1977, a rappelé M. Barre, en citant M. Lionel Stoléru. Mais cela ne doit pas empêcher de se préoccuper des immigrés qui sont « venus chez nous parce que nous avions besoin d'eux... »

A ce moment de son intervention, M. Barre a hâssé le ton, en s'adressant — sans le citer — au RPR et à son projet de prestations familiales différenciées : « Quand j'entends parler notamment de mesures relatives aux prestations sociales, je dis que cela n'est pas digne des traditions de la France... En résumé, si des mesures s'imposent... » (A l'Assemblée nationale, M. Barre faisait ainsi référence aux modifications législatives anglaises de 1981) l'essentiel a été solemnellement « souligné » par M. Barre : « Si on continue à traiter ce sujet avec la passion, la confusion, l'émotionnelle que se manifeste à l'heure actuelle, si l'on en fait un enjeu électorale, déchaînant toutes les surenchères, nous aboutirons à une situation d'explosion... »

« Au lieu d'avoir des immigrés qui vivent chez nous dans un climat de paix civile, est-ce que nous voulons que la minorité immigrée se transforme en minorité organisée et révoltée ? Je crois que ce n'est pas de notre intérêt commun et je crois que ce n'est pas digne de la tradition de la France », a conclu M. Barre.

Après son intervention radiodiffusée, M. Barre a tenu à préciser de nouveaux points. Par exemple sur le paiement différencié des allocations familiales pour les Français et les étrangers : « Jamais le Conseil constitutionnel ne laisserait passer une telle réforme, tout le monde le sait et pourtant on fait des promesses... Vous savez, il faut le dire aux Français... » Un instant plus tard, il dénonçait les « beaux discours » prononcés sur ce sujet et la « réalité des propos tenus sur les marchés » par certains... »

Au cours d'une promenade dans sa circonscription, M. Barre avait été le matin même interpellé par un habitant qui lui a tenu des propos sur les « étrangers jugés « effrayants » par son entourage et qui ont provoqué, selon ses proches, une vive colère de l'ancien premier ministre. Il est vrai que M. Barre est peut-être exagérément optimiste quand il croit le « syndrome anti-immigré » limité aux conversations de rue.

CLAUDE RÉGENT.

UN RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

Les élus locaux doivent acquérir le mode d'emploi de l'informatique

Les élus, patrons des régions ou des départements, les maires des villes de quelque importance n'ont plus peur de l'informatique. Au contraire. Toutes les enquêtes montrent qu'ils ont le désir de s'équiper d'un ordinateur, au moins de micro-ordinateurs, quand ils ne l'ont pas déjà fait. (Le Monde du 18 septembre).

Ce constat a justifié et introduit le rapport que Gérard Saunade, président (socialiste) du conseil général de l'Hérault, vient de remettre au premier ministre. Celui-ci le lui avait commandé il y a neuf mois.

« L'informatisation des collectivités locales », c'est le titre du rapport, et en est pourtant qu'il se débats. Elle n'a pas encore gagné la France profonde, ces milliers de petites communes, les moins nombreuses, les moins peuplées, les moins riches. Elle reste souvent une innovation de surface : l'outil informatique est encore, à quelques exceptions notables près, mal utilisé, mal digéré. On achète une machine ou plusieurs ; on embauche quelques spécialistes ; on leur confie quelques tâches de comptabilité ou de gestion. Pénibles résultats pour des investissements non négligeables.

Comment donc encourager et, surtout, orienter le développement de l'informatique dans les collectivités locales ? Décentralisation oblige. Pas question de proposer un nouveau plan d'Etat. L'Etat n'est plus le tuteur mais est devenu le partenaire des élus locaux. Gérard Saunade l'affirme fortement : c'est à ceux-ci qu'il appartient de s'organiser et de se structurer.

L'Etat doit certes améliorer l'équipement informatique de ses propres services en province ; réorienter le rôle de la Caisse des dépôts et consignations vers des tâches de conseil et de coordination des initiatives locales, ouvrir plus largement le « plan informatique pour tous » aux utilisateurs extra-scolaires. Mais, pour l'essentiel, le rapport Saunade est consacré à faciliter la démarche qui permettrait

aux régions, départements et communes d'utiliser l'outil informatique avec plus d'efficacité et davantage d'ouverture.

Efficacité d'abord. L'informatique, si elle était convenablement employée devrait permettre d'améliorer considérablement la productivité des services administratifs et techniques locaux. Pour cela, il faut d'abord évaluer la formation des élus et des personnels, en évitant soigneusement, selon ses proches, une vive colère de l'ancien premier ministre. Il est vrai que M. Barre est peut-être exagérément optimiste quand il croit le « syndrome anti-immigré » limité aux conversations de rue.

Deux révolutions

Ouverture ensuite. L'informatique, mais aussi la télématique, la télévision câblée devraient être utilisées conjointement pour créer et exploiter de véritables réseaux de communication locale, avec le concours des organismes privés ou associatifs, dans le souci d'offrir de nouveaux services aux usagers et aux citoyens.

Une coopération des différentes collectivités entre elles, avec l'Etat ou les constructeurs est, à ce niveau, indispensable. Pourquoi, suggère Gérard Saunade, ne pas remplacer la section informatique, instance purement consultative installée auprès du ministre de l'Intérieur, par un centre d'expérimentation des systèmes d'information des collectivités locales, qui « sans l'égide » de celles-ci serait « une structure d'échange de données, d'expérimentation et d'évaluation des expériences » de chacun ? C'est le seul point sur lequel il a osé une proposition précise.

La révolution technique que représente l'explosion de l'informatique intervient en même temps que la révolution politique de la décentralisation. Difficile, dans ces conditions, pour un élu local de proposer un schéma de réflexion et une stratégie de persévérance.

J.-F.S.

Les enseignants réfugiés politiques pourront être associés à l'université pendant plus de trois ans

L'Assemblée nationale, le vendredi 15 novembre, a définitivement adopté deux projets de loi :

« Fonction publique territoriale » : en troisième et dernière lecture, les députés ont maintenu leur position sur ce texte, qui organise le fonctionnement des centres chargés de la gestion et de la formation des agents des collectivités locales, malgré l'avis du Sénat, qui voulait réduire le taux de cotisation maximum de ces centres (le Monde du 30 juin-1^{er} juillet et du 17 octobre).

« Enseignants associés réfugiés » : à l'unanimité, comme les sénateurs le 17 octobre, les députés ont approuvé le texte qui permet aux réfugiés politiques d'être enseignants associés à l'université française pendant plus de trois ans malgré la réglementation applicable aux autres étrangers. M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat aux universités, a expliqué que si soixante-six réfugiés politiques pourraient actuellement profiter de cette situation, autant en provenance de la Pologne que du Chili, une vingtaine d'autres pourraient remplir les conditions nécessaires.

« Cessation progressive d'activité des fonctionnaires » : l'Assemblée a approuvé en première lecture, après le Sénat, un projet prolongeant jusqu'au 31 décembre 1986 la

possibilité offerte par une ordonnance de 1982 aux agents de l'Etat et des collectivités locales de ne plus travailler qu'à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans, tout en ayant un traitement équivalent à 80 % de leur ancien salaire. En désaccord avec les sénateurs, les députés ont refusé de les sommes prévues pour cette opération et non utilisées, soient reversées aux communes par le biais de la dotation globale de fonctionnement. En effet, tant le rapporteur, M. Charles Metzinger (PS, Moselle), que le secrétaire d'Etat à la fonction publique, M. Jean Le Garrec, ont souhaité que ces sommes demeurent disponibles ultérieurement, et que le droit ainsi ouvert aux fonctionnaires soit définitivement pérennisé.

« Conseil de l'éducation nationale » : toujours en première lecture, les députés ont approuvé un projet qui confie aux conseils académiques de l'éducation nationale des pouvoirs contentieux et disciplinaires, et qui simplifie les conditions de fonctionnement du Conseil supérieur de l'éducation nationale et la désignation de ses membres. Les communistes se sont opposés à la réduction des effectifs de ces conseils.

Th. B.

CUMUL EMPLOI-RETRAITE

Le Sénat oppose la question préalable

L'abaissement de l'âge de la retraite implique des contreparties, dont la limitation du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité. Sans contester outre mesure cette réalité, l'opposition majoritaire au Sénat considère que le projet allourdissement la contribution versée par les « cumulards » et par leurs employeurs au régime d'indemnisation des chômeurs, contribution instituée par l'ordonnance du 30 mars 1982, n'est pas acceptable. M. Jean Béranger (Gauche dém., Yvelines), au nom de la commission des affaires sociales, a énuméré, le vendredi 15 novembre, les griefs faits au texte défendu par M. Michel Delebarre, ministre du travail, et voté par l'ensemble des députés de gauche (le Monde du 9 octobre).

Premièrement, il n'est pas utile de renforcer un dispositif qui n'a fait la preuve de son efficacité ni en termes d'emploi ni en termes financiers. Deuxièmement, les mesures proposées ont un caractère excessif, aussi bien par le taux que par le délai institué. Sur ce dernier point (le texte prévoit la mise en application au 1^{er} janvier 1986), M. Charles Bonifay (PS, Boches-du-Rhône) a convenu de la nécessité d'un délai de mise en application plus long. Troisièmement, le dispositif proposé présente des dangers, notamment celui de voir certaines des entreprises désorganisées par le départ de certains de leurs cadres. M. Jacques Genton (Un. cent., Cher), qui faisait part de l'avis de la commission

des affaires étrangères et de la défense, a souligné les conséquences négatives du projet sur les personnes de l'armée.

Les réponses du ministre du travail à l'ensemble des critiques émises n'ont pas fait changer la position de la quasi-totalité de la majorité sénatoriale, qui a adopté une motion opposant la question préalable, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre. Le rapporteur, M. Béranger, vice-président du MRG, n'a pas pris part au vote.

A. Ch.

UNE CAMPAGNE POUR L'ÉVEIL DES JEUNES AUX SCIENCES

« Graine de curieux »

« La science, c'est quoi pour vous ? » Certainement pas de la littérature, si l'on en juge par l'intérêt que pour l'instant le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la revue « Okapi » viennent de lancer auprès des jeunes de dix à quinze ans. En tout une dizaine de questions, qui vont de celle posée sur « la découverte scientifique la plus récente à faire » dans les prochains années à celles concernant les « meilleures sources d'information dans le domaine scientifique (télévision, magazine, BD, école, etc.), en passant par le classement « des pays les plus forts dans le domaine scientifique ». Plus de la moitié des questions de ce sondage sont ouvertes de manière à élargir le débat. Plus de cinq mille réponses sont attendues, et leur dépouillement doit donner lieu à une publication dans le courant du printemps de l'année prochaine.

A ce souci de connaître l'opinion exacte que se font les jeunes de la recherche va s'ajouter, dans le courant de la semaine prochaine, une campagne plus directive d'éveil des enfants et des adolescents à la « culture scientifique et technique ». Regroupées sous le nom de « Graine de curieux », plusieurs manifestations, placées sous le patronage du ministre de la culture, mais aussi, pour une moindre part, du ministre de la recherche et de la technologie, ainsi que celui de l'éducation nationale et de la jeunesse, et des sports, se tiendront à Paris

du 18 au 24 novembre sur ce thème.

Ainsi, dès le lundi 18 novembre au Palais de la découverte, un colloque sur « l'information scientifique pour les jeunes » destiné à donner, tant aux médiateurs (scientifiques, auteurs, enseignants, éditeurs, etc.) qu'aux consommateurs d'ouvrages (parents, enfants, adolescents), un regard critique sur le contenu des productions qui leur sont proposées. De même, tout au long de la semaine, les manifestations, sur la rive droite de la Seine, entre le pont des Invalides et le pont Alexandre-III, lise péniche aux livres, à bord de laquelle toutes sortes de documents — livres, revues, films, logiciels — seront mis à la disposition du public. Cette bibliothèque préfigure d'ailleurs ce que sera le secteur enfants de la médiathèque de La Villette, dont l'ouverture est prévue pour le printemps prochain. Enfin auront lieu au Centre Pompidou des rencontres entre les enfants et les scientifiques et, au cinéma Ardey, situé dans le parc de La Villette, des projections sur le monde animal parallèlement à diverses expositions.

J.-F. A.

Sondage CNRS-Okapi : pour tous renseignements, appeler le service de presse du CNRS (tél. : 45-55-22-23, poste 2379) ou celui d'Okapi (Agence-MC Groupe 7, tél. : 45-55-28-40).

« Graine de curieux » : Palais de la découverte (tél. : 69-20-31-17) ; péniche aux livres (tél. : 47-23-33-88) ; Cinéma Ardey, Cité des sciences et de l'industrie (tél. : 47-79-40 et 42-40-27-28).

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

GEORGES MARCHAIS

animé par Alexandre BALOUD

André PASSERON et Alain JACOB (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

en direct sur

RTL

LA CAPITULATION JUDICIAIRE D'UN FINANCIER SUISSE PRO-NAZI

M. François Genoud se désiste de ses plaintes contre « le Monde » et trois autres publications

De notre envoyé spécial

Genève. — Dans la salle cosue du tribunal de police de Genève s'est déroulé, vendredi 15 novembre, le plus surprenant débat judiciaire qu'on puisse imaginer.

D'un côté, un plaquant, M. François Genoud, banquier retraité à Lausanne, qui avait déposé une plainte en diffamation contre le Monde, la Tribune de Genève, le Point et l'Express et obtenu, après instruction, le renvoi devant le tribunal des quatre journalistes, qu'il visait. M. Genoud a fait mener par ses avocats, M^{rs} Jean-Marc Bonant et Maurice Cruchon, un combat de six heures pour que soit enfin acceptée son désistement. De l'autre côté, les quatre journalistes — notre collaborateur Jean-Claude Buhner, Olivier Paul, de la Tribune de Genève, Jean Schmitt du Point et Jacques Derogy de l'Express, avec leurs défenseurs, M^{rs} Yves Baudelot, Bruno Keppler, Jean-Marie Cretiaz, Pascal Manuël, François Sarda, Michel Halperin et Raoul Castellain — ont durant ce même temps et dans une atmosphère de tension, fait valoir que la plainte était infondée et que le débat de fond qu'ils avaient minutieusement préparé.

En fin de compte, ce sont eux qui, sur ce plan, ont perdu mais qui en même temps sortent évidemment grands gagnants après ce jet de l'éponge de l'adversaire avant même le premier round. Situation assurément paradoxale car, en cette matière de diffamation, c'est d'ordinaire celui qui est inculpé qui cherche, au moins sur le plan juridique, à démontrer l'irrecevabilité de la plainte dont il est l'objet pour couper court à tout débat.

Pour comprendre cette journée si particulière, il faut remonter aux origines. Au début de mars 1982, alors que venait d'être arrêté en France Madelon et Bruno Breguet, deux terroristes, « Carlos » menaçait — par lettre, authentifiée — le gouvernement français du pire, ses deux amis n'étaient pas libérés.

A cette occasion, le Monde publiait dans son numéro daté 7-8 mars 1982, un article de son correspondant à Berne, Jean-Claude Buhner, intitulé : « Les étranges protections de Bruno Breguet ». Il indiquait que l'arrestation de Breguet et de sa compagne posait « une nouvelle fois la question des liens entre

certaines groupes terroristes avec les milieux pro-nazis ». Il relevait qu'à ce sujet un nom revenait avec constance en Suisse, celui de François Genoud, banquier à Lausanne. Celui-ci n'avait-il pas, lors d'une précédente arrestation de Breguet à Haifa, financé la défense du jeune homme ? Ce dernier, après avoir été condamné à quinze ans de détention, puis gracié, n'avait-il pas des sa libération rendu visite à M. Genoud pour le remercier ? Le banquier n'était-il pas, de surcroît, en relation avec le FPLP de Georges Habache ?

chacun des articles les propos qu'il tenait pour diffamatoires. La liste en est longue. Elle fut, après instruction, retenue comme telle par le parquet et la chambre d'accusation de Genève. Un ardent procès en perspective et auquel les accusés — car c'est ainsi que le droit pénal suisse désigne ceux qui en France, pour le même délit, seraient seulement prévenus — s'étaient soigneusement préparés. Ils avaient des témoins : de M^{rs} Marie-Madeleine Fourcade au commissaire Jacques Delarue, de M. Daniel Mayer, ancien président

l'assistent est assurément légitime et intéressé à coup sûr l'opinion.

C'est ce que jugea le tribunal, qui, statuant sur ce chapitre, autorisait la défense à faire entendre ses témoins.

Prêt à toutes les concessions

S'en allait-on, dès lors, vers le procès ? En fait, les avocats de M. Genoud avaient récemment proposé à leurs confrères de la défense un accord qu'ils avaient rejeté. C'est alors que l'un sut de quel il retournait. Car M^{rs} Bonant — décidément prêt à toutes les concessions pour ne pas avoir à subir un débat qui, pour l'opinion sion pour le tribunal, promettait d'être rude envers M. Genoud — avait ouvertement son jeu.

« Si les journalistes qui sont en cause ici admettent que leurs articles n'imputaient pas à François Genoud la responsabilité d'un acte de terrorisme international, mon client est prêt à se désister de sa plainte. Sinon, il leur faudra démontrer que celui-ci a effectivement posé une bombe, allumé une mèche, car le soupçon ne suffit pas.

Erreur, rétorqua la défense : ils entendent prouver tout simplement qu'ils ont été consciencieux et n'ont pas agi gratuitement. Quant à M. Genoud, homme privé, aspirant à l'anonymat, non ! Quand on publie des textes de Hitler, de Bormann et de Goebbels, quand on écrit, pour les présenter, que le nazisme n'était pas fondamentalement mauvais et qu'il est temps de rendre leur dimension aux héros, on est bel et bien un homme public.

Rien pourtant n'y fit. M. Genoud voulait son désistement ; il l'a eu, quitte à faire une concession qui n'est pas mince, car si les quatre journalistes, harcelés, avaient fini par dire qu'ils ne pouvaient pas prouver que M. Genoud ait un jour ou un autre posé personnellement une bombe, ils n'entendaient pas pour autant renier leurs écrits, mais bel et bien maintenir qu'en raison de tout ce qu'ils avaient su de François Genoud ils étaient en droit de se poser des questions sur son rôle dans le terrorisme international.

Qu'à cela ne tienne : M^{rs} Bonant, bon prince, leur proposait finalement, ainsi qu'un tribunal, le texte suivant : « Je n'ai imputé à M. Genoud la participation personnelle à aucun fait matériel terroriste, mais, compte tenu des faits relatés dans mon article et compte tenu des relations que M. Genoud reconnaît entretenir, je me suis posé des questions et continue de m'en poser sur la nature de ses liens avec les groupes terroristes et son éventuelle responsabilité, ainsi que sur son rôle.

L'un après l'autre, sans satisfaction particulière, les accusés déclaraient alors que, puisqu'il en était ainsi, ils acceptaient ce compromis. Jean-Claude Buhner ayant été, pour le principe, le plus réticent.

Il ne restait plus qu'à consigner le tout sur le procès-verbal, à enregistrer le retrait par M. Genoud de sa plainte, son désistement de partie civile et son acceptation de prendre à sa charge les frais du procès, ce qui n'est pas rien pour un retraité qui assure d'avoir déclaré pour tout revenu en 1985 que la somme de 13 700 F suisses.

Telle a été cette capitulation totale, voulue comme jamais, et qui était, en l'occurrence, celle de l'assise devant ceux qu'il avait imprudemment espéré pouvoir assiéger.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE

Le meurtrier d'un policier se constitue prisonnier. Charles L'Enfant, meurtrier d'un policier de Saint-Dizier (Haute-Marne), s'est constitué prisonnier vendredi 15 novembre. Recherché depuis six jours par la police, il s'est présenté chez le juge d'instruction du tribunal de Bar-le-Duc (Meuse), M. René Jallat. Pendant la nuit du vendredi 8 au samedi 9 novembre, Charles L'Enfant, accompagné de ses deux frères, circulait à bord d'une camionnette volée. Interceptés par la police, les malfaiteurs avaient ouvert le feu, tuant un policier et en blessant deux autres (le Monde daté 10-11 novembre). Charles L'Enfant avait réussi à prendre la fuite tandis que ses deux frères étaient aussitôt arrêtés.

AUX PREMIÈRES ASSISES NATIONALES DU TOURISME

Le futur en déroute

Au départ, une bonne idée : celle de la COFIT (1) d'organiser les premières Assises nationales des industries du tourisme. Plus de 400 personnes étaient d'une réunion, vendredi 14 novembre au Palais des congrès, à Paris. Le matin, ou presque (on relâche quand même l'absence du Club Méditerranée), d'une profession soucieuse de respecter, notamment aux pouvoirs publics, l'importance d'un secteur dont le poids économique est passé, de 1978 à 1984, de 7,8 % à 8,4 % du PIB et qui, à ce rythme-là, est susceptible d'approcher les 10 % en l'an 2000.

Une position illustrée par les interventions sur les deux premiers thèmes consacrés, l'un, au « tourisme », créateur d'emplois (il emploie, directement ou indirectement, plus de 1,8 million de personnes), l'autre, au « tourisme », industrie exportatrice (en fait la première, avec un excédent de la balance touristique de 29,1 milliards, sans doute 35 milliards en 1985) et qui permettrait d'affirmer que le tourisme pouvait être « le plus important industrie du futur ».

Du futur, il aurait dû être question au cours de la discussion sur « le tourisme de l'an 2000 » et « les moyens de mieux exploiter ce gisement dans un environnement difficile et une concurrence accrue ». Préfacé par un audio-visuel très cocorico, le débat ne devait malheureusement jamais décoller, en dépit de la présence, parmi les « futurologues » convoqués autour de la balle de cristal, de MM. Marceau Long et Pierre Marion, présidents respectivement d'Air France et d'Aéroports de Paris.

L'assistance restait plus perplexe que jamais quant à l'utilisation des trois mille trois cent quarante heures de loisirs annuels que lui octroyait, dans quinze ans, l'économiste Michel Drancourt avant d'affirmer qu'en matière de tourisme « l'avenir, c'est le troisième âge » ! M. Marceau Long, de son côté, prophétisait « le retour de l'hélice » ! Et M. Jacques

Mayoux, patron de la Société générale, évoquait la tendance à la privatisation et, citant le tunnel sous la Manche, énonçait un retour au Second Empire en matière de financement des grands projets. On entendait le choc du futur, et voilà qu'un assistait à une sorte de déroute d'un futur qui paraissait soudain bégayer. Le débat patinait et un intervenant en profitait pour lancer un hymne aux autocars et stigmatiser l'interdiction faite à ces derniers de stationner sur la butte Montmartre. On n'attendait plus que l'éloge du pousse-pousse.

Une pincée de politique

On était loin de l'an 2000 et, sans doute, on était plus près de la France éternelle. Le ministre du tourisme, Michel Crépeau, n'avait-il pas justement évoqué, à propos de l'étalement des vacances et d'une modification du calendrier scolaire, « les blocages de la société française » et le fait que « les Gaulois étaient toujours parmi nous » ?

Na menait finalement qu'une pincée de politique. A défaut d'imaginer l'an 2000, on évoqua en effet l'échéance du printemps 1986 et on lança l'idée d'un manifeste qui contraindrait les forces politiques à s'engager dans une réflexion sur ce que devrait être une politique du tourisme. Un sujet traité le matin même par Jacques Chirac, pour qui, en substance, le tourisme et le tourisme étaient les deux mamelles de la France de demain, une France « débarrassée des structures socialistes qui s'y sont développées depuis longtemps ». Un discours de combat dont la détermination semblait séduire nombre de participants.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Confédération française des industries du tourisme, 6, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris. A noter que ces assises feront l'objet d'un compte rendu écrit.

Carnet

Réceptions

— A l'occasion du cinquantième anniversaire du roi Hassan, l'ambassadeur de Jordanie et M^{rs} Bouran ont donné une réception jeudi 14 novembre.

— A l'occasion de la fête du roi, l'ambassadeur de Belgique et la baronne Ritzweger de Moor ont donné une réception jeudi 14 novembre.

Décès

— Nous apprenons le décès, survenu le 14 novembre à Lyon, du

commandant René AMIOT, compagnon de la Libération.

[Né le 17 janvier 1914 à Argenteuil, dans le département de la Seine, René Amiot travailla dans un établissement agricole avant la seconde guerre mondiale lorsqu'il est appelé à servir dans l'Armée de l'Air. Il est nommé capitaine de réserve de l'Armée de l'Air le 15 mai 1940. Il rallie la France libre et prend le commandement, en août, d'une section à Brézoville. Devenu chef de section au bataillon de marche BM 1, il sert au Gabon et en Syrie. Avec le bataillon de marche BM 11, il participe à la campagne de Libye, de Tunisie et de Tunisie. Il rejoint ensuite le service de santé de la 1^{re} division de la France libre, avec laquelle il participe aux campagnes d'Italie et de France jusqu'à la fin de la guerre. René Amiot a été fait compagnon de la Libération le 18 janvier 1946.]

— François et Catherine Confino, leurs enfants Raphaël, Bastien et Léo, Thérèse Tellenbach, sa compagne, Les familles parentes, alliées et amies, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Bernard CONFINO,

survenu dans sa quarante-neuvième année, après une courte maladie. L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Georges à Genève, le 18 novembre 1985 à 14 h 15.

Confino : 30580 Lussan, Tellenbach : Voichardaz n° 6, 1030 Bussigny, Suisse.

— Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre SAVERON, chevalier de la Légion d'honneur, régisseur des éclairages au Théâtre national populaire de Jean Vilar,

survenu le 13 novembre 1985 dans sa soixante-seizième année.

— Annette et Charly Goldstein et leur fils, Nicole et Gilbert Smadja et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

M^{rs} veuve Godel SZULC, née Sara Szajbman,

leur mère et grand-mère, survenue le 14 novembre 1985.

Les obsèques auront lieu le lundi 18 novembre 1985. Réunion à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Miria Tenenbaum, Lucien Tenenbaum, Julie Tenenbaum, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

Mejlich TENENBAUM,

survenu le 12 novembre 1985 à Paris, dans sa quatre-vingt-huitième année.

— Nous apprenons le décès de M. Marcel VILLE, ancien président du conseil général de l'Oise.

[Président du conseil général de l'Oise de mars 1979 à mars 1982, Marcel Ville (PS) est décédé vendredi 15 novembre à l'hôpital de Compiègne où il avait été transporté il y a quelques jours. Il était âgé de soixante-deux ans. Institutteur retraité, M. Ville était maître de Maginlay-Montigny depuis 1971 (il avait été élu dès la fusion des deux communes). Il était conseiller général du canton de Maginlay depuis mars 1964. M. Ville était originaire de Crépy-en-Valois. Son décès marquera une dizaine de jours après celui d'un autre élu socialiste du département, Henri Masson, conseiller général du canton d'Artois.]

RECTIFICATIF

Inauguration de TSVATA BERNARD LAZARE

Il fallait lire :

Samedi 16 novembre à 20 h 30 Soirée inaugurale animée par Ivan Levai Entrée sur invitation.

Dimanche 17 novembre à 18 h 30 Table ronde : entrée libre.

Les avocats du plaignant ont dû mener un combat de six heures pour obtenir des « accusés » qu'ils acceptent l'abandon des poursuites !

N'avait-il pas assisté, en tant que conseiller de la défense, au procès ouvert à Winterthur contre des militants de ce mouvement, auteurs d'un attentat à Zurich contre un avion de la compagnie El Al ?

Hitler, Bormann et Goebbels

L'article, dès lors, remontait dans le passé de M. Genoud. Il rappelait ses sympathies pour le nazisme, son appartenance à l'Abwehr — le service de contre-espionnage du Troisième Reich — et des inclinations, à la suite des années n'avaient jamais démenties. Il citait, à ce propos, les activités d'éditeur de M. Genoud se déclarant propriétaire des droits de Hitler, Martin Bormann et Goebbels et qui publiait des écrits des dignitaires nazis. Il rappelait encore des amitiés avec le grand mufti de Jérusalem, lui-même admirateur de Hitler, des liens avec des officiers supérieurs nazis, les généraux Wolff, adjoint de Himmler, et Ramcke, on envoie avec le Dr Schacht, ancien ministre des finances. Enfin, Claude Buhner faisait état des activités de M. Genoud après l'indépendance de l'Algérie comme « banquier », parlant, à ce propos, d'une gestion frauduleuse.

Ce portrait sans passion eut des suites. La Tribune de Lausanne le reprit et, à leur tour, l'Express, puis le Point publièrent sur la même sujet des enquêtes de Jacques Derogy et de Jean Schmitt.

M. Genoud en fut fâché. Il déposa une plainte, relevant pour

de la Ligue des droits de l'homme, à Erna Paris qui, elle, avait des choses à dire sur la façon dont M. Genoud s'intéressait aussi à la défense de Klaus Barbie.

Les accusés détenaient aussi des documents tels que des fichiers concernant M. Genoud, établis par le comité d'experts de l'Union internationale de la Résistance et de la déportation, une note du ministère public de la Confédération helvétique énumérant tout ce qu'il avait écrit contre lui depuis 1934 : son appartenance au Front national, au Parti nazi suisse, des soupçons d'activités d'espionnage au profit de l'Allemagne, etc.

Au total, tout ce qu'il fallait pour faire front et prouver que les allégations avancées n'étaient point invention ou résultat de médiocres compilations.

Rencontre avec des terroristes

Mais voilà que, d'emblée, on mesura que M. Genoud n'était plus du tout envié de plaire. Première déception pour lui, le représentant du ministère public, qui avait pourtant encore requis le renvoi des journalistes devant le tribunal, comme l'avait voulu le plaignant et pour tout ce qu'il avait voulu, avait décidé du ne point paraître. Il ne soutiendrait donc pas l'accusation.

De tauta façon, M. Genoud n'entendait plus poursuivre pour tout ce qu'on avait dit de lui. S'il se plaignait toujours qu'on lui ait imputé un rôle dans le terrorisme international et accessoirement présenté comme un gestionnaire frauduleux en Algérie après 1962, il n'estimait plus que son honneur ait été affecté par les affirmations d'« une sensibilité fasciste du même genre ». Il n'avait pas à rougir d'avoir fréquenté Georges Otramar, le leader du Front fasciste suisse à l'époque du nazisme. Il n'était pas antisémite, mais seulement antisocialiste. Dût-on, au reste, le dire antisémite, ce n'était à lui de prêter une opinion dont il n'entendait pas se formaliser.

Ses amitiés avec des dignitaires nazis comme les généraux Wolff et Ramcke ? Ceux-là n'étaient pas des SS, mais des parachutistes et, du coup, son honneur ne se trouvait pas davantage atteint. Pas plus qu'il ne l'était, par l'affirmation, exacte ou non, qu'il se trouvait dépositaire des droits d'auteurs de Hitler, Goebbels et Bormann. Il n'avait pas appartenu à l'Abwehr, mais il est vrai que ce service lui avait fait des offres, ce qui, non plus, n'a rien de déshonorant. Il avait été encore écrit qu'il rencontrait trois fois à Beyrouth, Hassan Salameh, le chef de Septembre noir. Eh bien ! oui. Il l'avait rencontré trois fois à Beyrouth, et même quelques autres ailleurs. Dès lors, que pouvait-il bien rester ? A peine de quoi fonder un journaliste. Pour le reste, la question se posait donc seulement de savoir si les accusés avaient le droit de faire citer leurs témoins et de rapporter la preuve de ce qu'ils avaient écrit.

« Non, disait M^{rs} Bonant pour M. Genoud. Cette preuve, en droit suisse, n'est autorisée que si l'article a été commandé par un but de légitime information. Si l'on a voulu seulement nuire à autrui, pas de possibilité de preuve. Or on ne peut nuire que lui nuire, à M. Genoud, puisqu'il n'est ni un homme politique ni un homme public. Il n'aspire qu'à l'anonymat du simple et honnête homme.

— Pardon, rétorquait la défense, terrorisme international n'est pas sujet public ? S'interroger à son propos sur ceux qui le financent ou

Sports

CYCLISME

Record du monde pour Jeannie Longo

Lors des Six jours de Paris-Bercy, Jeannie Longo a battu le record du monde féminin des 5 km sur piste couverte, vendredi 15 novembre, en réalisant un temps de 6 mn 29 s 606 millièmes qui correspond à une moyenne de 46,201 km/h. Elle a amélioré de près de 10 secondes la performance de la Soviétique Erika Salounaia (6 mn 39 s 565 millièmes en 1984), et de 20 secondes le record de France, qu'elle détenait déjà depuis 1981 (6 mn 49 s 59 millièmes). Jeannie Longo a réussi en la circonstance un exploit qui la situe au niveau des bons spécialistes masculins. Elle aurait d'ailleurs très nettement battu dans l'absolu le record de France des 5 km amateurs, qui date il est vrai de 1977 (6 mn 30 s 600 millièmes par Refinère).

On ajoutera qu'elle utilisait un matériel moderne : vélo spécial surbaissé, équipé d'un bragalet de 61/15 développant 7 mètres et de roues lenticulaires légères.

J. A.

● VOLLEY-BALL : tournoi de Séoul. — En battant la Corée du Sud 3 sets à 2, vendredi 15 novembre, la France s'est qualifiée pour les demi-finales du « Top 10 », qui réuniront dix des meilleures équipes mondiales. Elle rencontrera la Bulgarie, tandis que l'autre demi-finale opposera l'URSS aux Etats-Unis.

Une caution de 15 millions de francs

LE PRIX DE LA LIBERTÉ

Ecrasé le jeudi 14 novembre sous l'inculpation d'infractions à la législation et à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger, un banquier suisse n'a passé qu'une nuit à la prison de Fribourg, car ce délai a suffi à son avocat pour obtenir le chèque de 15 millions de francs nécessaires à sa libération sous caution.

M. Jacques Darrier, soixante-neuf ans, ancien directeur de la banque Darrier de Genève, avait été interpellé le 13 novembre à Paris par les services de la Direction nationale des enquêtes douanières (DNED). Accusé d'avoir transporté des fonds pour des clients français de la banque suisse dirigée par son fils, il a été conduit, le lendemain, au cabinet de M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui lui a signifié son inculpation en lui faisant connaître le montant de la caution exigée pour sa mise en liberté.

L'importance de la somme n'a pas rebuté le directeur de la banque genevoise, qui a opéré en quelques heures les transferts nécessaires pour que le conseil de son père, M. Michel Gout, puisse remettre rapidement au magistrat un chèque tiré sur la Banque de France.

En fait, selon l'évaluation des services des douanes, la caution correspondrait au total des opérations frauduleuses.

La DNED aurait souhaité poursuivre les titulaires de comptes en Suisse bénéficiant des services de M. Darrier, mais celui-ci, peu après son interpellation, avait les listes qu'il portait sur lui.

M. P.

هكذا من الأصل

Communication

LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'attaque-surprise de M. Fillioud

L'assaut a été donné par surprise. Il fut bref, les défenseurs n'utilisant pas toutes les armes à leurs dispositions pour freiner la victoire des assaillants. En moins de deux heures, vendredi 15 novembre, les députés socialistes ont bousillé le maire de Paris hors de la tour Eiffel, ou plutôt ont permis aux représentants du gouvernement d'y avoir accès pour y installer des émetteurs indispensables aux télévisions privées. Sous le regard indifférent des communistes, la défense d'un élu UDF de Paris et d'un représentant RPR de la banlieue fut de pure forme. Comment se battre, quand on sait la défaite inéluctable ?

Les stratégies gouvernementales avaient, pour une fois, finement réglé leur assaut. Une fois la décision prise à l'Hôtel Matignon d'empêcher l'Hôtel de Ville de Paris de retarder la création de nouvelles chaînes de télévision privées tant voulue par l'Elysée, il fallait aller vite, très vite, mais laisser jusqu'au bout l'adversaire dans l'expectative.

Le Sénat avait terminé l'examen du texte autorisant les télévisions privées vendredi vers 1 h 30 du matin. La commission mixte paritaire était réunie le même jour à 14 h 30. Son échec étant inscrit dans la logique, la commission compétente de l'Assemblée se mettait au travail deux heures

après. Il n'était toujours pas question de l'amendement « tour Eiffel ». Ce n'est que vers 18 heures que M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, quelques minutes avant le début des débats en séances publiques, le déposait. Il savait qu'un vendredi soir il n'aurait que peu d'opposants. Une servitude était créée au profit de TDF pour installer sur les toits, terrasses et superstructures des propriétés bâties publiques ou privées les moyens de diffusion par voie hertzienne dont il a besoin : l'acte d'accord émis, c'est le tribunal administratif qui fixera l'indemnité.

Surréaliste, M. Fillioud assurait que cet amendement ne répondait à aucune difficulté particulière. M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) montait au créneau : « On spolie tous les propriétaires français », et il les appelait à « la révolte » mais, conscient de la réalité, il ajoutait : « Un seul objectif, une seule nationalisation, la tour Eiffel : vous voulez la tour du maire de Paris ». Puis à nouveau il menaçait : « Nous détruirons cet édifice ». Nam, pas la tour Eiffel, mais le montage juridique et financier par lequel un gouvernement en survis veut imposer une télévision aux moins de ses amis ». M. Gilbert Gentier

(UDF, Paris) le secondait : « C'est une nouvelle et scandaleuse atteinte au droit sacré de propriété, qui ne peut être mise en cause que pour un intérêt public, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence ».

Le ministre tentait de camoufler l'assaut derrière un appel au bon sens : « Il s'agit tout simplement d'empêcher qu'une personne que l'héritage, la fortune ou le hasard a mis en possession d'un bon site d'émission puisse décider souverainement d'accorder ou de refuser un droit d'usage dont dépend, à travers un service public, l'exercice d'une liberté collective ». D'ailleurs de telles servitudes existent déjà pour les travaux publics et le téléphone.

Une motion, repoussée, de renvoi en commission ne faisait que retarder un peu l'adoption de cet amendement et de l'ensemble du projet de loi en deuxième lecture. Les sénateurs, mardi 19 novembre, chasseront certainement les « intrus » gouvernementaux de la tour Eiffel. Mais, sauf à réussir à faire traîner les choses, ils ne pourront empêcher que, dès le lendemain, les députés ne redonnent aux « envahisseurs » le droit d'usage de la propriété du maire de Paris. A moins que l'opposition n'obtienne gain de cause devant le Conseil constitutionnel.

THÉRIER-BRÉHIER.

Le gouvernement à l'assaut de la tour Eiffel

La tour Eiffel est tombée le 14 novembre à 19 h 45, victime d'un amendement surprise déposé par le gouvernement à l'Assemblée. Les télévisions privées vont pouvoir entrer en force dans la capitale sans avoir à attendre l'issue de la longue négociation qui se déroulait entre le maire de Paris et Télédiffusion de France. Plus de discussion sur le choix des fréquences, plus de priorité à la chaîne locale, plus de pourcentage sur le chiffre d'affaires des nouveaux réseaux. La voie est libre.

« Spoliation », s'écrit aussitôt M. Jacques Chirac. « Nationalisation », renchérit M. Michel Péricard. « Démarche politicienne et lamentable », ajoute M. Charles Foccart. Sur le fond de l'affaire, l'opposition aura sans doute du mal à faire partager son indignation. Les Français auront peine à comprendre qu'on fasse tant d'histoires pour ajouter quelques émetteurs sur un édifice qui diffuse déjà les chaînes publiques. Et le gouvernement n'a pas tort lorsqu'il rappelle que les FFT réglementent déjà nombre de bâtiments pour assurer la desserte téléphonique.

Mais sur la forme, l'opposition peut prendre sa revanche. Pourquoi le gouvernement monte-t-il brusquement à l'assaut de la tour Eiffel, alors que les négocia-

tions avec la Ville de Paris semblaient depuis quelques jours en meilleure voie ? TDF venait de découvrir, deux jours avant le débat parlementaire, une troisième fréquence qui, miraculeusement, décryptait le débat. Il est vrai que le maire de Paris s'est empressé de réclamer par lettre la seule fréquence immédiatement utilisable pour la chaîne locale. Pour toute réponse, le gouvernement a ruminé le dialogue.

S'agit-il de presser le mouvement pour installer au moins une chaîne privée avant l'échéance électorale ? Veut-on signifier qu'on ne négocia pas avec M. Chirac, ni sur le calendrier ni sur l'identité des opérateurs ? Le coup de force, il est vrai, condamne toute hypothèse de cohabitation sereine. « Toute concession de service public de télévision par voie hertzienne qui serait délivrée dans ces conditions par l'Etat doit être condamnée », a promis M. Chirac. Reste à savoir comment réagiront à cette menace les candidats aux chaînes multivides. Surtout ceux pour qui la télévision privée est affaire de rentabilité économique plus que de volontarisme politique.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

UNE PROJECTION SUPPLÉMENTAIRE le dimanche 17 novembre à 14 h 30



INTOLERANCE

D.W. GRIFFITH

Création de la « SUITE SYMPHONIQUE POUR INTOLERANCE »

de ANTOINE DUHAMEL, PIERRE JANSEN (Commande de l'Etat)

par l'ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE - Direction JACQUES MERCIER

une coproduction Raymond ROHAUER - NANTERRE AMANDIERS - FESTIVAL D'AVIGNON

Nouvelle RER Nanterre-Universités-Thalys

THEATRE DES AMANDIERS-NANTERRE - Loc. (t) 47.21.18.81

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ POUR LA FUTURE CHAÎNE CULTURELLE ET ÉDUCATIVE

Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication a annoncé, vendredi 15 novembre, la création d'une société filiale de FR3 (45 %), Radio-France (15 %) et l'Institut national de la communication audiovisuelle (15 %) pour la mise en œuvre de la future chaîne culturelle et éducative, préparée par la mission de M. Pierre Desgranges. L'Etat participera au capital pour 25 %. Cette société, qui bénéficie de 300 millions de francs au budget de 1986, « coproduira des émissions à caractère culturel et à vocation européenne », reconnaît d'être « justifiée dans l'avenir par le satellite TDF1. Une partie de ces émissions sera diffusée sur le réseau national de FR3 dès l'année prochaine ».

Mme Janine Langlois-Glandier, nouveau PDG de FR3, sera aussi à la tête de cette filiale. Le directeur pourrait être M. Bernard Faisan, ancien directeur du Festival d'Avignon et conseiller du premier ministre pour la culture.

« Oppositions à la reprise de l'Union par M. Philippe Hersant », M. Bruno Bertet, PDG de l'Agence la France, qui édite le quotidien *Le Tribune de l'économie*, et M. Alain Thirion, industriel à Epinal (Vosges), tous deux candidats à la reprise de l'Union, de Reims, ont fait respectivement tierce opposition les 12 et 13 novembre au jugement du tribunal de commerce de Reims désignant M. Philippe Hersant comme reprenneur (*le Monde* du 7 novembre). Trois des douze associations copropriétaires du quotidien (Libération Nord, l'Union départementale du Parti socialiste, l'Union des associations d'anciens combattants) ont aussi fait tierce opposition, ce qui obligera le tribunal à statuer à nouveau. La commission pour la transparence et le pluralisme de la presse saisie, d'autre part, par les sociétés de journalistes (*le Monde* du 15 novembre) s'est réunie le 14 novembre pour examiner le dossier de M. Philippe Hersant, elle devrait rendre sa décision dans quelques jours.

« Les excuses d'Europe 1 ». La direction de la station Europe 1 a présenté ses excuses à la suite de l'incident regrettable qui s'est produit le 13 novembre dans ses studios entre Coluche et le journaliste Christine Clerc. Celle-ci était venue l'interviewer pour le *Figaro Magazine* sur les « restaurants du cœur » animés par le fantaisiste. L'entretien avait tourné court et s'était terminé par des injures et violence contre la journaliste, ainsi qu'elle l'a raconté dans le *Figaro* du 14 novembre.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde

ÉCONOMIE

Culture

« LE SIÈGE DE CORINTHE » A L'OPÉRA

Dessus de pendule

Soirée quelque peu houleuse vendredi soir au Palais Garnier. Une partie du public a chahuté le chef, lourd et prosaïque, une basse, pourtant convenable, et le metteur en scène, comme c'est devenu la coutume. Mais il est de fait que le spectacle, pourtant soigné, et l'œuvre présentée n'incitaient pas à un enthousiasme délirant.

M. Massimo Bogianckino, aujourd'hui retourné à Florence pour y exercer la magistrature suprême (et toujours pas remplacé), s'était donné pour mission de restaurer le répertoire français de l'Opéra de Paris. Il nous légua aujourd'hui ce *Siège de Corinthe*, premier ouvrage écrit dans notre langue par Rossini, qui avait été créé avec grand succès à la salle Le Peletier le 9 octobre 1826, mais n'avait plus été joué ici depuis cent quarante et un ans.

Le livret des honorables Balocchi et Soumet se déroule au milieu du quinzième siècle, mais il est aussi pour l'époque d'une brillante actualité, car toute l'Europe est alors bouleversée par le drame de Missolonghi, assiégée par les Turcs depuis 1822 et qui vient de tomber en cette même année 1826. Donc Mahomet II, en 1458 très exactement, s'empare de Corinthe, mais décide d'épargner la ville en souvenir d'une jeune Grecque dont il est tombé amoureux pendant ses études à Athènes. La première personne qu'il rencontre est justement cette Pamira ! Elle l'aime tout de suite, ils vont se marier, quand Néoclès, époux de Pamira, vient la rappeler véhémentement à son devoir. Elle exerce sa passion, convoie en justes noces, pour plus de sûreté, avec Néoclès, rejoint dans les catacombes ses concitoyens qui se préparent à la mort au cours d'une cérémonie grandiose de bénédiction des drapeaux et se suicide entre les bras de Mahomet, vainqueur de l'ultime résistance des Grecs.

Cela donne lieu à un spectacle de qualité (dans une production du Teatro comunale de Florence et une mise en scène de Pier Luigi Pizzi) mais qui nous laisse sur notre faim, car la musique est loin d'avoir la puissance et l'intensité de celle de *Mohr*. Pour ses débuts à Paris, Rossini semble un peu trop avoir voulu se mettre à la remorque de Gluck et de Spontini et enfoncer son tempérament effervescent dans un corset de fer. On retrouve certes son talent, son habileté à peindre de grands

tableaux mouvementés, ses vastes architectures... et son orchestration n'a jamais été aussi éclatante (« pour réveiller les Français », selon Berlioz), mais le plus souvent on reste de marbre devant ces chœurs patriotiques ou gémissements, ces airs harmonieux comme des dessus de pendule du siècle dernier, ces sentiments guidés ou boursoufflés qui ne nous inspirent pas plus d'émotion qu'à Rossini, sinon peut-être au troisième acte et dans quelques moments pathétiques.

La science de Pizzi

Voulant imposer un style à la fois sobre et spectaculaire à ce drame « historique », le compositeur renonce d'autre part à une grande partie de la virtuosité vocale qui a fait son succès en Italie. De ce point de vue, le *Siège de Corinthe* apparaît en retrait de *Maometto II* (1), qui lui avait servi de point de départ, « partition aux beautés soissantes et bien supérieure », écrit Sergio Segalini. Mais sans doute Rossini jugea-t-il surtouit que « l'école française de chant n'était pas de la même envergure que l'école napolitaine », et il simplifia énormément sa mélodie, lui retirant ses flamboyances pyrotechniques.

Heureusement, la mise en scène redonne de la couleur et de la vie à ces fresques dignes de David, dans des décors qui imitent joliment le gothique tardif ou plutôt le début de la Renaissance italienne, surtout au premier acte, de Giovanni Bellini jusqu'à Carpaccio et même Veronese : vaste escalier barrant l'espace, sur lequel se détachent des monuments précieux, clochetons, temples, fontaines, colonnes torsadées, absides de cathédrale, tous inscristés de ravissants personnages, avec, pour faire bonne mesure, une haute statue grecque au casque d'Athènes et la stèle funéraire de Rossini... Sur ce fond couleur d'or sombre se détachent les réjouissants costumes écarlates des Turcs et le bleu pâle des Grecs, prouvant l'indéniable infériorité militaire de ces derniers. La science de Pizzi y déploie les groupes avec grâce et vigueur, comme toujours, bien que les attitudes n'aient sans doute pas été assez travaillées, tombant parfois dans la conventionnelle.

Katia Ricciarelli survole la distribution : elle trouble la rigidité compassée de l'œuvre avec cette voix souple, raffinée, aux reflets mirotants qui fait jaillir la vie des périodes ampoulées, et avec ce jeu très flexible et touchant. Martine

« L'Homme aux yeux d'argent »

de Pierre Granier-Deferre

Pour avoir plusieurs fois, et avec bonheur, adapté des romans de Simenon, Pierre Granier-Deferre est resté marqué par la fameuse « atmosphère ». Ici, il tente de la faire naître sur un sujet de série noire : le retour d'un homme, Thierry Berger, à son village de la région de Nancy, pour y rechercher un magot caché quinze ans plus tôt, quinze ans passés en prison.

Un policier, Mayenne, traque Berger par désir de vengeance. Françoise, la bibliothécaire, femme plus tris jeune, sorte d'écclésiaste, lui vient en aide : un autre policier, Villain, se comporte de manière ambiguë. Une vague de tristesse, de fatalité, envahit la campagne défigurée par les constructions d'un lotissement. Un arbre indiquant la trace du trésor marque aussi le bout du monde pour les personnages.

On reconnaît les qualités techniques du réalisateur. Mais on s'étonne qu'il ait accordé tant de soin, tant d'ambition, à une histoire conventionnelle, invraisemblable, qui se termine sans plus de surprises que l'interprétation réglée au cordeau d'Alain Souvion et Jean-Louis Trintignant. On s'intéresse davantage à Tanya Lopert, figure féminine insolite, et, surtout à Lambert Wilson, le fic aux airs penchés, aux bijoux dorés, monstre froid qui glace le sang lorsqu'il poursuit en voiture et terrorise une petite fille.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

LUNDI 18 NOVEMBRE 20H30 TMP-CHATELET

GUNDULA

JANOWITZ

4 DERNIERS LIEDER DE STRAUSS

ORCHESTRE COLONNE

PIERRE DERSAUX

DUKAS : LA PERI - STRAUSS : TILL L'ESPIEGLE

LOC. AUX CAISSES TMP-CHATELET ET 42 61 19 83

Dupuy lui donne une bonne réplique en Néoclès, mais paraît cependant plus tendue, moins épanouie, que dans son *Raméo* récent de Marseille ; la tendresse, le galbe plus langoureux de la mélodie bellinienne lui conviennent mieux. Ferruccio Furlanetta (Mahomet), certes quelque peu à l'ouvrage dans les fioritures vocales, est à l'aise dans ce rôle de lion amoureux, tandis que la voix du gouverneur de Corinthe, au physique d'Otello, évolue quelque peu dans le flou. Mentionnons aussi l'impeccable Jean-Philippe Courais, valeureux gardien des tombeaux, le seul que l'on comprenne vraiment dans cet opéra pourtant chanté en français.

L'Orchestre de l'Opéra et les chœurs se montrent à la fois brillants et bruyants, sous la direction robuste d'un chef suédois, Arnold Oestman, dont l'interprétation manque de vie et de subtilité rossiniennes, c'est le moins qu'on puisse dire.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations : les 18, 20, 22, 24, 26 novembre ; et les 2, 4, 7 et 10 décembre.

(1) Recréé triomphalement à Pesaro, l'été dernier, par Claudio Scimone. L'enregistrement vient de paraître (trois disques Philips, 412-148 ; cf. *le Monde* du 5 octobre). Pour la comparaison des deux œuvres, voir le numéro de *L'Avant-Scène Opéra* sur le *Siège de Corinthe* (130 pages, 58 F), comme toujours d'une grande richesse.

Mort de Meret Oppenheim

Le surréalisme au féminin

On annonce la mort, survenue à Bâle, de l'artiste Meret Oppenheim, auteure de sculptures, peintures et objets surréalistes. Elle était âgée de soixante-douze ans.

[Née en 1913 à Berlin, Meret Oppenheim était venue à Paris en 1932 où Giacometti et Arp manifestent d'emblée un vif intérêt pour ses premiers essais non figuratifs mais pleins d'un humour poétique. Les surréalistes ne sont pas loigns à l'adopter. Elle fait partie de leur groupe au Salon des surindépendants de 1933. Elle pose pour les photos « érotiques volées » de Man Ray et lance de nombreux objets surréalistes.

A l'exposition surréaliste de New York de 1936, le *Couvert en fourrure*, notamment de Meret Oppenheim fait sensation et est acquis par le Musée d'art moderne. La même année, Max Ernst préface son exposition particulière à Bâle, où elle sera chargée de concevoir plusieurs bâtiments publics. Pour l'exposition surréaliste de 1938 à Paris, elle propose de fort nombreux « bijoux surréalistes » attestant une rare richesse d'invention. Au vernissage de l'exposition Eros à Paris en 1960, elle met en scène le *Fertilis* sur le corps de la femme. — J.-M. D.]

DEUX THEATRES POUR FASSBINDER.

Les théâtres de Bochum (dans la Ruhr) et d'Ulm (dans le sud de la RFA) ont demandé à accueillir la pièce de Fassbinder, *Les Ordres, la ville, la mort*, interdite à Francfort pour antisémitisme (*le Monde* du 13 novembre).

ZINOVIEV : «UTOPIE ET POUVOIR».

Invité par le Collège international de philosophie, Alexandre Zinoviev donnera, le mardi 19 novembre à 18 heures, une conférence intitulée « Utopie et pouvoir », suivie d'un débat présidé par Jean-François Lyotard, (traduction simultanée), 1, rue Descartes, 75005 Paris, à l'amphithéâtre Poinecaré (bâtiment Foch, rez-de-chaussée).

CRETEIL

Maison du Pétrole

du 5 au 23 novembre

Grande salle

EMILIA GALOTTI

de Lessing

mise en scène J. Lassalle

Théâtre National de Strasbourg

du 8 novembre au 11 décembre

LES NUTTS ET LES MOMENTS

(Création RSL/Jules Renard)

mise en scène Charles Tordjman

Théâtre Populaire de Lorraine

48.99.94.50

Métro Créteil Préfecture

Économie

REPÈRES

Commerce international : fort ralentissement en 1985

Le commerce mondial progresserait en volume seulement de 2 % à 3 % en 1985. Ces estimations des experts du secrétariat du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sont en recul sur les précédentes évaluations, qui faisaient état d'une progression légèrement inférieure à 4 % (le Monde du 7 novembre). Le ralentissement des échanges internationaux touche surtout l'énergie (dont le commerce reculerait), mais aussi les matières premières. Il concerne donc principalement l'OPEP et les pays en voie de développement. En 1984, le commerce international avait progressé de 8 % en volume. Il a reculé trois fois depuis le fin de la dernière guerre mondiale en 1982 (- 2 %), 1975 (- 3 %) et 1958 (- 1 %).

Afrique du Sud : prolongement du moratoire sur la dette

Déserté pour quatre mois à compter du 1^{er} septembre dernier, le moratoire sur la dette extérieure sud-africaine sera prolongé sans doute d'une période équivalente. Parallèlement, la réunion des créanciers de Pretoria, prévue pour le 28 novembre, a été reportée au début de 1986. Une décision qui était apparemment inévitable. Le gouvernement 80ths, confronté à une situation toujours aussi explosive en Afrique du Sud, craignait par dessus tout une réponse négative des banquiers occidentaux au plan de rééchelonnement des échéances qui devait être discuté dans dix jours. Certaines banques créancières n'ont pas caché leur déception. Un accord de principe sur l'étalement des dettes à court terme - 14 milliards de dollars - leur paraissant urgent avant de commencer à établir leurs comptes pour 1985. La dette extérieure globale de l'Afrique du Sud est estimée à 24 milliards de dollars.

La Banque de France baisse de 3/8^e de point son taux d'intervention et double les réserves obligatoires des banques

Profitant de la diminution de l'inflation et de la bonne tenue du franc, la Banque de France a abaissé, vendredi 15 novembre, son taux d'intervention, fixé à 9 1/8 depuis le 17 octobre, et l'a ramené à 8 3/4 %. Cette diminution de trois points de point (0,375 %) a surpris, on ne l'attendait pas si tôt, et surtout pas de cette ampleur : 1/8 de point, peut-être 1/4 %, mais pas 3/8^e de point. Les pouvoirs publics ont donc voulu donner un coup d'accélérateur à la baisse des taux.

En contrepartie, la Banque de France a doublé le montant des réserves obligatoires des banques, c'est-à-dire des sommes qu'elles doivent bloquer auprès de l'institut d'émission, à due proportion de leurs dépôts et de leurs crédits. Le système de réserves revient à agir sur les marges bénéficiaires des établissements : les dépôts ainsi « gelés » sont coûteux, soit qu'ils rémunèrent, soit qu'ils supportent des frais de collecte (guichets) pour les dépôts non rémunérés. De même, les sommes « gelées » au profit des crédits consentis ne rapportent aucun intérêt. En faisant varier les montants des réserves, la Banque centrale peut donc agir sur l'activité des banques en influant sur leurs marges : si ces dernières se redressent, les banques distribueront moins de crédits, et vice versa.

Dans le cas présent, le taux des réserves sur les dépôts passe de 2,5 % à 3 % pour les dépôts à vue, et de 0,25 % à 0,50 % pour les comptes, sur livrets et les produits à moins de trois ans. Celui des réserves sur les dépôts à terme est relevé de 0,1 % à 0,2 %. L'impact de cette mesure est relativement faible : les réserves vont augmenter d'un peu plus de 6 milliards de francs (4,5 milliards

pour les dépôts, 1,6 à 3,2 milliards sur les crédits). Il aura pour effet d'annuler, à hauteur des quatre dixièmes, le bénéfice résultant pour la banque de la diminution du taux d'intervention de la Banque de France, qui réduit d'autant le coût d'une partie de leurs ressources (40 %). Ainsi, les établissements seraient-ils moins tentés de poursuivre la distribution de crédits en réduisant trop abondamment leur taux de base, ce qu'ils vont devoir faire, toutefois, dans une proportion « raisonnable », surtout après la nouvelle baisse du taux d'intervention.

Il convient en effet de freiner la création monétaire pour le crédit, car la masse monétaire progresse encore un peu trop vite, à un rythme de 6,5 % actuellement, pour un objectif de 4 % à 6 %.

Par ailleurs, et c'est sans doute la principale préoccupation de l'institut d'émission, l'augmentation de réserves a pour but d'« amorcer le passage progressif à une politique monétaire utilisant plus largement l'action sur la liquidité bancaire ». Il s'agit de mettre davantage « les banques dans la Banque », et de substituer le réglage par les taux aux réglages par les quantités, pratiqué en France depuis 1972.

Un tel dispositif suppose que la Banque de France puisse moduler une masse de réserves suffisamment importante, ce qui n'est pas le cas en France : une vingtaine de milliards de francs. Ces réserves sont très importantes en Allemagne (10 % des dépôts) par exemple, ou aux États-Unis. Il convient donc de les augmenter.

F. R.

Les frères Willot retrouveront la jouissance de leurs biens

De notre correspondant

Lille. — Le tribunal de commerce de Lille vient de confirmer, par jugement en date du 4 novembre, les frères Willot dans l'entière propriété de tous leurs biens personnels, mobiliers et immobiliers, qu'ils avaient engagés, en juillet 1981, lors du règlement judiciaire de Bousac Saint-Frères.

Le tribunal a rejeté la requête des deux syndics, M^{rs} Michel François et Pierre Darrouzet, qui demandaient une provision de 100 millions pour « insuffisance d'actif ». Par le même jugement, le tribunal ordonnait aux syndics de procéder à « la mainlevée générale des mesures conservatoires qu'ils ont prises sur l'ensemble des parts sociales des sociétés ainsi que sur les créances » appartenant à MM. Willot, de même qu'à la « radiation des inscriptions provisoires d'hypothèques ».

Le tribunal a donc débouté les syndics, estimant, dans ses attendus, qu'ils « n'apportent nullement la preuve — ni même un commencement de preuve — d'une insuffisance d'actif », puisqu'ils « se bornent à chiffrer le passif sans aucunement chiffrer l'actif ».

Le ministère public avait demandé au tribunal de surseoir à statuer sur cette affaire jusqu'à ce que l'instance pénale dirigée contre les frères Willot soit réglée. Or celle-ci est toujours en cours. MM. Jean-Pierre, Antoine et Régis Willot, condamnés pour divers délits dans la gestion de leurs affaires, ont fait appel.

En ce qui concerne M. Bernard Willot, relaxé, le ministère public a interjeté l'appel.

Le tribunal de commerce n'a pas suivi ces réquisitions, estimant « indépendantes l'une de l'autre » les deux instances, pénale et commerciale.

JEAN-RENÉ LORE.

LA NOUVELLE CONVENTION D'ASSURANCE-CHOMAGE

Des difficultés avec les banques retardent la signature

Des difficultés de dernière heure ont empêché la signature, le vendredi 15 novembre, de la nouvelle convention d'assurance-chômage qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1986 ; la signature est reportée, dans le meilleur des cas, au 19 novembre. Les partenaires sociaux — CGT, non signataire, exceptée — se sont mis d'accord sur le projet de règlement (le Monde du 8 novembre) qui prévoit notamment l'imputation de l'allongement de la durée de versement de l'allocation de base sur la prolongation de versement de l'allocation de fin de droits. Mais des difficultés ont surgi lors d'une réunion, le 14 novembre, avec les banques sur le rééchelonnement de la dette de 12 milliards de l'UNEDIC.

Les partenaires sociaux voulaient que « la charge financière annuelle de l'UNEDIC (...) soit ramenée de 2750 millions de francs à 1500 millions de francs ». Or les banques, parmi lesquelles le Crédit du Nord joueraient un rôle actif, n'ont pas voulu descendre en dessous de 1,7 milliard par an pour les deux années de la future convention, jusqu'à la fin de 1987. Ce règlement — partiel ou demeurant — ne satisfait pas les partenaires sociaux.

Dans une déclaration, M. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, affirme : « Les signataires de l'accord du 29 octobre ont rempli leur contrat. Force est de constater que gouvernement et banques n'ont, à ce jour, pas respecté le leur. Cela est inadmissible. Si une solution n'est pas trouvée dans les jours qui viennent, c'est une nouvelle fois le système d'assurance-chômage et l'indemnisation des chômeurs qui sont remis en cause ».

Les partenaires sociaux avaient également demandé une interruption des remboursements de l'UNEDIC entre le 1^{er} octobre 1985 et le 31 mars 1986, mais les banques ont encaissé normalement 120 millions de francs au mois d'octobre... Comme prévu (le Monde daté 10-11 novembre), FO a demandé, avec le CNPF, une actualisation de la convention du 24 février 1984 « relative aux institutions de l'assurance-chômage », afin que les conseils d'administration de l'UNEDIC et des ASSÉDIC soient désignés par les signataires de la nouvelle convention, ce qui exclurait la CGT en cas de non signature. La CFDT signera cet avenant.

Faits et chiffres

Étranger

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● Révision en baisse du déficit budgétaire. — Le déficit budgétaire pour 1986 a été ramené à 23,7 milliards de marks par la commission du Parlement, soit 1,3 milliard de moins que le projet initial. Une révision en baisse qui ne recouvre pas de nouvelles économies, bien au contraire. Les subventions dont bénéficie l'industrie charbonnière ont été pratiquement doublées. Par contre, le plan de privatisation du gouvernement, qui doit être concrétisé l'an prochain, rapportera 460 millions de marks au gouvernement fédéral.

Social

● Deux cent soixante-quatorze emplois supprimés chez Matra-Matras. — La direction de la société Matra-Matras-Défense (MMD) a annoncé vendredi 15 novembre, devant le comité d'établissement de son usine de Mulhouse (Haut-Rhin), la suppression de 274 emplois, sur un effectif global de 879 salariés, a indiqué la CGT. Cela devrait se faire par le biais de cinquante-cinq départs en préretraite, après la signature d'une convention avec le Fonds national de l'emploi (FNE), et des mutations au sein de la société, dans ses usines de Cusset (Allier) et de Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône), et dans d'autres établissements du groupe Matra, ainsi que par un aménagement du temps de travail.

● Mise en route de la procédure de suppression d'emplois chez Dubigeon. — La direction des Chantiers Dubigeon à Nantes (construction navale, groupe Alstom) a officiellement lancé jeudi 14 novembre, au cours d'un comité d'entreprise parfois bouleversé, la procédure en vue de la réduction du personnel de moitié d'ici à la fin de 1986. En un an, les effectifs doivent passer de 1 089 à 500. L'ensemble des syndicats représentés, avec à la tête la CGT et la CFDT, qui mènent depuis deux mois des actions spectaculaires, a rejeté le plan de la direction, qui sera toutefois applicable à l'issue des délais légaux.

D'autre part, la direction des Chantiers Dubigeon a assigné en référé, lundi 18 novembre, devant le tribunal de grande instance de Nantes, les délégués syndicaux qu'elle rend responsables du démantèlement d'une drague. L'intersyndicale CGT-CFDT a appelé le personnel à manifester lundi devant le tribunal.

● Les suppressions d'emplois chez Citroën. — La direction de Citroën a confirmé, le jeudi 14 novembre, devant le comité central d'entreprise, la fermeture des mines de Clichy et de Nanterre au 31 décembre 1985. Sur les 799 salariés de Clichy et les 247 de Nanterre (au 31 octobre) concernés par ces

fermetures, respectivement 158 et 146 ont accepté des propositions de mutation ou de départ. Le plan social prévoit des mutations vers Charleville pour les salariés de la fonderie de Clichy et vers l'usine de Metz-Trémery pour ceux de Nanterre, ou une aide au retour pour les étrangers (656 à Clichy, 100 à Nanterre). Un nouveau CE en décembre doit faire le point sur ces mesures.

Les raideurs de la flexibilité

(Suite de la première page.)

Le texte du gouvernement ne mérite ni excès d'honneur ni indignité. Il a une portée à la fois significative et limitée. Significative parce que, à l'instar du secteur des travaux publics, qui en négociant un accord sur l'annualisation du temps de travail s'était placé dans une situation d'illégalité, d'autres branches, comme la métallurgie ou la chimie par exemple, pourront aller plus loin dans la souplesse de l'organisation du travail, qu'elles réclament pour faire face aux aléas du marché. Limitée, parce que, à quatre mois des élections législatives, où, dans le monde patronal, d'aucuns espèrent qu'on leur apportera tout sur un plateau d'argent, rien ne passera s'il n'y a pas de négociations dans les branches et le texte du gouvernement restera lettre morte.

Quoi qu'il en soit, du point de vue du gouvernement, M. Fabius a ouvert la porte à une relance contractuelle. Il a ainsi fait preuve, après bien des hésitations, de courage politique, alors qu'il y a une semaine encore il était déterminé à abandonner le projet faute d'un consensus syndical minimal. Surmontant les doutes nés jusqu'au sein du PS, cela lui permet de montrer que la gauche n'est pas demeurée inerte face à la demande de flexibilité. Depuis l'échec de décembre 1984, un bon bout de chemin a été parcouru : les contrats à durée déterminée ont été assouplis et les partenaires sociaux (CGT exceptée) se sont mis d'accord, le 13 mai dernier, sur les règles d'utilisation du travail temporaire. Tout l'art de M. Fabius sera désormais de montrer qu'en avançant dans cette voie, il ne fait pas le travail de la droite. FO fait peser implicitement ce soupçon.

Par son tardif arbitrage, M. Fabius chamboule aussi quelque peu la donne sociale. Si la CGT s'est placée de facto hors jeu, FO est désavouée. M. Fabius a donc pris son parti d'assumer le risque d'une sérieuse crispation de ses relations avec une organisation qui lui battait plutôt chaud. Par là même, l'organisation de M. Bergeron perd sans doute — très provisoirement — la

place centrale qu'elle occupait dans ses rapports avec le pouvoir comme au début du septennat de M. Mitterrand. La CFDT au contraire retrouve l'oreille du gouvernement. Le « coup de gueule » de M. Maire a donc été prémoniteur. « On considère ce déblocage comme un élément positif », nous a déclaré M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT. Nous tenterons d'améliorer le projet de texte dans le sens d'une incitation claire à une réduction effective de la durée du travail. Mais la médaille a son revers : en donnant par avance sa caution au texte, la CFDT a peu de chances d'obtenir d'autres modifications lors d'une consultation officielle, sans doute assez formelle.

Pour prendre corps, le projet du gouvernement a besoin toutefois d'un assentiment syndical plus large et au moins d'une neutralité du CNPF. Symboliquement, un ralliement de la CFCT, qui a accueilli positivement la suppression de l'article sur le travail du samedi et du dimanche, serait utile. Quant au CNPF, bien discret, il est soupçonné dans les milieux gouvernementaux d'être en fait « très hostile », un certain raidissement patronal rejoignant certains conservatismes syndicaux.

En fait, au CNPF, on se plaint de ne pas avoir été vraiment consulté et on dénonce les « contreparties » aux assouplissements : une durée hebdomadaire moyenne sur l'année de 38 heures (alors que la CFDT voulait 37 heures) et un contingent annuel d'heures supplémentaires (ne nécessitant pas l'autorisation de l'inspection du travail) ramené de 130 à 80 heures. L'organisation de M. Gattaz feint ainsi d'ignorer qu'une de ces contreparties — une réduction du nombre d'heures annuelles — figurait sous une autre formulation, dans le protocole de décembre 1984. Il y a onze mois, c'est dans une large mesure un blocage syndical qui a fait échouer la flexibilité. Le CNPF va-t-il rejoindre FO et la CGT dans le cap du refus ?

MICHEL NOBLECOURT.

الجزائر - ALGERIE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE OUVERT N° 2240-1M/DIV

L'entreprise nationale des travaux aux puits (E.N.T.P.) lance un avis d'appel à la concurrence internationale ouvert pour la fourniture d'ACCESSOIRES DE LEVAGE ET MANUTENTION

Cet appel à la concurrence s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des travaux aux puits (E.N.T.P.), 16, route de Meftah Oued-Smer, El-Harrach, Alger, Algérie - Direction des approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis contre la somme de 400,00 DA.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements, à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel à la concurrence internationale ouvert n° 2240-1M/DIV », « Confidentiel », à ne pas ouvrir ».

La date limite de réception des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de parution de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 180 jours après la date de clôture de cet appel.

onsp/ogt

Crédits-Changes-Grands marchés

L'euromarché

Dépolitiser le système bancaire français

Français, lorsque vous vous rendez aux urnes l'an prochain, rappelez-vous que vous n'êtes pas seulement des électeurs mais aussi, quoiqu'indirectement, les propriétaires des banques françaises. L'absurdité du système vient de ce que la nomination de M. Claude Jouve, le président du CCF, depuis le printemps 1981, le CCF aura vu défiler quatre présidents en attendant la nomination du cinquième, qui pourrait fort bien voir son mandat raccourci si, l'opposition l'emportant, un système ne vient pas rapidement prendre sa place. A la seule exception de M. Raoul Duval, décédé peu après son accession à la tête de la banque des Champs-Élysées, les autres changements ont eu des motivations politiques.

M. Jean-Maxime Lévêque a démissionné en 1981 parce que le nouveau pouvoir socialiste allait nationaliser sa banque. M. Daniel Deguise a été démissionné par le seul bon vouloir du prince et pour des raisons qui, autres que le politique, n'ont jamais été éclaircies. Cette semaine, c'est également à cause d'interférence du pouvoir politique que M. Claude Jouve a préféré quitter son poste. Le CCF a toujours fait preuve d'une grande indépendance d'esprit.

Elle se reflète sur le marché obligataire par une recherche constante d'innovations qui tend à dérouter les habitudes acquises. Se peut-il que la nationalisation, pour ne pas dire la fonctionnarisation, s'accorde mal avec la curiosité incessante et le caractère frondeur de cette banque ? Quoi qu'il en soit, la trop rapide succession de présidents produit à l'étranger un effet désastreux pour l'image de marque du CCF, euro-banque profondément engagée sur le marché international des capitaux.

Vendredi matin, toute la City de Londres, où le CCF est installé et vient en outre d'acheter une firme anglaise de courtage en valeurs mobilières, se gaussait des malheurs de la banque française, victime d'un système et non pas d'un manque de compétence. Jamais le danger que fait courir la nationalisation quasi totale du système bancaire français n'a paru aussi évident.

L'activité primaire nettement plus faible cette semaine du marché international des capitaux est le résultat de la conjonction de deux facteurs : la baisse des cours à New-York et l'insécurité soulevée par la possibilité d'un changement éventuel du comportement des Japonais, qui sont présentement les piliers du marché euro-obligataire.

Les matières premières

Etain sans cotations. Hausse du café

La suspension prolongée des cotations sur l'étain se répercute sur le Metal Exchange de Londres entraînant une sensible diminution du volume des transactions. Les pays producteurs sont encore plus touchés par cette crise : nombreuses fermetures de mines, ralentissement de la production et aggravation de leur situation financière. Il devient donc urgent de trouver rapidement une solution permettant la remise en activité de ce marché. Mais cette crise illustre une fois de plus les obstacles nombreux qui se dressent sur le chemin de la stabilisation des prix des matières premières.

MÉTAL. — La crise de l'étain s'annonce plus laborieuse à dénouer que prévu. Conséquence : les cotations suspendues depuis le 24 octobre sur le marché de Londres ne reprendront pas le 18 novembre, mais peut-être seulement à partir du 25 novembre. Et encore, si tous les obstacles peuvent être franchis, car les gouvernements des pays producteurs et consommateurs se font tirer l'oreille pour garantir les remboursements. Quant aux banques, elles ont fait un geste en augmentant leurs crédits au Conseil international jusqu'à concurrence de 900 millions de livres, mais cet effort sera-t-il suffisant ?

Un négociant malais a décidé de ne plus opérer sur le marché de Londres. Les stocks britanniques de métal s'élèvent désormais à 48 260 tonnes (+ 9 565 tonnes), ce qui permet de supposer que la plus grande partie des 62 000 tonnes de métal du stock régulateur pourrait être mise à la disposition du marché. En Malaisie, une centaine de petites mines viennent d'être fermées privant d'emploi 4 000 mineurs. Les guinéens ont aussi décidé de réduire sa production, ce qui ne manquera pas d'aggraver la situation de ce pays à court de devises.

Le mouvement de reprise de la semaine précédente a été consolidé

La très forte reprise dont a récemment bénéficié le marché américain des capitaux s'est soldée par une chute parallèle des rendements. Cette dernière permet maintenant aux emprunteurs américains de lever des fonds à des conditions plus avantageuses à New-York que sur l'euro-marché.

En même temps, le marché international est inquiet des conséquences que vont avoir sur sa capacité d'absorption tant la revalorisation du yen que la décision du ministère japonais des finances de limiter le placement des émissions dites « Souchi » au Japon.

La décision en septembre du groupe des cinq nations les plus riches du monde de favoriser la

baisse du dollar s'est matérialisée du côté japonais par un relèvement des taux d'intérêt destiné à renforcer la valeur du yen par rapport à sa concurrente américaine.

En conséquence, la hausse sensible des rendements des obligations du gouvernement japonais a eu pour effet de réduire presque de moitié le différentiel qui existait auparavant avec ceux des obligations du gouvernement des États-Unis. Il y a encore trois mois, l'écart était de 500 points de base. Il s'est aujourd'hui réduit à près de 250 points, les obligations à dix ans et en dollars du Trésor américain ne procurant plus que 9,70 % alors que celles de même durée mais en yen du gouvernement japonais donnent des rendements de l'ordre de 6,85 %.

Placements et cornets de poisson

On en est donc arrivé à un point où la différence devient trop faible pour compenser le risque de change encouru par les investisseurs japonais acquérant du papier libellé en dollars, tout particulièrement si, ainsi que les Cinq le désirent, la devise japonaise est appelée à se raffermir encore davantage par rapport au dollar.

Les émissions « Souchi », du nom des cornets de poisson cru vendus dans les guinguettes nipponnes, sont des emprunts en dollars de débiteurs japonais destinés à être placés exclusivement auprès d'institutions japonaises. Celles-ci, à la suite d'une directive officieuse de Tokyo, ne pourront plus dorénavant détenir plus de 5 % d'obligations « Souchi » dans leurs portefeuilles. Elles étaient généralement arrangées sur la base de conditions inférieures à celles en vigueur sur le marché obligataire permettant ainsi aux emprunteurs concernés de drainer des capitaux à un coût avantageux.

C'est ainsi, par exemple, qu'un débiteur aussi prestigieux que Toshiba aurait dans le passé pu emprunter des dollars à un coût de 5 à 10 points de base inférieur au rendement des obligations de même durée du Trésor américain. La nouvelle euro-émission de 100 millions de dollars à dix ans proposée cette semaine par Toshiba à partir d'un coupon annuel de 10,375 % procurait, le jour du lancement, 42 points de base de plus que les obligations à dix ans du gouvernement américain.

On a enfin réalisé que l'Allemagne est le seul pays au monde où le taux d'inflation est inférieur à 2 %. Les émissions internationales libellées dans la devise allemande contiennent donc de faire l'objet d'une vive demande. Celle-ci est, toutefois, très sélective et contrastée. Selon la

lettre de l'emprunteur, le papier s'achève, ainsi qu'il en va avec l'Australie, ou bien est bonifié, comme il en est avec la Belgique.

Dans les deux cas, il s'agit de placements privés qui ont vu le jour cette semaine sur les bases suivantes : 150 millions de DM sur cinq ans au pair avec un coupon annuel de 6,375 % de la part du gouvernement australien, et 200 millions de DM sur sept ans au pair avec un coupon de 6,875 % pour le royaume belge. Alors que les obligations australiennes se sont tout de suite vendues comme des petits pains tant à cause de leur relativement courte durée que de la qualité du débiteur, le papier belge trouvait d'autant moins preneur que la banque allemande dirigeant l'emprunt avait eu la maladresse de réduire de 1,75 % à 1,625 % la commission bancaire l'accompagnant.

L'euro-franc français tient toujours la vedette. L'euro-emprunt de 250 millions sur cinq ans lancé mardi par Remy Martin avec un coupon annuel de 10,875 % a immédiatement été bien reçu. La chaleur de l'accueil a alors décidé l'emprunteur à fixer à 100,25 le prix d'émission, de manière à procurer à échéance un rendement de 10,81 %.

Le climat extrêmement propice qui règne dans ce secteur devrait permettre à l'Union France d'obtenir un coupon annuel de seulement 10,50 % sur l'euro-émission de 250 millions de francs sur sept ans qui verra le jour la semaine prochaine. Compte tenu des prestigieuses garanties des deux maisons mères, Unilever NV en Hollande et Unilever plc à Londres, la proposition de la filiale française est assurée d'un succès instantané.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

La remontée du yen se poursuit

Si une certaine incertitude a régné cette semaine sur l'évolution du dollar par rapport aux monnaies européennes (peu de variations ont été enregistrées), en revanche une chose a été claire : la remontée du yen doit se poursuivre et, surtout, l'appréciation de la monnaie japonaise sera acquise, donc irréversible, du moins pour les mois qui viennent.

Le gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoshi Sumita, a déclaré que le yen n'était pas encore stabilisé et que de nouveaux efforts devaient être déployés pour augmenter sa valeur. « Le yen s'est revalorisé depuis l'automne dernier », a reconnu M. Sumita, mais il n'a pas encore atteint le niveau souhaitable. « Il a précisé que la Banque du Japon continuerait à intervenir sur le marché des changes pour maintenir le yen à un niveau élevé par rapport au dollar ».

M. Sumita aurait pu dire, également, que la Banque centrale continuerait à manier l'arme de l'intérêt, utilisée depuis le 15 octobre dernier, comme deuxième volet du dispositif mis au point par les Cinq, le 22 septembre à New-York, pour faire baisser le dollar.

L'objectif est, on le sait, de réduire l'écart entre les taux japonais et les taux américains dont le niveau plus élevé attire irrésistiblement les capitaux nippons : sur une cinquantaine de milliards de dollars exportés par le Japon en 1984 (+ 90 % par rapport à 1983), la majeure partie s'est dirigée vers les États-Unis, dont 25 milliards de dollars en bons du Trésor, soit 15 % du déficit budgétaire américain.

Or les flux de capitaux exercent une grande influence sur le marché des changes : si un Japonais investit aux États-Unis, il vend des yens pour acheter des dollars, ce qui pousse à la hausse la monnaie américaine. Les exportations de capitaux par le Japon sont supérieures à ses excédents de balance des paiements

(35 milliards de dollars en 1984 et, probablement, 39 milliards en 1985). Il faut donc les ralentir, ce à quoi s'emploie la Banque du Japon.

En ce qui concerne la réduction de l'écart sur le court terme, l'objectif est d'ores et déjà atteint, puisque cet écart a été pratiquement réduit à zéro, à des taux de l'ordre de 8 % à Tokyo et à New-York. Sur le long terme, l'écart est encore important, près de quatre points. A Tokyo, où le marché des obligations s'est littéralement écroulé dans la crainte d'un relèvement des taux, on redoute une hausse concomitante du taux à long terme, afin de se rapprocher des taux américains (9 1/2 % à 10 %, contre 5 % à 6 % au Japon).

A cette occasion, l'institut de recherche Nomura, filiale de la maison de courtage du même nom, estime que le ralentissement de l'activité économique au Japon menace à terme la politique de relèvement du taux menée par la Banque centrale pour faire monter le yen. Pour les experts de Nomura, le déclin de la production industrielle va se poursuivre, et, dans ces conditions, pousser les taux d'intérêt et le yen à la hausse pourrait « devenir un choix politique difficile ».

La réévaluation du yen demeurant un impératif absolu et incontournable, la seule alternative à un échec de la politique de hausse de taux serait, alors, un contrôle des exportations de capitaux nippons, c'est-à-dire un durcissement du contrôle des changes.

Vis-à-vis des autres monnaies, le dollar a fluctué, sans beaucoup d'ampleur. La rumeur d'une réduction du taux d'escompte de la Réserve fédérale, relancée la semaine dernière par M. Henry Kaufman, l'un des gourous de Wall Street, paraît s'estomper, tandis que les indicateurs économiques sont contradictoires : forte baisse des ventes au détail (mais les rabais sur

le crédit à l'achat d'automobiles sont terminés, ce qui affecte la vente) ; et augmentation de la production de la demande plus forte que prévu. Par ailleurs, la demande de dollars pour des usages commerciaux est toujours abondante.

En Europe, le niveau élevé des taux d'intérêt en France continue d'attirer les capitaux étrangers, et la Banque de France doit acheter des dollars, et surtout des marks, pour soutenir la monnaie allemande et l'empêcher de glisser au-dessous de 3,0470 F. Mardi et mercredi, elle a ajouté respectivement 1 milliard et 2 milliards de marks à ses réserves, soit l'équivalent de 9 milliards de francs. Inutile d'en chercher la trace dans son bilan : ils sont camouflés quelque part.

A la veille du week-end, le franc a légèrement faibli en début d'après-midi sur l'annonce d'un remaniement ministériel, mais il s'est rapidement raffermi lorsque son ampleur — modeste — a été connue.

Quant à la diminution-surprise de 3/8 de point du taux d'intervention de la Banque de France, qui, rétrogradement, va diminuer l'attrait des placements en francs, elle n'a guère ému les étrangers. Une hausse du taux d'intérêt inquiète souvent lorsqu'il s'agit de défendre la monnaie, mais une diminution rassure plutôt : « S'ils réduisent, c'est qu'ils n'ont pas peur ». Tout cela finira, évidemment, par un ajustement du Système monétaire européen après mars 1986 : ce sont les Allemands qui le décident...

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 NOVEMBRE AU 15 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	1,4225	—	13,5235	46,5765	36,1825	1,8886	33,9998	6,8566
New-York	1,4148	—	12,4882	46,2962	36,8589	1,8825	33,7723	6,8564
Paris	11,3386	8,8975	—	375,97	376,71	15,8743	276,43	4,5183
Zurich	3,8541	2,1470	26,8970	—	11,9779	4,6548	72,8043	1,2151
Bruxelles	3,8585	2,1688	26,9752	—	12,2074	4,6662	72,8483	1,2182
Frankfurt	3,7255	2,1390	32,7990	121,96	—	4,2461	88,8998	1,4827
Amsterdam	3,7285	2,2275	32,8127	121,64	—	4,2463	88,7669	1,4819
Bucarest	75,3174	54,25	6,0312	24,6623	282,176	—	17,9552	2,9966
Stockholm	1,1178	1,12	6,6188	24,925	26,136	—	17,9398	2,9966
Oslo	4,1390	2,9498	36,5117	137,35	112,68	5,5694	—	1,6489
Copenhague	4,1927	2,9610	36,9781	137,88	112,69	5,5741	—	1,6700
Helsinki	25,1536	17,07	221,29	833,01	674,68	33,3711	999,19	—
Taipei	25,1536	17,07	221,42	828,83	674,78	33,3772	998,76	—
Tokyo	289,91	283,80	25,5228	94,9231	171,68	3,5889	69,1882	8,1195
	291,83	286,10	25,7587	95,4169	172,495	3,5798	72,8483	8,1165

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 novembre, 3,9181 F contre 3,8852 F le vendredi 8 novembre.

Marché monétaire et obligataire

Relance par la baisse des taux

Le marché obligataire de Paris a reçu un bon coup de fouet avec la baisse surprise du taux d'intervention de la Banque de France (voir page 11) : 3/8 de point, c'est beaucoup, et c'est inattendu. En fait, le gouverneur, M. Caradessus, lorsqu'il avait réduit ce taux d'un quart de point le 17 octobre dernier, à la faveur d'un « bon » taux d'inflation (0,1 % en septembre), avait bésé à diminuer d'un demi point. Mais il fallait en laisser pour le mois suivant : c'est fait, et même un peu plus.

Conséquence, les rendements sur le marché secondaire ont repris leur baisse, 10,48 % contre 10,55 % pour les emprunts à plus de sept ans, 10,50 % contre 10,46 % pour ceux à moins de sept ans, et 11,61 % contre 11,70 % pour le secteur public, selon les indices Fauriol. Cette désescalade a favorisé le placement des émissions nouvelles, à commencer par la tranche d'obligations assimilables au Trésor, annoncée la semaine dernière.

Emise sur quinze ans, à 10 % facial et 95 % du nominal, soit un rendement actuariel de 10,50 % environ, ces obligations ont été, pour la seconde fois depuis juillet dernier, mises en adjudication. L'ouverture de plus fermée, jeudi, à la Caisse des dépôts, a permis au Trésor, sur 8,55 milliards de francs de sousmis-

sions, de recueillir 7,55 milliards de francs, ce qui porte à 75,05 milliards les capitaux levés par l'Etat depuis le début de l'année. Le prix limite retenu a été de 93,9 %, le prix tournant autour de 94,1 %, 94,39 %. Ce qui signifie que la commission de placement a pu aller jusqu'à 1,30 % (0,9 % en moyenne), ce qui a agréablement surpris le marché : le Trésor devient libéral, acceptant de payer quand il faut.

Heureusement, car avant l'adjudication, l'accueil était plutôt frais et c'était même la « colle », comme pour le grand emprunt d'Etat de septembre, de sinistre mémoire : le rendement offert, 10,5 %, étant inférieur à celui du marché secondaire (10,6 %). Après l'adjudication (rendement majeur porté à 10,6 %) et le coup de fouet de vendredi aidant, la tranche d'OAT se place bien sans plus.

La faveur allant aux émissions à taux fixe, celles du Comptoir des entrepreneurs (500 millions de francs à 11,6 %) et de Crédit (340 millions de francs à 11,4 % facial et 11,61 % actuariel) se sont envolées comme des petits pains. On attend un CEPME.

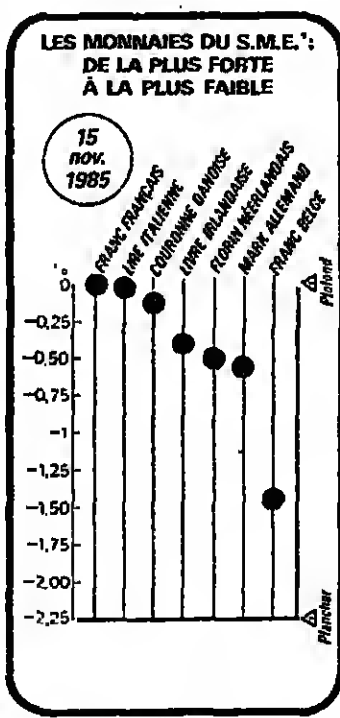
L'Agence française hypothécaire recherche une sœur gauloise pour Fanny Mac, titrait, mercredi, notre confrère le Financial Times.

L'agence, c'est la nouvelle Caisse de refinancement hypothécaire, présidée par Georges Plescoff, et Fanny Mac, c'est la célèbre et toute-puissante Fédération Nationale Mortgage Association, chef de file de l'édit hypothécaire aux États-Unis. Avec ou sans nom gaulois, la Caisse va lancer son premier emprunt suivant la procédure « à jet continu », c'est-à-dire tous les mois ou tous les quinze jours, comme la CAECL, avec un programme de 15 milliards de francs pour 1986.

Pas de fioritures ni de gadgets, a claironné M. Plescoff : afin de séduire les particuliers aussi bien que les institutions, un bon taux fixe classique à douze ans, remboursable *in fine* à 10,90 % nominal, et porteur d'émissions, soit au rendement actuariel de 11,36 %, avec garantie « pierre », des hypothèques de premier rang, et la garantie de l'Etat.

A priori, l'accueil est bon. On parle de « superbe introduction », surtout avec le fameux coup de fouet, on attend 1,5 à 2 milliards de francs (il y aurait pour 5 milliards de demande), et la première cotation aura lieu début janvier (on paie le 2 décembre, jouissance le 30 décembre). M. Plescoff voudrait arriver à constituer les plus grosses « lignes » de la cote, une véritable référence pour le marché.

F. R.



هكذا من الأصل

Le Monde

LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DU PARTI RÉPUBLICAIN DANS LE VAR

Entre « Albert » et Dupont-la-Joie

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, s'est rendu à Toulon pour le lancement de la campagne électorale du 16 mars 1986, à l'occasion de la tenue de la conférence nationale de la région.

De notre envoyé spécial

Toulon. — Une chose est sûre. Voilà une campagne qui promet. Mais quoi au juste ? Deux hypothèses sont permises après la riche et complète présentation à laquelle ont procédé, pendant deux jours, M. Léotard, tous ses collaborateurs et involontairement — un échantillon de son électoral.

Où bien « Albert » sortira plus ou moins grand vainqueur et, en tout cas, remarquable artisan de cent vingt journées de fièvre et de travail et de leurs conclusions du 16 mars prochain. Ou bien, si ce n'est lui, ce sera Dupont-la-Joie, héros bien vivace d'une certaine France.

Explications nous, « Albert », c'est un logiciel informatique. Le 15 novembre était le jour de la fête de ce saint, d'où ce baptême de l'ordinateur et de circonstances accordées par ses pères et parrains, techniciens et politiques, pour donner chair à ce qui ne serait autrement qu'un abstrait codé pour initiés.

Il a l'air costaud, « Albert », « outil d'aide à la campagne électorale » varoise du PR, conçu par la société et conseil en communication informatique, dont M. Léotard fait le fer de lance de la joute électorale qui s'engage.

« Imaginons... »

D'innombrables données démographiques, sociales, économiques, statistiques, sur chacun des cantons, ont été regroupées et absorbées par ce programme.

Résultats électoraux, renseignements d'ordre politique remontant jusqu'aux résultats des législatives de 1968 ont bien sûr été intégrés à cette somme de chiffres et pourcentages. « Albert » a encore bien d'autres ressources : thèmes politiques de campagne, corpus de phrases juridiques, échantillons de petites phrases et autres déclarations plus ou moins bien senties des grands acteurs de la scène politique sur les sujets les plus divers.

« Albert » a même digéré le français quotidien : les deux mille mots que tout un chacun comprend. Ne dites pas « obsoleète » si vous voulez vous faire entendre de votre électeur. Dites, « périmé ». Bref, parlez lui comme M. Fabius à Jean Lanzi.

Tout cela, « Albert », le sait et l'affiche en clair sur écran, si vous cassez dans le bon sens son clavier.

Attention contre le train Moscou-Berlin-Paris. — Un attentat, probablement d'origine politique, a été commis à Berlin-Ouest dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 novembre contre le train Moscou-Berlin-Paris, sans faire de victimes, mais causant des dégâts matériels qui ont retardé le train de quatre heures. Le convoi a été stoppé et endommagé par un barrage de poutres et de bidons d'essence déposés sur la voie par des inconnus, à Berlin-Ouest. — (AFP)

Mais tout cela d'en fait, après tout, les circonstances électorales proportionnelles, étant ce qu'elles sont, qu'un vulgaire Karpov de la diquette. S'il faut Karpov l'« Albert » de Toulon, que M. Léotard rêve d'exporter dans tous les départements ou l'UDF se laissera toucher par sa grâce, c'est qu'il a d'autres tours dans son sac.

Il simule « Albert », si ou le pousse. Il fournit modèles, éléments de stratégies, les grandes et les locales, et autres matériaux pour redresser la barre pré-électorale pousser la nef du Parti républicain vers plus loin et la charger d'autant d'élus que faire se pourra.

« Imaginons par exemple, ce qui est une hypothèse, mais pas si fautive que cela, à dire finement en sortant un petit papier de sa poche, et aussitôt transmis à « Albert », M. Gérard Ayache, d'Alfomérie. « Imaginons que l'UDF obtienne pour les législatives 155 000 voix, le RPR 56 000, le PS 80 000, le PC 48 000 et le Front national 28 000, 8 000 suffrages allant vers divers listes. Sur 7 sièges, l'UDF en obtiendrait alors 3, le RPR 1, le PS 2, et le PC 1. Combien de suffrages nous faut-il pour obtenir un quatrième siège ? »

Pas triste, la fête

M. Ayache l'a demandé à « Albert » qui ne s'est pas fait prier et, en bon serviteur, n'a pas pipé mot au sujet du relatif optimisme de l'estimation en ce qui concerne l'extrême ou les extrêmes droites varoises. 5 000 voix donneraient un siège de plus à l'UDF, un déclin du PS, a fait aussitôt savoir « Albert ». Bon. On prendra ces voix ? Le grand jeu ne fait alors que commencer. On cherche, par exemple, dans quel canton l'UDF obtient les scores les plus faibles. On croise ces données avec les abstractions électorales de population. Ainsi s'élaborent les stratégies fines, pointues, qui permettent d'aller chercher les bonnes voix potentielles manquantes et décisives là où elles sont.

Formidable, non ? Même si l'on se précipite soudain à craindre l'impure hypothèse d'« obsoleète » que tout cela d'abouisse au besoin qu'à envoyer éventuellement au bon endroit les bons vieux autobus qui ramassent, le grand jour venu, les braves petits vieux quelquefois si amnésiques sur le bon choix à accomplir pour la France. Un résultat qui serait bien trivial pour un « Albert », on en conviendrait.

Mais, sérieusement, il reste qu'« Albert » a de la ressource, qu'il en aura sans doute de plus en plus, alimenté par les données évolutives de la campagne dans son déroulement et qu'il peut donner de sérieux coups de main.

L'électeur qui croit échapper aux mailles du filet ne sera pas perdu pour autant. Il pourra être rattrapé au coin de la rue, par un mur d'images, ou au coin du feu. Car les vidéo-clubs amis se feront les précieux prêteurs de cassettes démonstratives réalisées par et pour l'équipe libérale.

Hélas, si « Albert » fait moderne, efficace et professionnel en diable, à première vue au moins, il ne sera pas seul à la barre. On l'a bien vu et entendu (même s'il était difficile à la longue d'en croire ses oreilles) jeudi soir. C'était au terme d'un banquet-présentation à l'américaine des candidats des deux listes, dans l'enthousiasme de la « fête des libéraux ». Pas triste, la fête !

En guise de premier hors-d'œuvre, les quelque 850 militants présents avaient eu droit au discours d'usage. Cordial et madré, M. Maurice Arreckx, président du conseil général, numéro deux sur la liste des législatives, avait déclaré, soulignant l'enthousiasme : « Il est grand temps que le Var ait au moins un ministre. François Léotard. Et s'il en a deux, tant pis ! » Les moins avertis auront cru qu'il prêchait *pro domo*, alors que l'ancien maire de Toulon rêve de devenir sénateur, un peu plus tard.

Mais, à la fin, avec les choux à la crème, on passe aux choses plus sérieuses, qui avaient pour ambition d'être les plus gaies. Grâce à un spectacle de cabaret obligamment prêt par un établissement local. Et là, le militant, une fois dégagé le terrain à l'aide de quelques plaisanteries salaces bien de chez nous, en a en pour son argent. On lui a parlé des « autres ». Et comment ! En contrefaisant Frédéric Mitterrand en « folle » cinéphilie et curieuse de films pornographiques spéciaux. Louguement.

En produisant ensuite un échantillon inimitable qui, dans le salade (cocarde) maghrébin, le mille et Une Nuits de bougonne porno, leur en a redonné, aux militants, dix platées plutôt qu'une.

Allez, pas de fausse pudeur ! Il faut savoir qu'un échantillon de la France libérale — en l'occurrence dans les diquettes d'« Albert » ? — rit de bon cœur ou applaudit sans se faire prier à l'évocation de Zorro, héros mosquée, ou de « bite l'encadré ». C'est ainsi. L'honnêteté, oblige à dire que M. Léotard, visiblement fort gâté, attendait hors de la salle que cela se passe. Et qu'il préfère le lendemain de « excuses personnelles » pour les excès verbaux de la veille. Avant de passer à « Albert », celui des deux héros qui, bien sûr, a sa préférence.

MICHEL KAJMAN

M. Renaud de La Genière ancien gouverneur de la Banque de France se range dans l'opposition

Sortant de sa réserve et de son extrême discrétion, M. Renaud de La Genière, ancien gouverneur de la Banque de France de 1979 à 1984 et remplacé par M. Michel Camdessus, s'est rangé aux côtés de l'opposition.

Devant les clubs Perspectives et Réalités, M. de La Genière a présenté, mardi 12 novembre, des orientations fortes dans le domaine budgétaire souvent proches de celles de l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, qui l'avait nommé à la tête de l'Institut d'émission en 1974.

« Il faut, a déclaré l'ancien gouverneur, s'attaquer en priorité à la dépense et surtout à l'effort de la pression fiscale, surtout sur les entreprises ».

Selon lui, « il s'agit d'engager un processus significatif de réduction du déficit en francs courants, car tout est conditionné par la réduction des dépenses publiques ». Depuis 1982, le déficit budgétaire atteint en moyenne annuelle en France 150 milliards de francs.

L'assainissement budgétaire est devenu, a-t-il souligné, une priorité. Outre le poids de l'endettement, le déficit budgétaire, selon lui, des effets « déléteurs » : inflation aggravée, faible croissance, déficit extérieur accentué.

LES PRÉPARATIFS DU SOMMET DE GENÈVE

Moscou fait un geste en faveur de dix candidats à l'émigration mais s'attend à une rencontre « très difficile »

Où met la dernière main, à Genève, aux préparatifs du sommet Reagan-Gorbatchev, qui aura lieu mardi 19 et mercredi 20 novembre, les positions des deux blocs, et pour lequel près de quatre mille journalistes du monde entier sont attendus. Le président devait arriver dès ce samedi dans la soirée, et consacrer la journée de dimanche à une dernière séance de préparation avec ses conseillers. Quotidien soviétique, il est attendu pour lundi en fin de matinée. Les conversations devraient commencer mardi vers 10 heures au siège de la mission américaine.

Le Kremlin a fait un geste de bonne volonté, vendredi 15 novembre, en autorisant dix des quelques trente ressortissants soviétiques mariés à des Américains ou à des Américaines à émigrer pour rejoindre leur conjoint. Bien qu'aucun lien n'ait officiellement été établi entre cette mesure humanitaire, récemment réclamée par deux cents mem-

bres du Congrès américain, et le sommet de Genève, ou l'interprète soviétique, à Washington, comme un des éléments de la préparation psychologique de la rencontre par les Soviétiques.

Un « truc propagandiste »

Ceux-ci ont toutefois laissé prévoir, en particulier dans un éditorial de la Pravda, un sommet « très difficile », les positions des deux blocs étant, sur de nombreux points, « opposées, parfois de façon irréductible ». Notamment sur la question de l'initiative de défense stratégique du président Reagan (IDS), à laquelle, selon un sondage publié ce samedi par le Washington Post, 55 % des Américains seraient favorables, et 38 % hostiles (mais sept personnes interrogées sur dix estiment qu'un traité équilibré sur la réduction des armements est préférable à la réalisation de l'IDS).

L'OLP ET LE TERRORISME

M. ARAFAT : il aurait été « déraisonnable » d'exclure Israël de nos « opérations militaires »

M. Yasser Arafat a précisé, vendredi 15 novembre, que l'action militaire palestinienne s'étendait aussi bien au territoire israélien qu'à la Cisjordanie et Gaza (le Monde du 9 novembre).

Dans des déclarations publiées par le quotidien saoudien El-Charq El-Awsat, paraissant en Europe, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine a estimé qu'il aurait été « déraisonnable » que son mouvement « annonce la limitation de ses opérations à la Cisjordanie et à Gaza, alors qu'il ne reconnaît pas Israël ». Il a à cet égard déploré que M. Ossama El-Baz, conseiller du président égyptien, ait déclaré, « faussement », interprété la « déclara-

tion du Coire » par laquelle « l'OLP a annoncé l'arrêt des opérations militaires à l'extérieur ».

M. Arafat a tenu à faire une distinction entre la « résistance » (à l'occupation) et le « terrorisme », soulignant qu'il avait « personnellement toujours rejeté toute forme de terrorisme ». Il a enfin rappelé que le Conseil national palestinien « avait déjà adopté, en 1974, une résolution rejetant le terrorisme » et affirmé qu'il n'y avait « rien de nouveau » dans la déclaration du Coire, si ce n'est « le moment et le lieu choisis pour mettre un terme à la campagne de délégitimation de l'OLP par tous ses ennemis en même temps ». (AFP)

La catastrophe du puits Simon

LA CGT MET EN CAUSE LA DIRECTION DE CHARBONNAGES DE FRANCE

M. Augustin Dufresne, secrétaire général de la Fédération du sous-sol CGT, a mis en cause, le vendredi 15 novembre, la direction de Charbonnages de France (CdF), après la catastrophe du puits Simon, qui a fait vingt-deux morts et cent trois blessés en Lorraine, le 25 février dernier. Tirant arguments du rapport « accablant » que les experts viennent de déposer sur le bureau du juge d'instruction, la CGT signale « des défauts dans l'organisation de l'exploitation » et « de graves manquements au règlement » : le chantier ne disposait pas de GTM (détecteurs de gaz) obligatoires dans ce type d'exploitation ; aucune visite du chantier, imposée par le règlement après un arrêt prolongé de travail, n'a été faite.

En outre, selon la CGT, des défauts d'équipement d'un ventilateur ont été enregistrés, les arrêts de barrage, qui permettent de limiter la propagation du coup de grisou, n'étaient pas en nombre suffisant. Personne n'était équipé d'un grisoumètre (équipement individuel de détection).

Pour la CGT, c'est la politique générale de la direction « qui aboutit au mépris des règles de sécurité » et non des négligences au niveau local. Aussi le syndicat demande-t-il des inculpations pour « homicide et blessures par imprudence » au niveau de la direction générale de CdF, de la direction du bassin et de celle du siège.

« Ariane lancera le satellite luxembourgeois ». La société ArianeSpace a été choisie par la Société européenne de satellites (SES) pour le lancement, au printemps de 1987, du satellite luxembourgeois GDL. Un engin de 1817 kilos doit être construit pour le consortium luxembourgeois par la société américaine RCA Astro Electronics ; il comportera seize canaux de télévision. Malgré les dénégations des Luxembourgeois, ce satellite pourrait faire une sérieuse concurrence aux projets de satellites à forte puissance TDF1 (français) et TV Sat (allemand), ainsi qu'aux satellites de faible puissance — de type ECS — de l'organisation européenne Eutelsat. Celle-ci vient de lancer un avertissement aux Luxembourgeois, estimant que leur projet GDL causerait à l'organisation européenne « un préjudice économique grave » (le Monde du 16 novembre).

M. GEORGES MARCHAIS

invité du Grand Jury RTL-le Monde

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 17 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Marchais, qui considérera la liste du Parti communiste dans le Val-de-Marne dont il est député, répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Jacob du Monde et de Dominique Pestre et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Le numéro de « Monde » daté 16 novembre 1985 a été tiré à 480 637 exemplaires

A B C D E F G H

Aux Nations unies, les Etats-Unis ont explicitement approuvé, vendredi, la proposition française selon laquelle l'ONU pourrait organiser une conférence internationale sur « la relation entre le désarmement et le développement », comme M. Mitterrand en avait avancé l'idée en 1982.

A Moscou, des juristes soviétiques ont rejeté l'offre américaine de discuter avec le Kremlin d'un certain nombre de grands conflits régionaux, et qualifié cette proposition, faite par le président Reagan devant l'Assemblée générale des Nations unies le mois dernier, de « truc propagandiste ». A Genève, en revanche, le porte-parole du Kremlin, M. Zamiatine, a estimé, le même jour, que les Etats-Unis et l'URSS avaient « presque le même point de vue » sur l'utilité de développer les échanges culturels entre les deux pays. Sa conférence de presse a été interrompue par un militant du Mouvement pour les droits des Juifs en Union soviétique, qui a montré du matériel de propagande antisémite utilisé en Ukraine.

A l'occasion d'une visite en Allemagne fédérale, M. Zagladine, numéro deux du département international du PC soviétique, a proposé à Bonn, dans un entretien publié par le Hamburger Morgenpost, une « coopération scientifique étroite » avec Bonn si la RFA renonçait à participer à l'IDS.

Du côté occidental, on prépare également les suites immédiates à donner au sommet de Genève. A Washington, le département d'Etat a indiqué que les responsables des différents secteurs régionaux du ministère effectueraient des missions d'information dans les pays de leur ressort, pour informer les alliés des Etats-Unis des résultats détaillés de la rencontre. Les pays de l'alliance atlantique se réuniront d'autre part à Bruxelles, comme prévu, le 21 novembre, pour y entendre le président Reagan. Plusieurs d'entre eux seront représentés à cette réunion par leur chef de gouvernement ; ce devrait, en particulier, être le cas de la Grande-Bretagne et de la RFA. Pour la France, c'est M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, qui se rendra à Bruxelles. — (AFP, AP, Reuters)

(Lire notre dossier, pages 4 et 5.)

DÉCOUVERTE D'UNE COMÈTE

Un nouvel objet est à inscrire au catalogue des comètes : Ciffré p 1985, il est assés baptisé, car il a été découvert par M. Jacqueline Ciffré, du Centre d'études et de recherches géodynamiques et astronomiques associé au CNRS et à l'Institut national des sciences de l'univers, et parce qu'il est la seizième comète observée en 1985.

Ciffré est plus brillante (sa magnitude est de onze) que la comète de Halley, dont elle est proche. Elle se passe au périhélie (point de sa trajectoire le plus proche du Soleil), le 8 octobre, à environ 307 millions de kilomètres de l'astre.

Mais compte tenu de cette grande distance, on n'a pu détecter qu'un mois plus tard les gaz qui s'échappaient de sa chevelure. Fort heureusement, car si, comme on le croit, sa trajectoire est parabolique, on risque de ne plus jamais revoir Ciffré p 1985.

Sur

CFM

de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à St-Mazaire-La Baulle (94,8) à Limoges (102,1 MHz) à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 16 NOVEMBRE Allé « le Monde » 47-20-52-97

préparé par FRANÇOIS KOCH Les traitements du SIDA avec JEAN-YVES NAU et FRANK NOUHI

MARDI 19 NOVEMBRE « le Monde » reçoit HUBERT LANDAIS directeur des Musées de France avec PHILIPPE BOUCHER

DES VOYAGES A PRIX ASSOCIATIFS... APRES NEW YORK !

Exemple: PARIS MARRAKECH

A partir de 980F

54, rue des Ecoles. Paris 5^e 2, place Wagram. Paris 17^e

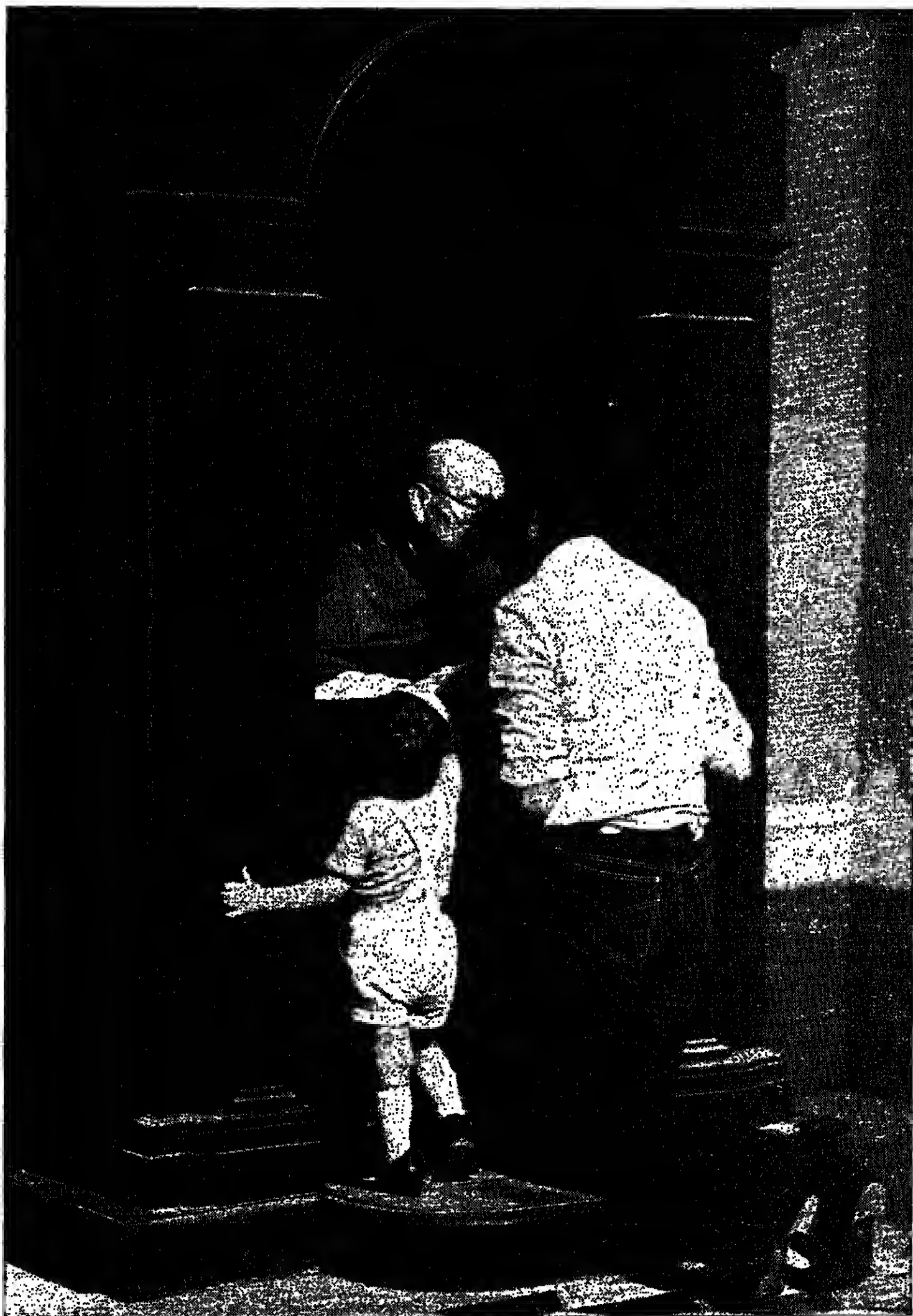
le point MULHOUSE

DÉPART TOUTS LES VOYAGES A PRIX DU 20.12.85 - 90 F COTISATION MEMBRE OBLIGATOIRE - ASSOCIATION SAVS BUT LUCAS - AGENCE N° 107571

مركز العمل

Le Monde AUJOURD'HUI

L'ÉGLISE 20 ANS APRÈS LE CONCILE



CONFESION, NAPLES, 1981. PHOTO GILLES NIGOULET.

Un synode en alerte.
Etat de l'Eglise catholique
en France (page III).

Les fidèles de Rome
dans le monde (page IV).

Entretien avec l'historien
Jean Delumeau (page V).

Les dix mots-clés
de Vatican II (page VI).

Soudain,
Jean XXIII (page VII).

Les deux croix
de l'Amérique latine.
Le témoignage
de Dom Helder Camara.
Les progrès du catholicisme
sur le continent
nord-américain, en Asie
et en Afrique (pages VIII et IX).

LE BALLON ROND DANS LES LUCARNES

Malgré les dramatiques événements qui ont encombré l'année footballistique dans le monde, le jeu du ballon rond retrouve peu à peu son calme et reprend des forces.

Sport-spectacle, il trouve le samedi 16 novembre son point maximal d'attraction avec la rencontre à Paris des équipes de France et de Yougoslavie pour la qualification à la Coupe du monde qui aura lieu en 1986 à Mexico. Défaite ou victoire, une grande gagnante assurée : la télévision.



هكذا من الأصل

COURRIER

SECRETS DU QUERCY

Un de nos lecteurs répond à la chronique de Bruno Frappat, intitulée « Cohabitation dans le Quercy », publiée dans le Monde Aujourd'hui daté 27-28 octobre.

Non, ce n'est pas si simple. La vie est plus complexe, même dans les « campagnes ». Même en cet admirable Quercy, rude, âpre, amer sous son air accueillant et charmeur.

Il y a la vérité journalistique, parfois réduite, comme ici sans doute, à un comportement observable, à un discours, à une attitude au sein du groupe humain dont on participe. Et il y a la vérité psychologique, celle de l'être qui vit et ressent secrètement le fil de son existence.

Ca qui cohabite en Quercy, comme ailleurs mais peut-être particulièrement ici où certains décors n'ont pas changé depuis la guerre de Cent Ans, ce sont bien les générations. Mais c'est au fond des coeurs que traditions et changements s'affrontent, sans tendresse. Le terrain de cette lutte nécessaire est toujours le secret de la vie intérieure.

Ecoutez ceci :

— Il a quarante ans. Il a repris, bien sûr, la ferme du père. Les générations semblent avoir bien vécu ensemble depuis quinze ans. Hélas ! la mère un jour est malade, gravement. Il sent faillir celle qui était depuis toujours, avant sa femme, son interlocutrice privilégiée. Il ne le supporte pas et, sans mot dire, un matin, se perd. On l'allonge en cette terre de ceuseuse qu'il a tant travaillée. Sa femme, désespérée et silencieuse, rentrera sa révolte pour ménager ses trois enfants. Révolte interdite contre cette inépuisable cohabitation qui fait qu'un fils reste un fils et s'épuise avant sa mère ;

Elle a cinquante-cinq ans et elle est la belle-fille. Rôles difficiles entre tous. L'affaire familiale tourne bien et elle y œuvre avec toutes depuis si longtemps. Un jour, parce que le fils, le sien, a programmé depuis toujours pour ça, hésite à reprendre l'affaire, elle est assaillie par l'angoisse. Et brutalement un

précaire et vétuste équilibre, de compromis et de silences, est rompu. Et la maladie dépressive envahit son être comme une marée noire les plages tranquilles. Elle supplie un soir : « Je ne veux plus supporter la grand-mère. Je ne veux pas devenir folle. » Elle en perdra son âme ;

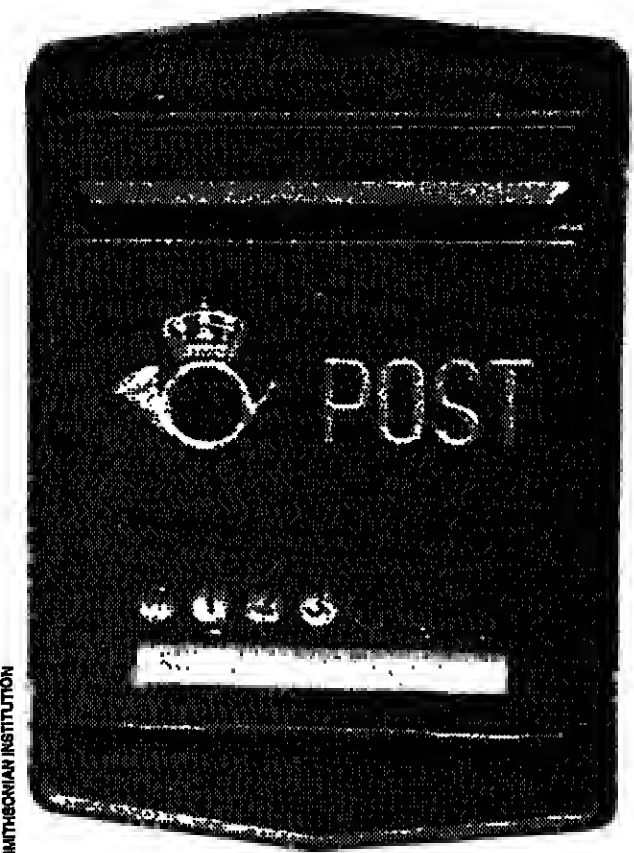
— Elle a vingt-deux ans et attend son second enfant. Elle couve dans la ferme familiale où son mari s'est fait gendre. Quand son fils grandit dans son ventre, elle y ressent surtout avec douleur et contractions le conflit qui oppose le père et le mari. L'accouchement sera dur. D'où viennent les douleurs de l'enfantement ?

Voilà trois situations de cohabitation rencontrées, vécues, vues de l'intérieur, en écho aux trois photographies que votre correspondant a prises sous le ciel du Lot. Elle n'est pas simple, non, la cohabitation. Il faut dire aussi combien souvent elle est douloureuse. D'une douleur qui n'a souvent pas d'endroit pour se dire, sauf en maladie, hélas ! quand la coupe est pleine. Je sais une maison où vivaient, il n'y a pas si longtemps, cinq générations. Oui, cinq ! Oui, c'était admirable et reconfortant... pour les vieux. Mais que de teneurs, dans cette « super-famille » extra-nucléaire et extraordinaire !

La cohabitation est en fait, souvent, une exigence économique de l'heure où elle n'est plus, loin s'en faut, une exigence psychologique dans notre culture individualiste. Là encore, l'homme devient prisonnier des conditions du marché. Des conditions qui, de AEC en sociétés, de patrimoine à légier en capital à thésauriser, sont souvent les alliés objectifs d'un désir parental de rassemblement et de programmation d'enfants rendus trop éreintés pour aller voir ailleurs.

La cohabitation est toujours pour l'un ou pour l'autre un enfermement. Collaboration, peut-être, cohabitation, non.

Dr JACQUES BOULANGER (Souillac).



Boîte aux lettres norvégienne.

AH ! LES BEAUX CHARS !

Parlant de nos forces blindées, le général Arnold aurait dû reprendre le discours du général Weygand, en juillet 1939 : « L'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire... Elle possède un matériel de première qualité... Si l'on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons. »

Ces propos avaient réjoui le pays ; ils avaient rassuré nos alliés ; sans doute avaient-ils terrorisé nos adversaires ; le gouvernement en avait été fort heureux, et leur auteur devint même généralissime.

On connaît la suite. Du moins le devoir de réserve avait-il été respecté et le conformisme officiel satisfait. Ce n'était pas rien. Où irait l'Etat si un quelconque responsable pouvait, en disant la vérité, ébranler les idées reçues et l'ordre établi ? Cette exigence transcende les différences politiques, survit aux changements de régime et assure la stabilité de la société. Tous les gouvernements se doivent de la satisfaire ; en frappant le bavard avec rigueur, le nôtre a su montrer qu'il avait le sens de la tradition républicaine.

M. GROSODIER DE MATONS (Washington).

RÉSERVISTE
DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Quinze ans d'activité aux Etats-Unis, bilingue, M.B.A. — portrait d'une brillante réussite ? Non, d'un homme sans emploi. Pourquoi ? cinquante-cinq ans. A cet âge, votre curriculum vitae part directement au panier chez les chasseurs de tête.

A cinquante-cinq ans, les sociétés n'embauchent pas, elles débouchent. Au Centre français du commerce extérieur, on vous éconduit en suggérant de vous adresser aux chambres syndicales professionnelles. Double échec au ministère du commerce extérieur. Même scénario au patronat français.

Vos relations hochent la tête en disant que seul le hasard et/ou les appuis peuvent donner un résultat. Bref, toutes les portes sont fermées.

Et pourtant. Le commerce extérieur de la France connaît un déficit inquiétant. Statistique ahurissante : nous exportons plus vers le Benelux que vers les Etats-Unis. Nous avons un besoin criant de nous internationaliser. Expérience, compétence, contacts en pays anglo-saxons sont vitaux et rares. Face à un interlocuteur étranger, les années sont un atout. Une personne même inspire confiance par son rang présumé, ses responsabilités, son pouvoir de décision. Toutes ces armes restent au placard dès qu'elles appartiennent à un quinquagénaire. Le mur de l'âge provoque un gâchis impardonnable sur le champ de bataille international où se joue la survie de notre pays (...).

C. MOSSERI-MARLIO (Paris).

TRAVAILLER APRÈS LA RETRAITE

Dans le courrier du Monde Aujourd'hui, daté 3-4 novembre, M^{me} Rousseau donne une fois de plus la réplique à propos des cumuls de retraite et de salaire.

M^{me} Rousseau n'omet qu'une chose : son mari était officier, mais elle était professeur. Ne peut-on en déduire qu'elle bénéficie à la fois de la pension de réversion de son mari et de sa propre retraite, intégrale ? N'y a-t-il pas cumul ?

La plupart des officiers, s'agissant surtout de ceux qui, aujourd'hui, se retrouvent à la retraite avec un second emploi, ont bouffiné de par le monde, faisant sur les théâtres d'opérations extérieurs leur devoir de soldats, laissant en métropole leur épouse se débrouiller seule. M^{me} Rousseau est une exception : rares sont les épouses qui ont travaillé. Et si la mère vient à disparaître, que leur restera-t-il ? Deux retraites à 50 %, dont l'une, au moins, proportionnelle et très partielle, alors que le

plupart des ménages d'aujourd'hui bénéficieraient, le moment venu, de deux retraites complètes, car les deux époux auront séparément travaillé.

Si l'épouse n'a pas d'emploi et n'en a jamais eu, où est le cumul au niveau du ménage ? Et quelle place a été prise à un chômeur ?

Les mesures anticumul envisagées frapperont donc tout spécialement les veuves.

Il semble que l'équité voudrait qu'il en soit tenu compte, d'autant que les cas sont nombreux d'enfants encore en apprentissage ou en faculté alors que le père a passé les soixante ans... Quand ils ne sont pas au chômage — sans allocation — ... et à la maison.

Et, dans ce dernier cas, le percepteur ne veut pas le savoir.

PAUL MANISSIER, officier en retraite (Bourg-en-Bresse, Ain).

LA THÉBAÏDE DE CANISY

DANS l'ovale doré de leurs beaux cadres, les onctueux paraissent n'en croire ni leurs yeux ni leurs oreilles. Par quel étrange et tortueux chemin les âmes muets de la famille de Kergorlay se trouvaient-ils confrontés, sans l'avoir recherché, à cette délégation de la — comment dirais-je ? — République populaire de Chine ? Par quel funeste retournement de l'échec public étaient-ils soudain contraints à cette confrontation, eux qui résidaient là depuis le dix-huitième siècle sur la rive dextro-côtée du fleuve à la teinte convenable où les avait placés un peintre anonyme et distingué ?

A vrai dire, ils feraient de la figuration ces gens d'élite, comtes et comtesses d'antan, figés pour l'éternité raide, respectables et sans voix. Dans le salon de musique qui fait l'angle du château de Canisy, à quelques kilomètres de Saint-Lô (Manche), le soleil matinal entrainait délicieusement par trois fenêtres. Les prudents s'étaient mis sur la trajectoire de ses rayons, premières caresses tièdes. Les premiers arrivés s'étaient placés près de la cheminée où l'on venait de ranimer, par deux solides bûches, un feu qui ponctuait la conversation et tentait de réchauffer ce lieu vaste, beau, mais froid.

Eventail

Nos Chinois, ponctuels, au nombre de cinq, s'étaient placés en éventail autour du chef de leur délégation. M. Chai Zi Min, âgé de soixante-quinze ans, vétéran de la Révolution, eut naguère le redoutable honneur d'être le premier ambassadeur de la Chine populaire aux

Etats-Unis. Aujourd'hui, M. l'ambassadeur, qui dit ne parler ni ne comprendre l'anglais, est vice-président de l'Institut de politique étrangère de son pays. Il est entouré de quatre experts, un peu plus jeunes que lui. Leur front face une douzaine de Français : responsables de l'ASPEN-Institut — section française d'un organisme américain d'échanges, de contacts et de réflexion, qui réunit des jeunes « décideurs », — la puissance invitante, des dirigeants d'organismes d'Etat, le châtelain, M. Denis de Kergorlay — on revivait sur le destin de ce comte hors normes, — des hommes (et des femmes) d'affaires, quelques artistes et gens de plume.

Par les croisillons des vastes fenêtres on voit scintiller les feuillages jaunes et roux des beaux arbres du parc. Le vent venu de la mer nettoie le ciel. Mais l'heure n'est pas à la contemplation. Le piano (de marque japonaise) sur lequel un jeune et talentueux pianiste, Jean-Louis Huguemauer, interprète hier soir du Chopin, du Debussy et du Moussorgski, est fermé. Ce matin, M. l'ambassadeur n'aura pas à redouter ce récit où on le vit tellement pénétré de sentiment esthétique qu'il parut, furtivement, tenté de s'en échapper par la manière qu'ont les vieilles personnes (yeux fermés) d'attendre que cela se passe. Qu'elle dut lui paraître longue à se refermer cette « porte de Kiev » qui clôt, c'est le cas de le dire, les « tableaux d'une exposition » !

Mais la Chine est courtoise et applaudit longuement l'interprète soutenu, il est vrai, par un public où l'Occident dominait, réellement ému.

Fermé le piano noir, très beau sur le fond gris des murs, s'ouvre le temps des débats. L'ambassadeur questionne. Un jeune Chinois, qui fait ses études à l'Ecole nationale d'administration à Paris, traduit les questions que se pose — et nous pose — la Chine : un, qu'en est-il des relations entre l'Union soviétique et l'Europe de l'Ouest ? Deux, quel est des relations avec les Etats-Unis ? Trois, parlons aussi des relations Nord-Sud. Beau programme ! Il faudrait mille ans pour commencer à le défricher. Au moins ne risquerait-on pas, en deux heures d'horloge, pour ce menu copieux, planétaire, de se perdre dans les détails... Sous les lambris, sous le lustre de Venise qui trône au milieu du salon gris, la France, par divers interlocuteurs compétents, répond aux questions de la Chine. Parfois, au milieu des murmures qui s'échangent, on entend dans le parc des cris joyeux d'enfants qui jouent à cache-cache, ou s'amuse à la guerre.

« Il y a deux siècles »

Tableau surréel. Les cinq Chinois, de gris ou de noir vêtus, presque tous voûtés, sont venus du fin fond de la Chine au fin fond de la Manche, dans cette demeure d'un autre temps, témoins d'un monde qui, malgré son « ouverture », reste nimbé de mystère. Et hâtes d'une monde qui tente d'associer la modernité des conversations, des fonctions et des comportements, à l'héritage des siècles. Après deux nuits au château, ils seront repartis comme ils étaient venus, dans un minibus, destination Paris, puis Amsterdam, Berlin, l'Italie et la Chine au bout du chemin. Voyage

dans l'espace et dans le temps : au cours d'un toast final, l'ambassadeur remercia le comte de Kergorlay de lui avoir permis « de se rendre compte comment vivait l'aristocratie, dans notre pays, il y a deux siècles ».

C'est qu'il a du bon, le système féodal lorsqu'il laisse de telles traces que le château de Canisy ! Nos rêves les plus fous, nos plus beaux ébauches imaginaires sont des baranquements sordides si on les compare à Canisy. Ses formes diverses, ses variations étonnantes la sévérité du granite qui servit à construire le château. Il est long, anguleux, mais ponctué de tours, de pignons, de portiques d'élévation variable. Un étang le baigne au nord-est. Au couchant, il est bordé de bois où serpente un sentier de grande randonnée. Dans les clairières d'un vert à faire pâlir les victimes de la sécheresse, on croise des vaches plus normandes que nature. Une carte postale absolue.

Le régent de ce royaume — gérant de cette fortune — est un homme jeune qui ressemblerait à Jimmy Connors si Connors savait sourire. Denis de Kergorlay, âgé de trente-huit ans, célibataire mais charmeur, a eu un itinéraire quelque peu éhahuté. Militant écologiste à l'heure où il fallait l'être — au grand dam de sa famille traditionaliste — il a fait Sciences Po avant de faire mine de préparer le concours d'entrée à l'ENA. Elève d'une Business School aux Etats-Unis, il en rapporta le dégoût des affaires et la passion de l'Amérique, une fascination pour « la révolution de la jeunesse : lutte contre la guerre du Vietnam, écologie, pop-music ». Rien de bien convenable pour l'ainé d'une famille qui, adolescent,

l'été, était accueilli à la gare de Lison par le chauffeur de sa grand-mère à bord d'une solennelle Bentley et se voyait servir à table par un valet en livrée à peu près aussi vieux que la demeure qui l'ennuyait.

Il tourne longtemps autour du pot, Denis de Kergorlay. On le retrouve, dans les années 76-78, attaché culturel en Thaïlande. Plus tard, il sera banquier, pendant neuf mois. Inscrit chez des « chasseurs de têtes » il est à deux doigts d'accepter un travail ébœufant marchant d'armes. Rude reconversion pour un lecteur de Charlie Hebdo, militant tiers-mondiste, et actif à l'association Médecins sans frontières (dont il est le trésorier depuis 1982).

Le comte et maire

Le château, quand il était jeune, lui apparaissait comme « la partie émergée de l'immense iceberg du grand capital ». Il s'y ennuyait et n'en revenait point. Le sort en décida autrement. A la mort de son père, en 1976, il fallut choisir. Ou le château serait cédé — via son frère plus jeune, moins intéressé — aux amis de Mgr Le Febvre, ou il s'en chargerait, tentant de lui donner vie. Le droit d'aînesse aidant, les intégristes ne s'installèrent pas à Canisy.

Que faire de l'encombrant trésor ? Comment apaiser le reste de mauvaise conscience du généreux jeune homme, bénéficiaire de l'inégalité, placé sans l'avoir recherché à la tête d'une fortune accumulée de siècle en siècle ? Eh bien, il l'ouvrait, cette demeure. A ses amis. Aux amis de ses amis : pas de clientèle on invite. Il s'équipa pour les accueillir, de week-end en week-end. Il créait une As-

sociation des amis de Canisy (et bientôt une fondation). Il demanderait une contribution à ses hôtes. Et c'est ainsi que, depuis bientôt six ans, le château de Canisy voit se succéder, par grappes amicales, des bandes de quadragénaires parisiens — marmaille aux trousses — qui sont un peu chez eux, ici.

Hommes d'affaires, fonctionnaires de haut rang, musiciens (il y a toujours concert à Canisy), écrivains (plusieurs romans s'écrivent ici, d'autres s'y préparent), journalistes. On converse, on se promène dans le parc et les bois d'alentour, on vit superbement. On évite de convoquer des extrémistes, on tente de dissuader les raseurs de revenir, on accueille des groupes constitués. Lieu d'échange et de bonne compagnie, Canisy est une enclave (désuète ou futuriste ?) de tolérance et de goût dans un monde brutal. On s'y trouve, on s'y retrouve. Denis de Kergorlay a, enfin, trouvé sa voie : l'amitié communicative.

Au village il pousse ses pions. Il élut conseiller municipal, il vient (mai 1985) d'être élu maire. Son rival, un imprimeur passé au Front national, l'a traité de « millionnaire gauchiste ». Il le retrouvera sur sa route dans deux ans, car Denis briguera aussi le poste de conseiller général. Rempart contre l'extrême droite ? Au village, la gauche (ou ce qui en tient lieu) est un peu navrée de devoir « rouler pour le château » sous prétexte que M. le comte n'est pas réactionnaire. Il passe de plus en plus de temps ici. Lui qui n'aimait pas ce château, ses nombreux amis ont fini par le lui faire aimer. C'est leur manière de le remercier.

RELISE
ANS A

concile Vatican II
Eglise catholique
sont invités
au 8 décembre
concile.

ETAIT U

SYNODI
ALERTE

peu à peu, la
planète, ainsi
l'incroyance d
elle doit être
implémentée. Et
sainte, une fo
oratoire religio
tions sacerdot
que sa mort
moins en fait
permi les pres
tations, a de
différents diffé
cances politi
tudes.

La tentative
surgit
Vatican II a
comme un
monnaie d'éch
dans un autre
possible et a
bre d'événem
certains hauts
Vatican insti
tion du concil
des congrès et
de la curie, la
liturgie, plus
nement relig
ment politique

Mais la tr
pas été délé
l'élection de
très moder
aspects et, l
traditionnel
Jean XXIII ?
iniques, ont
ment publiq
mer aux gr
du concile. E
iques évoq
d'un Vatican

L'ÉGLISE 20 ANS APRÈS LE CONCILE

Vingt ans après le concile Vatican II, qui traça pour l'Eglise catholique la ligne d'un renouveau, deux cents évêques sont invités à Rome par le pape Jean-Paul II, du 24 novembre au 8 décembre, pour un synode extraordinaire. Vingt ans après le concile, l'heure n'est plus aux grandes réformes ni aux révisions majeures, mais à la réflexion et aux bilans.



IL ÉTAIT UNE FOI...

par Henri Tincq

VINGT ANS après Vatican II (1962-1965), l'Eglise catholique fait ses comptes. N'est-ce pas pour dresser un bilan de ce concile hors du commun que Jean-Paul II a convoqué à Rome, du 24 novembre au 8 décembre, un synode extraordinaire des évêques ? Bilan et perspectives, selon la formule consacrée...

Vingt ans, c'est une goutte d'eau dans vingt siècles d'histoire. Et pourtant... Jamais l'Eglise catholique n'avait autant changé en si peu de temps. Aucun concile précédent ne s'était engagé dans une œuvre aussi ambitieuse, que celle-ci.

Vatican II a été un coup de gong. Brusquement, l'Eglise semblait se réveiller, se

l'euphorie. On parlait du « printemps de l'Eglise », tous les espoirs étaient permis. Le contexte international encourageait à l'optimisme : en ce début des années 60, la guerre froide se « réchauffait », Américains et Soviétiques se lançaient à la conquête de l'espace, le niveau de vie des Occidentaux ne cessait de progresser...

Vingt ans après, où en est-on ? L'Europe est malade du chômage et une partie du tiers-monde crève de faim en direct, sur ses écrans. L'Eglise catholique s'est donné un pape polonais, mais le rideau de fer ne bouge pas. L'intégrisme musulman fait des ravages. Le Liban, symbole d'une cohabitation intercommunautaire, est exsangue. L'Eglise, qui glisse

UN SYNODE EN ALERTE

dépoussiérer et voir le monde avec d'autres yeux, grâce à l'intuition géniale d'un vieillard de soixante-dix-huit ans, Jean XXIII, qui la sommait de faire son aggiornamento. Ce mot intraduisible allait faire le tour de la planète et entrer dans les livres d'histoire.

En réalité, le changement avait timidement commencé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce concile était autant un point d'arrivée qu'un point de départ. Mais en débattant pendant quatre semaines successives avec de nombreux experts, devant des observateurs non catholiques et sous les projecteurs des médias, les évêques du monde entier sont allés plus loin que certains ne l'imaginaient. L'aggiornamento est devenu révolution.

Les changements extérieurs n'ont échappé à personne : voyages du pape dans tous les continents, liturgie plus accessible, abandon de la soutane par les prêtres... Mais, depuis Vatican II, l'Eglise catholique ne donne pas seulement une autre image d'elle-même : elle se voit autrement. Comme un « peuple de Dieu », gouverné de manière collégiale par le pape et les évêques, dans lequel les laïcs ont une place importante. C'est une Eglise plus humble, qui s'est rapprochée des autres confessions chrétiennes, reconnaît la liberté de conscience et se déclare « au service du monde ».

Le concile avait eu lieu dans l'enthousiasme, au bord de

peu à peu vers le sud de la planète, constaté la mortée de l'incroyance dans les pays où elle était traditionnellement implantée. Elle nota, impuissante, une forte baisse de la pratique religieuse et des vocations sacerdotales, n'aperçoit que sa morale sexuelle est de moins en moins suivie, même parmi les pratiquants. Le christianisme a éclaté. Il est vécu différemment selon les tendances politiques et les latitudes.

La tentation d'un retour en arrière surgit alors. Effacer Vatican II et recommencer comme avant ? Seule une minorité d'intégristes, vivant dans un autre siècle, le croient possible et souhaitable. Nombre d'évêques, en revanche, et certains hauts responsables du Vatican estiment que l'application du concile a donné lieu à des excès et qu'il est urgent de corriger la trajectoire : pour la liturgie, par exemple, l'enseignement religieux ou l'engagement politique.

Mais la trajectoire n'a-t-elle pas été déjà modifiée depuis l'élection de Jean-Paul II, pape très moderne par certains aspects et, par d'autres, plus traditionnel que Paul VI et Jean XXIII ? Certains évêques, inquiets, ont cru devoir réaffirmer publiquement leur attachement aux grandes orientations du concile. Et, déjà, des catholiques évoquent la nécessité d'un Vatican III...

ROBERT SOLÉ.



Mgr Poepard, recteur de l'Institut catholique de Paris, accueille Jean-Paul II, le 31 mai 1980, lors de son séjour à Paris.

« **QUELLE** est votre religion : catholique, protestante, autre, sans religion, sans réponse. » 79 % des Français interrogés répondaient en 1981 « catholique ». Mais 13 % seulement disaient aller à la messe le dimanche. Toute photographie des catholiques de France, vingt ans après le concile, est dominée par ce décalage entre une identification qui est restée forte et des modes d'appartenance qui ont beaucoup changé.

L'assistance à la messe n'est plus une obligation que pour une petite minorité d'entre eux : or la proportion des fidèles se rendant chaque dimanche à l'église était encore de 23 % à 28 % dans les années 1965-1972. Même déaffection pour les sacrements : neuf enfants sur dix nés en 1958 étaient baptisés. Depuis 1980, le pourcentage des baptêmes par rapport aux mariages n'est plus que de deux tiers.

80 % des mariages en 1963 avaient lieu à l'église : ils n'étaient plus que 61 % en 1981. Enfin, c'est bien connu, les catholiques ne vont plus beaucoup se confesser : 70 % avaient ne se rendre jamais au confessionnal en 1983 contre 37 % seulement en 1952.

En vingt ans, le rapport à la religion a changé du tout au tout. On continue de se dire catholique — par habitude, par besoin d'identité, de racines — mais on ne fréquente plus l'église ni les sacrements qu'elle propose. Toutes les enquêtes d'opinion soulignent le rejet des prescriptions de l'Eglise dans le domaine de la morale, de la vie sexuelle et conjugale. « Les Français aménagent de plus en plus leur rapport personnel au catholicisme », explique Jean-Marie Donegani, sociologue au CNRS, auteur d'une vaste enquête sur « Les catholiques français », à paraître début 1986. « Ils choisissent, dans l'ensemble des rites, des dogmes et des prescriptions de l'Eglise, ce à quoi ils entendent se conformer et ce à quoi ils se refusent » (1).

Un tel phénomène est à rapprocher de la « privatisation » générale des comportements, mais n'est pas non plus étranger à une interprétation du concile comme une sorte d'affranchissement par rapport à toute une série d'usages ou d'interdits liés à l'Eglise catholique.

Parallèlement à la baisse des pratiquants, on a vu grossir le nombre des chrétiens préoccupés

par l'avenir de l'Eglise. Libération pour les uns, le concile a en pour d'autres un effet de réappropriation. On n'a pas tort d'opposer la crise quantitative du catholicisme français à la vitalité d'un laïc qui s'est beaucoup engagé, ces dernières années, dans des tâches locales d'animation : célébration liturgique, encadrement des aumônières scolaires ou hospitalières, enseignement du catéchisme, préparation aux sacrements.

Prêtres ou polyvalents ?

Les réunions paroissiales d'hier, autour du curé, ont fait place à des conseils pastoraux de laïcs élus ou cooptés. Des synodes engageant la vie d'un diocèse leur sont ouverts, comme à Limoges en juin dernier. Ces responsabilités rendent plus aigus les besoins de formation : en dix ans, pratiquement dans tous les diocèses, se sont multipliés les centres et filières de formation. On les appelle « écoles des ministères » ou « instituts de pastorale ».

L'avenir de ce laïc actif et motivé, sans doute trop exclusivement recruté dans les classes moyennes, ne peut pas être dissocié de celui du prêtre. Or, le statut du clerc séculier est

aujourd'hui en crise radicale. Les prêtres étaient 41 000 en 1965, à la clôture du concile. Dix ans plus tard, ils n'étaient plus que 36 000. Vingt ans après, ils sont 28 630. Ce n'est pas tout : un prêtre sur trois a aujourd'hui plus de soixante-cinq ans. Malgré une reprise des ordinations sacerdotales (111 en 1984 contre 95 en 1983), on est loin des 1 000 prêtres et plus ordonnés dans les années 50.

Cette situation démographique, aggravée par la solitude du prêtre, la régression de son statut dans la société, les lacunes de sa formation première rarement recyclée, pose la question de l'identité du sacerdoce. L'un de ces prêtres, Louis Blane, du diocèse de Chartres, traduit ce malaise : « Tout mon temps est investi par les 10 % de baptisés qui vont à la messe. Que dois-je faire pour les 90 % d'autres ? Nous continuons de marier les jeunes comme il y a vingt ans, comme si nous ignorions ce phénomène massif de la cohabitation juvénile et le rejet de la morale sexuelle de l'Eglise ».

(Lire la suite page IV.)

(1) La Croix du 23 avril 1985.

[illegible]

UN SYNODE APRÈS LE CONCILE

CE QUE CROIT JEAN DELUMEAU

Vatican II, c'est la fin des anathèmes. Admettant la liberté de conscience, l'Eglise catholique s'ouvre aux autres cultures et va, en vingt ans, se renouveler profondément. Jean Delumeau, historien, professeur au Collège de France, auteur de « la Peur de l'Occident », estime que le temps est venu de redéfinir les doctrines.

« VINGT ans après Vatican II, un bilan du concile est-il possible ?

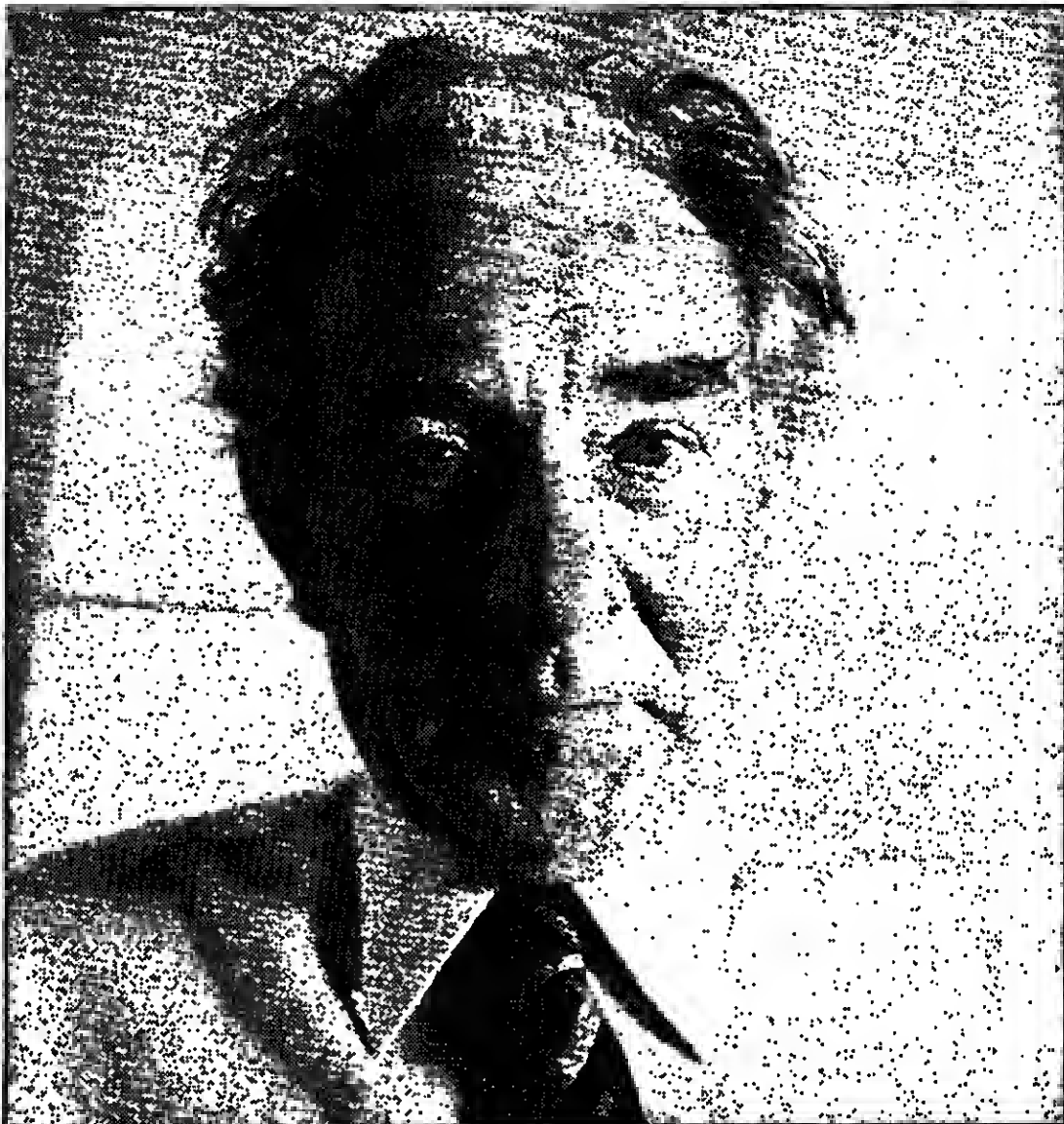
— Oui, vingt ans constituent un bon recul pour établir un premier bilan, mais à condition de le rapporter à un passé plus ancien pour que l'Eglise catholique puisse mesurer combien elle s'est renouvelée en si peu de temps. En 1385, le grand schisme écartelait l'Occident. En 1485, Innocent VIII, l'un des pères papes de la Renaissance, régnait à Rome, où il organisait des fêtes fastueuses pour le mariage de l'un de ses enfants. En 1585, la France était déchirée par la guerre de Religions. En 1685, Louis XIV révoquait l'édit de Nantes. En 1785, face à la philosophie des Lumières, l'Eglise paraissait sclérosée, épuisée, sans voix. En 1885, au lendemain des lois Jules Ferry, cléricaux et anticléricaux s'entredéchiraient en de stériles querelles, tandis que le pape vivait en prisonnier volontaire au Vatican. Je préfère de beaucoup vivre dans l'Eglise de 1985.

Grégoire XVI, au dix-neuvième siècle, la liberté de conscience était un « délire ». Dans l'encyclique *Quanta cura* (1864), Pie IX condamna à nouveau « l'opinion selon laquelle la liberté de conscience et des cultes est un droit propre à chaque homme ».

Le virage accompli par Vatican II est donc considérable, puisqu'on y affirme : « La personne humaine a droit à la liberté religieuse. Personne dans le domaine religieux ne doit être contraint d'agir contre sa conscience, ni empêcher d'agir selon elle ». Si Jean-Paul II peut apparaître aujourd'hui comme l'un des grands avocats de la cause des droits de l'homme et de la liberté de conscience, c'est bien parce que ce texte de Vatican II lui a laissé les mains libres.

— La rupture dont vous parlez n'est-elle pas, plus simplement, une adaptation à la société ?

— Il est vrai que nous nous trouvons au vingtième siècle devant des situations inédites. Il



« JE PRÉFÈRE LES MESSES D'AUJOURD'HUI, OU LES FIDÈLES PRENNENT PART À LA PRIÈRE COLLECTIVE, AUX NOMBREUSES MESSES BASSES D'HIER QUAND LE PRÊTRE TOURNAIT LE DOS À UN PUBLIC MUET. »



— Quelle a été pour vous l'innovation majeure de Vatican II ?

— Tous les conciles antérieurs avaient prononcé des condamnations, comprenant notamment la formule : « Qu'ils soient anathèmes ». Celle-ci figurait encore largement dans les actes du concile de Trente et de Vatican I. Elle est totalement absente de Vatican II.

— Non seulement l'Eglise ne condamne pas, mais elle fait son autocritique...

— Ou, en tout cas, elle a adopté lors de Vatican II des positions qui prennent le contrepied de doctrines traditionnelles et qui apparaissent, même si le mot n'est pas prononcé, comme une autocritique. Prenons l'exemple de la liberté religieuse. Depuis Constantin, l'Eglise vivait pratiquement sous le régime de la religion d'Etat et de la négation de la liberté de conscience. Pie VI, sous la Révolution française, condamna la Déclaration des droits de 1789, parce que l'article 10 énonçait que « nul n'a le droit d'être inquiété pour ses opinions, même religieuses ». Pour

est normal que des situations exceptionnelles entraînent des réactions exceptionnelles. Mais, pour l'Eglise catholique, il faut bien voir d'où l'on vient et ce que représente cette adaptation à la société et au temps.

— Dans la définition que Vatican II a donnée de l'Eglise (la constitution *Lumen gentium*), le fait de parler du « peuple de Dieu » avant de parler de la hiérarchie a constitué une révolution par rapport à la conception que l'Eglise avait jusque-là d'elle-même. S'agissant de l'apostolat des laïcs, le concile s'est assuré d'être adapté à une réalité qui existait déjà, mais il a justifié ce rôle croissant des laïcs et, surtout, il a ouvert des perspectives nouvelles à leur action.

— Prenons encore le cas de l'œcuménisme : on a du mal aujourd'hui à se remettre en mémoire la situation antérieure à 1962. Jusque-là, l'attitude romaine à l'égard des autres confessions chrétiennes était globalement négative. Vatican II a converti le regard des catholiques, non seulement vis-à-vis des protestants, des orthodoxes ou des angli-

cans, mais aussi des non-chrétiens, des juifs et, plus encore, des non-croyants.

— Bref, c'est le regard sur l'ensemble des cultures et notamment sur la culture moderne qui est désormais appelé à changer. Jean-Paul II est dans la pleine ligne de Vatican II quand il dit, en créant, en 1982, le conseil pontifical pour la culture : « La rencontre des cultures est un terrain de dialogue privilégié entre les hommes également en recherche d'un nouvel humanisme pour notre temps ».

— Vatican II n'est-il pas arrivé trop tard ? N'a-t-il pas voulu mettre les bouchées doubles ?

— Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais il est bien vrai qu'il est arrivé tard, car il s'agissait de rétablir des ponts entre l'Eglise et une culture moderne dans laquelle la science et la technique prenaient une part croissante. Or que s'est-il passé ? Au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, on a vu se creuser un fossé entre l'Eglise catholique et la culture moderne. Parce qu'on a voulu rattraper le temps perdu, l'application de Vatican II

s'est opérée parfois dans une certaine confusion.

— En matière liturgique, par exemple : il n'est pas douteux que, dans les années 1965-1975, des prêtres ont pris autoritairement des décisions trop rapides, insuffisamment discutées avec les fidèles. En outre, un certain vide théologique s'est créé.

— Aujourd'hui, ces excès sont en grande partie corrigés, et, pour ma part, je préfère les messes d'aujourd'hui, où les fidèles prennent part à la prière collective, aux nombreuses messes basses d'hier, quand le prêtre tournait le dos à un public muet. Même si les effectifs sont moins nombreux, la qualité des célébrations a beaucoup changé.

— Dans quelle mesure Vatican II a-t-il été appliqué ?

— Un des aspects négatifs du bilan est que l'Eglise n'a guère changé son mode de gouvernement. Vatican II avait ouvert la voie à un gouvernement plus collégial, donnant plus de responsabilité au corps épiscopal. Or, jusqu'à présent, il faut admettre que cette ouverture n'a pas été concrètement réalisée. Je ne vois aucune justification théologique à l'hypercentralisation romaine sous laquelle nous vivons. Le prochain synode extraordinaire examinera-t-il cette question ? Il faut en tout cas rappeler que d'autres conciles — Nicée, Latran IV, Trente, — qui eux aussi avaient prévu des rencontres plus nombreuses d'évêques, ont également échoué sur ce point.

— Cela dit, l'Eglise romaine a changé sur tout le reste, qui est pour moi l'essentiel. Sans oublier le rôle des laïcs. On cite souvent l'exemple — et n'a raison — des 220 000 personnes qui, en France, enseignent le catéchisme aux enfants. Aux Etats-Unis, une femme catholique sur quatre a une activité dans l'Eglise.

— Puis il y a eu l'ouverture à la culture moderne. A ce propos, je perçois des différences d'accent entre les propos du cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine et la foi, et le pape lui-même, qui, convoquant le synode, n'a laissé aucun doute sur son intention de « célébrer » le

concile et de suivre la voie tracée par Vatican II : « L'Eglise, a-t-il dit, veut poursuivre sa route vers le troisième millénaire au milieu des hommes et avec eux... ».

— Il n'en reste pas moins que, depuis le concile, la chute de la pratique et des vocations s'accroît...

— C'est vrai, mais, là encore, il peut y avoir des erreurs d'interprétation. Ne croyons pas que Vatican II se soit déroulé en 1962-1965 dans une situation de chrétienté et que la crise de la foi ait commencé après lui. Cette vision historique est irrecevable. Elle ne résiste pas à l'épreuve des faits : l'appel « France, pays de mission... » date de 1943 et l'initiative des prêtres ouvriers dans les années 50 était déjà une prise de conscience du reflux de la christianisation dans notre société.

— L'histoire chrétienne est une histoire en dents de scie. Elle est traversée de creux et de sommets que les protestants anglo-saxons appellent des *revivals* (réveils). L'Eglise a connu plusieurs de ces réveils : la réforme grégorienne, la création des ordres mendiants au treizième siècle, les deux réformes — protestante et catholique — du seizième siècle, l'élan missionnaire du dix-neuvième siècle. De nos jours, je citerai la prise de conscience de laïcs plus motivés : si les chrétiens sont moins nombreux en effet, ceux qui le demeurent se sentent davantage concernés par leur foi.

— Il reste que l'un des problèmes majeurs de notre temps est celui de l'agnosticisme, largement répandu, auquel il ne faut pas jeter la pierre en disant qu'il est le fruit de la société de consommation et de l'hédonisme occidental, mais qu'il faut essayer de comprendre.

— L'Eglise aurait-elle besoin d'un Vatican III ?

— Oui, mais pas sous la forme de Vatican II. Devant cette question de l'agnosticisme par exemple, les principales Eglises chrétiennes devraient se mettre, une bonne fois pour toutes, à réfléchir ensemble avec le concours des historiens, des sociologues, et des anthropologues. Quels que soient les efforts du secrétariat romain

« L'EGLISE N'A GUÈRE CHANGÉ SON MODE DE GOUVERNEMENT. JE NE VOIS AUCUNE JUSTIFICATION THÉOLOGIQUE À L'HYPERCENTRALISATION ROMAINE SOUS LAQUELLE NOUS VIVONS. »

pour les non-croyants, il n'y a pas encore eu une véritable réflexion chrétienne collective sur ce sujet.

— Vous avez énuméré tout à l'heure les années 1385, 1485, 1585, 1685, 1785, 1885... Que vous inspire 2085 ?

— L'historien n'est même pas sûr de bien reconstruire le passé. Alors, l'avenir... Il me semble toutefois que l'avenir et la crédibilité du christianisme sont conditionnés par de nécessaires éclaircissements doctrinaux. Le cardinal Ratzinger met l'accent sur un certain flou doctrinal qui, selon lui, aurait suivi Vatican II. En un sens, il a raison. Je suis frappé de voir le nombre de chrétiens qui ne savent plus bien ce qu'ils croient. Je suis convaincu qu'il y a nécessité à redonner aux croyants des bases doctrinales. Mais la question se pose alors de savoir quelle doctrine on leur propose, et, de ce point de vue, je perçois le même embarras chez les catholiques et chez les protestants. Doit-on maintenir la croyance au paradis terrestre ? Doit-on continuer à croire que Dieu, irrité par la première faute, avait condamné toute l'humanité à l'enfer, qui aurait dû constituer désormais la destination normale de tout humain, n'eût été la rédemption ? Le catéchisme de Paris (éd. de 1933) affirmait : « Par leur désobéissance, nos premiers parents perdirent le droit au bonheur du ciel ». Maintient-on cette doctrine ? Faut-il penser, avec Ratzinger, que la théorie de l'évolution est incompatible avec le péché originel ? Il faudrait donc, à mon avis, prolonger Vatican II par des mises au point doctrinales qui feront apparaître à nos contemporains que l'essentiel du message évangélique peut très bien se concilier avec la culture moderne. Parfois, je crains de voir réactualiser des formules doctrinales irrecevables pour l'homme contemporain. D'où la nécessité de se souvenir de ce qu'avait dit Jean XXIII en ouvrant le concile : « Une chose est la substance de la doctrine antique contenue dans le décret de la foi, autre chose la formulation dont on la revêt. » ■

Propos recueillis par
ROBERT SOLÉ
et HENRI TINCO.

la fin d'une époque où dominait encore une piété individuelle et formelle. Elle va favoriser une plus grande variété de rites et contribuer à une participation plus active et communautaire des laïcs à la liturgie de la messe, à la célébration des sacrements et à la prière.

UN SYNODE APRÈS LE CONCILE

SOUDAIN JEAN XXIII

par Henri Fesquet

La décision la plus spectaculaire est l'abandon de l'usage du latin, dans les lectures et les chants de la messe, au profit de la langue vernaculaire (celle qui est en usage dans le pays). Il s'agit d'une nouvelle adaptation de l'Eglise à la diversité des mentalités et à la culture moderne. Le concile a de même autorisé, dans certains cas déterminés, la communion sous les deux espèces et remis à l'honneur la pratique des concélébrations.

La publication du Missal de Paul VI, promulgué en 1970, des nouveaux rituels du mariage, de la confession, du baptême, ont été les grandes étapes de l'application d'une réforme liturgique qui, précisément parce qu'elle traduisait un changement d'habitudes et d'époque, a suscité les résistances les plus passionnelles, notamment chez les intégristes amis de Mgr Lefebvre qui ont fait de l'abandon du latin le symbole d'un renoncement du concile à la tradition de l'Eglise.

Depuis, une concession a été faite aux traditionalistes : le 3 octobre 1984, la Congrégation romaine du culte divin a laissé la liberté aux évêques d'autoriser, sous certaines conditions, la célébration de la messe latine selon le rite de Saint Pie V pour les fidèles qui le demanderaient.

LIBERTÉ RELIGIEUSE

C'EST l'une des questions les plus importantes traitées par Vatican II. La déclaration *Dignitatis humanae personae* marque un tournant par rapport à des siècles d'intolérance et de persécutions. C'est même la première fois que ce thème donne lieu à un document du magistère de l'Eglise catholique.

« Il importe qu'en tout lieu la liberté religieuse soit sanctionnée par une garantie juridique efficace, et que soient respectés le droit et le droit suprême de mener librement, dans la société, la vie religieuse », note la déclaration conciliaire, qui énumère un certain nombre de ces libertés imprescriptibles : celle de construire des édifices religieux, de créer des institutions de culte, d'enseigner et d'exercer publiquement sa foi, de choisir, pour les parents, une éducation religieuse à leurs enfants.

Comme au concile lui-même, cette déclaration a donné lieu dans les années qui ont suivi à de nombreuses controverses, les intégristes reprochant à l'Eglise d'avoir encouragé une conception « relative » et « subjective » de la foi. Mais par rapport à une époque où elle déclarait que seule la vérité qu'elle proclamait avait des droits et que toute erreur était condamnée, cette reconnaissance par l'Eglise des droits propres à la personne a ouvert la voie à des prises de position régulières, depuis le concile, en faveur des droits de l'homme.

«GAUDIUM ET SPES»

« JOIE et espoir », tels sont les premiers mots de la constitution « L'Eglise dans le monde de ce temps » qui, avec la constitution sur l'Eglise *Lumen gentium*, est la plus importante de Vatican II. Elle a été promulguée le 7 décembre 1965 par 2309 voix contre 75.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Eglise qu'un concile prend position sur les questions « urgentes » de son temps. La famille, la culture, la vie économique et sociale, la communauté politique, la paix, les armements, la communauté des nations : telles sont les têtes de chapitre de la partie « pastorale » de *Gaudium et spes*, précédée d'une partie « doctrinale » touchant à la relation de l'Eglise aux hommes et au monde, dans ses aspects plus fondamentaux.

Accusée d'avoir manqué les grandes rendez-vous de l'histoire — la révolution industrielle, l'avènement du monde ouvrier, les sciences humaines, la recherche scientifique moderne — l'Eglise épouse enfin son temps. La constitution *Gaudium et spes*, qui a légitimé et déterminé la plupart des engagements dans le monde des chrétiens, hiérarchies ou militants de base, marque la fin d'un idéal de chrétienté. L'Eglise ne cherche plus

à prendre le contrôle de la société, mais a pour mission unique de rappeler « à temps et à contretemps » la visée profonde de toute vie sociale, l'épanouissement de l'homme : « L'Eglise croit pouvoir largement contribuer à humaniser toujours plus la famille des hommes et son histoire. »

Toujours aux questions de son époque, ce texte conciliaire est sans doute l'un de ceux qui ont le plus vieilli. « Le mot de crise, dit le Père Jean-Yves Calvez dans une préface à un numéro spécial des *Cahiers* (avril 1984), qui est si employé aujourd'hui, n'était pas typique de Gaudium et spes. » C'est pourquoi ce texte, rédigé dans un contexte que certains ont jugé trop optimiste, devrait être au centre des débats du prochain synode extraordinaire.

ECUMÉNISME

DES les premiers jours du concile, les trente observateurs anglicans, protestants et orthodoxes — notamment ceux du patriarcat de Moscou — sont l'objet de la curiosité générale. Alors que l'Eglise catholique avait jusqu'à boudé toutes les grandes initiatives visant le rapprochement des chrétiens, notamment celles du Conseil œcuménique des Eglises, Jean XXIII avait donné une orientation résolument œcuménique au concile qu'il avait convoqué. « Nous avons recommencé à nous aimer », a dit Paul VI, le dernier jour, en prenant congé des observateurs.

« Il s'agit de promouvoir la restauration de l'unité des chrétiens » : tels sont les premiers mots du décret sur l'œcuménisme *Unitatis redintegratio*. Le secrétariat pour l'unité est officiellement créé en 1964, présidé par le cardinal Bê, l'une des grandes figures du concile.

Les gestes exemplaires vont se multiplier, comme les rencontres du pape avec le patriarche Athénagoras, avec les archevêques de Cantorbéry, Paul VI rend visite en 1969 au Conseil œcuménique des Eglises à Genève. Des organismes se mettent en place visant l'information mutuelle et l'examen en commun des divergences théologiques : le CCEE et le secrétariat pour l'unité créé, par exemple, le département « foi et constitution ».

A la base également, l'œcuménisme progresse, comme la montrent le semaine de prières pour l'unité, les rassemblements autour de la communion protestante de Taizé, l'extension du nombre des mariages mixtes. Mais, après l'enthousiasme des débuts, un certain essoufflement est aujourd'hui perceptible. Les grands dialogues aboutissent à des textes importants comme celui de 1982, adopté par « foi et constitution », sur « Baptême, eucharistie, ministère » (BEM). Mais il se heurte à des divergences de plus en plus grandes sur la question des ministères du prêtre, de l'évêque et de la primauté du pape. Jean Delumeau compare le mouvement œcuménique à une course en montagne : « Au début, dit-il, la marche d'approche est rapide. Puis, lorsque l'ascension commence, la progression est plus lente et les voies difficiles commencent. » Nous en sommes-là.

RÉVÉLATION

La constitution *Dei Verbum* sur la révélation divine a provoqué de vifs débats au début du concile entre les partisans d'une vision dogmatique de l'Eglise inspirée par la Tradition, les conciles de Trente et de Vatican I, et ceux pour qui l'Ecriture, c'est-à-dire l'Ancien et le Nouveau Testament, est la principale source de la révélation divine.

A l'origine de tout, le renouveau biblique et catéchétique post-conciliaire. *Dei Verbum* contrarie les tendances antérieures et dit que la Tradition ne doit pas avoir la primauté sur l'Ecriture : « Tradition et Ecriture sont reliées et communiquent étroitement entre elles. Toutes deux jaillissent d'une source divine identique, ne forment pour ainsi dire qu'un tout et tendent à une même fin. »

Autrement dit, le Parole de Dieu compte autant que la norme et le dogme de l'Eglise. Le concile a redonné toute son importance à l'étude de l'Ecriture.

HENRI TINCO.

La réussite historique du concile organisé sous l'impulsion de Jean XXIII a tenu pour une large part à la personnalité ouverte, optimiste, d'un pape décidé à débarrasser le trône de saint Pierre des poussières qui s'y étaient accumulées depuis Constantin.



E. BROWN/MAGNUM

VATICANI (1869) avait porté au zénith le pouvoir pontifical grâce au dogme de l'infailibilité. Un point de non-retour semblait alors atteint. Jamais monarchie de droit divin n'avait gravi un tel sommet.

Avec Vatican II, tout semble basculer. Ne s'agissait-il pas pour une part de déstabiliser la curie romaine et de donner à l'Eglise un style nouveau en faisant appel au droit de regard universel des évêques sur la marche des affaires ? Ou fit appel à des traditions antiques aux dépens de traditions plus récentes pour remettre en cause, non certes le principe du pouvoir du pape, mais ses modalités d'exercice.

Le plus extraordinaire fut que Jean XXIII lui-même était expressément demandeur : ce vieillard faisait figure d'aiguillon. Il adjurait les responsables des diocèses de « débarrasser le trône de saint Pierre des poussières qui s'y étaient accumulées depuis Constantin » et de faire passer l'Evangile avant le juridisme. Il conviait les laïcs à « ne pas rester immobiles comme des statues dans un musée ».

Jean XXIII avait la liberté et l'optimisme dans le sang ; il ne supportait pas les « prophètes de malheur » dont l'aigreur lui semblait incompatible avec les impulsions de l'Evangile et le bon vouloir de la majorité du genre humain. Ce pape détestait le prurit des condamnations coutumières.

Les droits de l'homme

Un des moments les plus poignants du concile fut peut-être celui où le Saint-Office fut défini comme « une cause de scandale dans le monde ». « Personne, a-t-on dit, n'a le droit d'être jugé sans que l'on sache ce qui lui est reproché. » L'Eglise n'avait-elle

pas en effet le réflexe de s'élever contre ce qui est nouveau sous prétexte d'infidélité présumée aux propositions antérieures de l'Eglise ? Vatican II a voulu briser ce cercle vicieux.

Le concile aurait-il été laxiste ? Ne fut-il pas plutôt généreux et confiant envers les créateurs, que ce soit dans l'ordre de la théologie ou de la science ? D'une façon plus générale n'était-il pas urgent qu'il s'attelle aux droits de la conscience et aux problèmes de la liberté ? L'Eglise avait pris un retard considérable sur ces points névralgiques, mais fondamentaux aux yeux de nos contemporains. Il fallut à Vatican II une ténacité exceptionnelle pour mettre au point un document acceptable pour l'intelligentsia.

A dire vrai, le concile a trouvé là son point d'appui le plus sûr et sa meilleure chance d'acquiescer une popularité certaine. Citons la possibilité pour les évêques d'exercer pleinement leurs droits au lieu de jouer, ou peu s'en faut, un rôle de préfet ; la capacité pour les philosophes, les hommes de science, les théologiens et les laïcs de ne pas être esclaves d'une doctrine ou d'une pastorale préfabriquées. Le cardinal Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, s'est taillé un franc succès en supplantant les pères du concile de ne pas faire un nouveau procès Galilée. « Un seul suffit », ajouta-t-il féroce.

A propos de la loi du célibat ecclésiastique, les volontaires regrettent l'autorisation de devenir diacres après avoir contracté mariage. Vatican II a réhabilité l'expérience des prêtres-ouvriers, naguère saccagés par la curie. Toutefois, le concile ne put entendre l'intervention de Mgr Koop, d'origine néerlandaise, préconisant des prêtres mariés, moyen, à ses yeux, de remédier pour une part à la crise sacerdotale.

sonnées entre des hommes venus des époques lointaines qui avaient beaucoup à apprendre les uns des autres. Les évêques se connaissaient peu ; ils connaissent encore moins les chrétiens non catholiques invités avec insistance par le pape et qui travaillaient avec les pères bien au-delà de leurs statuts d'observateurs. Les frontières psychologiques entre les confessions se sont vraiment déplacées à Rome d'une manière irréversible. C'est en ce sens que l'on a pu dire, d'une façon peut-être un peu sommaire, que Vatican II avait marqué la fin de la Contre-Réforme. Tel était

en tout cas le désir exprimé de Jean XXIII, qui avait pesé de tout son poids et fait confiance — ici aussi — en l'usage de certains antagonismes pour relire ensemble la Bible et s'expliquer sur certains différends théologiques plus ou moins dépassés. Il n'est pas jusqu'aux égnostiques et aux athées qui ne se soient intéressés aux travaux du concile parce qu'ils se sentaient accueillis avec une sympathie inédite. Des organes permanents ont été créés au sein de la curie pour continuer le dialogue amorcé.

« L'Eglise, a pu déclarer Paul VI le jour de la clôture de Vatican II, s'est pour ainsi dire proclamée la servante de l'humanité. » Elle avait pris l'habitude de se montrer battante ; en l'occurrence, elle a fait preuve d'une inclination nettement et volontairement optimiste. « Un courant d'affection et d'admiration a débordé du concile sur le monde humain moderne », ajoutait Paul VI. Il n'est pas de voix plus autorisée que celle de cet évêque de Rome, dauphin et successeur de Jean XXIII et qui mena Vatican II à bon port. ■

STOP SECRET

Le secret entourant les travaux du concile était théologiquement absolu. Sa violation entraînait une peine d'excommunication des plus sévères. Autant en emportaient l'ouverture de Vatican II, ce règlement canonique valait en éclats. De fil en aiguille, on sut pratiquement tout, par indiscrétion progressive, sur les assemblées plénières.

Les conséquences officielles furent considérables. Des personnalités patentées ont été chargées de répercuter aux *mass media* la totalité des travaux dans diverses langues. Le concile — non sans hésitations — comprit vite les avantages de cette transparence non seulement pour les interventions publiques, mais aussi pour la genèse des débats, précieuse pour éclairer des études préliminaires.

Dans un premier temps, cette audace surprit, puis elle eut une certaine influence sur le déroulement du concile dont presque personne ne s'est plaint. Il suffisait de reconnaître que Vatican II méritait cette audience, puisque, après tout, il était au service du « peuple de Dieu » et non l'inverse. Vatican II était stimulé par l'opinion publique, qui, en retour, s'est sentie épaulée. Pour la première fois dans les temps modernes, la hiérarchie catholique acceptait cette libération de la parole et ne jouait pas à cache-cache avec les laïcs et le clergé.

Les *mass media* ont pu jouer le rôle à plein et informer à chaud d'une façon généralement correcte, sans sources étant directes et sans réticences. Chacun s'est pris au jeu de serrer l'événement au plus près et au plus juste.

H. F.

UN SYNODE APRÈS LE CONCILE

LES DEUX CROIX DE L'AMÉRIQUE LATINE

Vatican II a donné à l'Amérique latine les armes pour lutter, au risque du martyre, contre un pouvoir civil qui faisait peu de cas des principes de l'Evangile. Les catholiques souffrent aujourd'hui des divisions internes d'un pouvoir religieux qui devra se réformer.

COMMENT des évangélistes n'auraient-ils pas été nécessaires devant une situation sociale et politique aussi peu « évangélique » que celle que connaissait l'Amérique latine au moment du concile Vatican II ? Inégalités et corruption, nombre élevé de divorces et de naissances hors mariage, violation des droits de l'homme érigée en système de gouvernement, étaient devenus la règle. Pourquoi le catholicisme a-t-il si peu transformé l'éthique individuelle, familiale et sociale ? Comment des pays aussi « religieux » ont-ils pu inventer et mettre en pratique l'idéologie de la sécurité nationale au mépris de dizaines de milliers de vies humaines ?

Pendant bien longtemps, les retombées de l'Evangile sur la réalité sociale latino-américaine restent minces. La solidarité joue peu, même si la pratique religieuse est encore forte. Mais sans doute faut-il reconnaître que nos critères d'analyse du christianisme sont pris en défaut dans ce continent.

Cependant, derrière cette façade d'aujourd'hui et de toujours, bien des choses ont changé depuis le concile. Le cœur de l'Eglise s'est mis à battre à un autre rythme. Dès avant Vatican II, quelques personnalités avaient soulevé le thème du rapport de l'Eglise avec le monde et la société. Mais elles sont isolées et ne trouvent guère d'écho sur place. Citons Dom Manuel Larraín, évêque de Talca au Chili, Mgr Proaño de Riobamba en Equateur, et surtout Dom Helder Camara, inspirateur, dès leur création, de la Conférence nationale des évêques brésiliens en 1952 et du CELAM (1) en 1955.

Leur rôle au concile serait à étudier. Ils ne sont pas intervenus en assemblée. Mais ils ont été très actifs dans les couloirs, sensibilisant les autres évêques du monde, notamment les européens, au thème de la pauvreté. Les multiples aller et retour entre Rome et leur pays pour chaque session confirmaient la nécessité de ce

travail. Les textes de Vatican II interrogeaient dans le même sens tous les évêques du continent. Ils eurent aussi beaucoup d'influence sur les théologiens et les communautés chrétiennes. Le concile libérait la réflexion et donnait la parole aux laïcs : l'Eglise n'était plus seulement la hiérarchie mais tous les chrétiens. Une dynamique était mise en route, qui aboutira à la deuxième conférence générale de l'épiscopat latino-américain à Medellin en 1968, en présence de Paul VI. Medellin n'aurait pu avoir lieu sans le concile, mais celui-ci n'aurait donné aucun fruit en Amérique latine sans cette conférence. Entre les deux, l'encyclique de Paul VI, *Populorum progressio*, de mars 1967, avait donné les armes théoriques pour orienter l'Eglise vers une prise de conscience et une action en faveur des plus pauvres.

Reprenant le thème du développement intégral, Medellin introduisait la nécessité du travail pour la libération des plus pauvres du continent. Pour le meilleur et pour le pire, le mot est lancé. Le meilleur de la libération s'incarne dans le mouvement des communautés de base, immense réseau de milliers de groupes de chrétiens qui partagent un même destin, la pauvreté, qui s'appuient sur un même livre, la Bible, et travaillent ensemble à résoudre les problèmes concrets qui se posent à eux quotidiennement. Une fraternité réelle dans un véritable esprit évangélique.

La crise des années 70

La Bible, lue et méditée par des paysans ou des habitants de quartiers pauvres, laisse éclater son message de libération et de salut. Elle parle comme un livre populaire avec ses mythes et ses histoires. L'Eglise accompagne cette lecture, cherchant à maintenir l'équilibre entre une religion traditionnelle encore vivante et la nécessité d'adaptation à un monde touché par la sécularisation, notamment chez les déracinés des grandes villes. Pèleri-

nages et processions permettent de relier le monde traditionnel et une pratique nouvelle de communauté.

Le pire se rencontre dans les groupes qui oublient la dimension religieuse du salut : la libération devient idéologie. Le marxisme, outil plus efficace, séduit les intellectuels et provoque des départs nombreux de l'Eglise. Le pire, ce sont surtout les polémiques et les affrontements nés de cet engagement de l'Eglise dans la situation sociale de l'Amérique latine. Certaines autorités locales, civiles ou ecclésiastiques, profitent des mises en garde romaines, pourtant mesurées, pour caricaturer le théologie de la libération et condamner ses auteurs.

Pour la première fois dans l'histoire, un peuple chrétien s'exprime. Une Eglise dit une parole autonome en théologie, une parole qui touche la situation concrète des chrétiens du continent. Les évêques en ont été les premiers inspirateurs. Au contact

L'Eglise d'Amérique latine, « Eglise de la pauvreté », a eu pour principale mission depuis vingt ans de lutter aux côtés des peuples pour l'établissement de régimes démocratiques. Les barangues du Père Damiano dans le Nordeste du Brésil (ci-dessus) sont l'illustration de cette période. Période que le pape Jean-Paul II voudrait révolue : il n'aura pas de mots assez durs en mars 1983, lors d'une messe célébrée à Managua au pied d'un mur peint à l'effigie des leaders de la révolution sandiniste (ci-contre), pour mettre en garde les fidèles nicaraguayens contre les dangers de la dérive marxiste.



de la pauvreté, ils se sont interrogés sur le message de l'Evangile ; ils en ont discuté à Rome au concile ; ils ont élaboré leur pensée à Medellin ; ils en ont inspiré leur diocèse : une sorte de révolution par le haut à laquelle une grande partie de la base et de nombreux théologiens ont répondu avec enthousiasme.

Mais l'assemblée de Medellin avait son petit côté soixantehuitard : optimisme excessif face aux libérations sociales, naïveté devant les capacités du « politique » de changer les situations locales, ignorance d'un phénomène qui apparaissait déjà dans les capitales et les grandes villes : la sécularisation de ceux qu'on appellera les « classes émergentes ». Medellin, à la suite du concile, ne voit pas la crise qui vient.

Elle arrive dès les années 70 et sera redoutable pour le clergé : l'impact d'un marxisme qui trouve un terrain privilégié, le refus de l'institution, le raidier

CATHOLIQUES PASSE-FRONTIÈRES

AFRIQUE : NAISSANCE DU CHRISTIANISME

UN Africain sur huit est catholique, un sur quatre est chrétien et un sur deux est musulman. D'implantation récente (il n'y avait que 1 % de chrétiens au début du siècle contre 12 % aujourd'hui, soit 56 millions), le christianisme africain est véritablement né au concile. Plus qu'ailleurs, il s'est retenu l'invitation lancée aux Eglises locales par Vatican II à s'intégrer davantage dans les cultures traditionnelles.

Dans trois domaines : politique, liturgique et théologique, s'exprime de plus en plus une identité chrétienne africaine. Là

où règnent des pouvoirs arbitraires, la référence à l'Evangile et l'appartenance à une structure internationale comme l'Eglise sont autant d'armes entre les mains des chrétiens qui revendiquent pour la défense des libertés. En Afrique du Sud, Mgr Desmond Tutu, pour les anglicans, et Mgr Denis Hurley, archevêque de Durban, pour les catholiques, sont parmi les leaders de la lutte anti-apartheid.

En matière rituelle et liturgique, les Eglises chrétiennes d'Afrique recherchent des formes d'expression de la foi qui ne sont

pas la copie de pratiques européennes. Elles sont allées jusqu'à prévoir un rite original (le « rite zairrois ») de la messe, prévoyant le remplacement du pain eucharistique par le mil. Mais le Vatican a coupé court en 1980 à une telle innovation.

L'idée d'un concile africain progresse cependant, afin d'examiner nombre de questions que Vatican II n'a pas résolues, notamment la dépendance des

Eglises africaines (en moyens financiers, en prêtres) par rapport aux Eglises-mères européennes ou la conciliation de la règle du célibat des prêtres avec le contexte culturel dominé par le rôle de la famille. Rome est cependant très réservée, et, au cours de son voyage africain du mois d'août dernier, Jean-Paul II n'a guère laissé d'espoir aux promoteurs de ce « concile noir ».

AMÉRIQUE DU NORD : SUR LA BONNE ROUTE

Les catholiques américains étaient 42 millions en 1960, à la

veille du concile : ils sont, à présent, 52 millions, soit près d'un

quart de la population du pays. Compte tenu du morcellement des familles religieuses, notamment protestantes, l'Eglise catholique est même devenue la plus grande des Etats-Unis.

Il est cependant difficile d'affirmer quelle est la part qui revient, dans cette progression, au renouveau conciliaire proprement dit, à l'arrivée massive des hispano-américains, notamment mexicains — un million d'entrées par an, sans compter les clandestins — ou au réveil religieux à forte teinte moraliste qui a saisi l'Amérique de Reagan, pour lequel 52 % des catholiques ont voté lors de la dernière élection présidentielle.

Des traits récents de l'Eglise américaine semblent remonter

directement au concile. Ils sont soulignés dans le rapport adressé à Rome, pour la préparation du synode extraordinaire, par Mgr James Malone, président de la puissante conférence nationale des évêques américains : redécouverte de la Bible, formation catéchétique, progrès du diaconat (7 000 diacres permanents), intensification des rapports avec les protestants, création de groupes de dialogue avec la communauté juive (pas loin d'une centaine de groupes, selon le rapport Malone).

Et surtout une participation accrue aux débats de la société américaine. Très largement relayés dans l'opinion, les travaux des évêques américains sur la paix

par Pierre de C...

La tentative de concile extraordinaire à Rome, pour la préparation du synode extraordinaire, par Mgr James Malone, président de la puissante conférence nationale des évêques américains : redécouverte de la Bible, formation catéchétique, progrès du diaconat (7 000 diacres permanents), intensification des rapports avec les protestants, création de groupes de dialogue avec la communauté juive (pas loin d'une centaine de groupes, selon le rapport Malone).

Si l'Amérique latine a été le théâtre d'une véritable révolution religieuse, l'Amérique du Nord a connu une renaissance catholique. Les catholiques américains ont retrouvé leur place dans la société, et leur voix a été entendue dans les débats politiques et sociaux.

Le rôle du pape Jean-Paul II a été décisif dans cette renaissance. Son voyage en Amérique latine et ses interventions ont encouragé les catholiques à s'engager dans la lutte pour la justice sociale et la liberté.

En conclusion, le concile Vatican II a été une véritable révolution pour l'Eglise catholique. Il a ouvert de nouvelles perspectives et a encouragé les chrétiens à s'engager dans la lutte pour la justice sociale et la liberté.

Le rôle du pape Jean-Paul II a été décisif dans cette renaissance. Son voyage en Amérique latine et ses interventions ont encouragé les catholiques à s'engager dans la lutte pour la justice sociale et la liberté.

En conclusion, le concile Vatican II a été une véritable révolution pour l'Eglise catholique. Il a ouvert de nouvelles perspectives et a encouragé les chrétiens à s'engager dans la lutte pour la justice sociale et la liberté.

UN SYNODE APRÈS LE CONCILE

par Pierre de Charentenay *

d'uo partie de la biérarchie devant les interrogations posées par la modernité, tout cela touche le clergé beaucoup plus que les chrétiens de base. Le milieu universitaire est lui aussi atteint de plein fouet. Il s'éloigne de l'Eglise et vit selon les critères et les idées du monde développé. Il n'est pas surprenant que des étudiants catholiques soient alors écartelés entre l'indifférence et la violence. L'image et les choix de Camillo Torres, son engagement et sa mort dans la guérilla sont présents à leur mémoire. Il faut une force d'âme peu commune pour rester actif et engagé sans se révolter devant la passivité et l'hostilité rencontrées.

Cette même période des années 70 est marquée par un changement d'orientation du Celam sous la houlette du très actif évêque de Medellín, Mgr Lopez Trujillo. Cette tentative de reprise en main ne sera suivie ni par la Conférence des évêques brésiliens, qui prend ses distances vis-à-vis du Celam, ni par la 3^e Assemblée générale de l'épiscopat latino-américain à Puebla en 1979. Lors de cette conférence, inaugurée par Jean-Paul II, les évêques marquent une volonté de revenir à des questions plus directement liées à la vie de l'Eglise : identité propre, évangélisation. Cette assemblée répond ainsi à la crise perçue dans tout le continent et au défi des sectes, qui se développent dangereusement. Mais elle reprend également l'essentiel de l'acquis de Medellín et refait siennes le « choix prioritaire des pauvres ». L'Eglise n'abandonne pas le mouvement entpris depuis le Concile. Elle découvre que les changements issus de Vatican II sont l'objet de discussion à l'intérieur, comme ils sont depuis longtemps objet de répression à l'extérieur.

Une Eglise fermée sur elle-même

Tous les efforts de cette Eglise et sa recherche de la justice se heurtent en effet à des pouvoirs qui n'ont eu de cesse de les écraser. L'agence DIAL a publié un martyrologe, liste impressionnante de toutes les victimes.

On connaît Rutilio Grande, Mgr Romero et les deux sœurs françaises torturées et assassinées en Argentine. Mais réalise-t-on la situation des paysans du Brésil, celle des Indiens du Guatemala pour qui la possession d'une bible était la marque de la subversion ? Que dire aujourd'hui des chrétiens des hauts plateaux du Pérou aux prises avec le Sentier lumi-

neux ? L'Amérique latine rejoint les continents martyrs.

La souffrance, c'est aussi la division interne : souffrance des chrétiens au Nicaragua de voir aujourd'hui leur pays retomber dans la violence et la haine ; souffrance des chrétiens d'Argentine de voir hier leurs évêques pactiser trop facilement avec les militaires ; souffrance de la jeunesse et des militants de voir trop souvent une Eglise sourde à leurs exigences de justice et de respect des droits de l'homme.

Si la violence a été et reste pour beaucoup la tentation majeure, et pour cause, un courant s'est développé depuis le début des années 70 avec Dom Helder Camera et Mgr Proano autour des stratégies d'action non violentes. Adolfo Perez Esquivel pouvait alors fonder son mouvement Paz y Justicia qui lui valut le prix Nobel de la paix. La participation des catholiques n'a pas été mince dans le retour de bon nombre de ces pays à la démocratie dans le début des années 80. Les gestes et les paroles du cardinal Fresno de Santiago du Chili sont là pour montrer que ce combat dure encore, et que l'Eglise a désormais choisi son camp.

Si l'Amérique latine a su entendre Vatican II, par l'intermédiaire de Medellín, elle a fait découvrir à son tour à l'Eglise tout entière la nécessité de la libération. Mais l'échange s'arrête là. L'Eglise d'Amérique latine a tendance à se fermer sur elle-même, rivée à ses problèmes internes et ruminant ses conflits. Elle risque de retourner sans fin sa problématique sans voir que le monde continue de bouger intellectuellement et religieusement. Elle est encore empêtrée dans un marxisme qui ne dit plus rien ou presque en Europe. Elle est peu consciente de la sécularisation qui l'atteint pourtant : elle reste accrochée à un christianisme culturel, alors que celui-ci est déjà lézardé par l'indépendance croissante entre religion et Etat. Sauf en quelques provinces du Brésil, cette Eglise a du mal à intégrer le pluralisme religieux et la liberté religieuse qui le sous-tend. L'avenir de l'Eglise d'Amérique latine se joue dans sa capacité d'ouverture au monde. Catholique à presque 100 %, elle doit encore s'ouvrir à la catholicité.

(1) Conseil épiscopal latino-américain, sorte de bureau de la Conférence générale des évêques latino-américains.

* Jésuite, rédacteur en chef des Cahiers de l'actualité religieuse et sociale.

CAMARADE CAMARA

FIGURE-SYMBOLÉ de l'Eglise d'Amérique latine, Mgr Helder Camera, l'un des acteurs de Vatican II, archevêque démissionnaire à 76 ans du diocèse d'Oinda-Recife au Brésil, vient d'effectuer un séjour en Espagne. Son intervention au symposium de Barcelone sur « la faim dans le monde » donne la mesure de la prise de conscience nouvelle apparue dans l'épiscopat latino-américain après le Concile. Il s'appuie notamment sur les deux conférences historiques du Celam (conseil épiscopal latino-américain) à Medellín en 1968 et à Puebla en 1979, destinées à appliquer les conclusions de Vatican II aux urgences particulières du continent.

Dom Helder s'explique : « Nous, les évêques de ce continent, nous avons, entre autres devoirs, d'aider à maintenir l'autorité. On disait que le manque d'autorité entraînerait le chaos. A ce moment-là, nous étions très proches des gouvernements et des riches. Et, chose étrange, personne ne nous accusait de faire de la politique. Il semblait naturel que l'Eglise du Christ fût l'un des appuis des dirigeants et des riches. Quoique nous pensions déjà aux pauvres, être proche du pouvoir nous semblait la meilleure façon d'aider les pauvres. »

« Nous n'avions pas encore découvert le fossé qui existe entre travailler pour les pauvres, pour le peuple, et travailler avec les pauvres, avec le peuple. Quand on travaille avec les pauvres, on fait confiance à Dieu, mais aussi aux créatures humaines. »

« Nous, les évêques latino-américains, ajoutons celui qu'on a appelé l'évêque rouge », continuons à dénoncer la situation économique de notre continent et considérons comme le fléau la plus dévastateur et humiliant cette situation de misère humaine dans laquelle vivent des millions d'hommes, victimes de salaires de misère, de chômage, de sous-emploi, de malnutrition, de mortalité infantile, d'absence de logement adéquat, de problèmes de santé et de conditions de travail insalubres. »

Dom Helder Camera soutient que « cette situation n'est pas une étape provisoire, mais la résultante des situations et des structures économiques, sociales et politiques ». Et il affirme, citant le rapport de Puebla : « Ca contacte produit sans aucun doute des riches de plus en plus riches, aux dépens de pauvres de plus en plus pauvres. Cette situation d'extrême pauvreté générali-



M. FRÉCHET (MAGNIN)

sée présente, dans la vie réelle, des visages très concrets parmi lesquels il faut reconnaître le visage du Christ qui souffre et qui nous interroge. »

« Nous, les évêques latino-américains, proclamons, poursuit dom Helder, que des pays comme les nôtres se trouvent en situation de violation permanente de la dignité de la personne humaine. »

Et aujourd'hui encore grandissent les angoisses produites par l'abus de pouvoir, fruit des régimes de force. Angloisses engendrées par la répression systématique et sélective, suivie de délation, de violation de la vie privée, de pressions exagérées, de tortures, d'exils, d'arrestations illégales. Angloisses face à une justice soumise et impuissante. »

Dom Helder Camera affirme que l'Eglise a maintenu, parallèlement à des positions de compromis plus que douteuses, une attitude de dénonciation prophétique de l'injustice : « L'Eglise doit faire entendre sa voix par un authentique compromis évangélique, dénonçant et condamnant de pareilles situations, surtout face à des dirigeants irresponsables qui se disent chrétiens. »

EDUARDO GIORDANO.

ou sur l'économie ont impressionné le personnel politique et les milieux d'affaires. Par leur méthode : des lettres pastorales « mûrement travaillées, précédées de larges consultations et publiées sous forme de projets successifs, avant une version définitive. Et surtout par leur contenu : sans condamner le principe de la dissuasion nucléaire, ils se sont prononcés dans le document « Un défi pour la paix » (mai 1983) pour un « gel » des armements et ont déclaré moralement inacceptable la réponse nucléaire à une attaque conventionnelle.

S'agissant de l'économie, une deuxième version a été publiée, le 10 octobre dernier : elle met en garde les responsables contre les

atteintes à la qualité de la vie, l'extension des taux de chômage et de pauvreté.

Dans son rapport, Mgr Malone écrit que l'Eglise catholique américaine est sur « la bonne route », depuis le concile. Mais des mouvements de contestation, liés au rôle des femmes dans cette Eglise, à la place de la vie religieuse, au décalage entre la discours moral de la hiérarchie catholique (le combat anti-avortement mené par le nouvel archevêque de New-York, le cardinal O'Connor) et la société américaine libérée et sécularisée, traduisent un malaise accentué dans le contexte culturel nord-américain.

ASIE : LES ISOLÉS

DANS le continent asiatique, qui regroupe la moitié de la population mondiale, où cohabitent de multiples et très anciennes traditions spirituelles et religieuses, les soixante millions de baptisés ne représentent qu'une toute petite minorité (2,3 % de la population totale). Qui plus est, ces chrétiens ont subi des chocs aussi rudes, depuis vingt ans, que l'extension du communisme et celle du sous-développement, lié en Asie à des percées technologiques spectaculaires.

C'est aux Philippines — 86 % de la population — et en Corée du Sud que l'Eglise catholique a le plus vivante. Dans le contexte philippin marqué par la misère et la dictature de Marcos, elle a fait comme en Amérique latine l'« option pour les pauvres » : avec des structures presque identiques (les communautés ecclésiales de base), elle joue le rôle de porte-voix des opprimés.

De tradition confucéenne, la Corée du Sud voit de son côté le nombre des fidèles grandir, au rythme du doublement tous les dix ans. Les catholiques y sont près de deux millions. C'est l'une

des Eglises les plus énergiques du monde, comme l'a montré la célébration en 1984 de son bicentenaire avec le pape.

Dans le sous-continent indien, la proportion des chrétiens est très faible (5 %) et surtout concentrée dans l'Etat du Kerala au sud-ouest. Pour d'autres pays, de régime marxiste, le seul véritable enjeu pour les catholiques est la survie. En Chine, où vivaient avant la révolution trois millions de baptisés, une Eglise s'est constituée avec la complicité du régime (l'Association patriotique), avec ses évêques, son clergé et ses communautés, mais elle n'a pas de lien avec Rome depuis la rupture des rela-

tions entre le Saint-Siège et la République populaire de Chine en 1951. Jean-Paul II a tenté diverses manœuvres d'approche et lancé un appel au cours de son dernier voyage en Extrême-Orient (mai 1984) aux chrétiens de Chine. Il n'e guère été payé de retour.

Quant à l'Eglise du Vietnam, vieille de plus de trois siècles et demi, elle a subi l'épreuve de la guerre et de l'exode d'un million de catholiques du Nord vers la Sud en 1954. Elle représente environ 15 % de la population du pays et tente, en dépit de difficultés quotidiennes, d'exprimer sa foi et sa profonde identité chrétienne. B

SONDAGES, SACHEZ SONDER

par Thomas Ferenczi

Les sondages d'opinion prétendent saisir « ce que pensent les gens ». C'est faux, estime Patrick Champagne, attaché à l'INRA et au Centre de sociologie de l'éducation et de la culture. Cet entretien inaugure une série de rencontres qui seront consacrées aux recherches récentes et inédites sur les aspects les plus nouveaux de la société contemporaine.

« **D** EPUIS un célèbre article de Pierre Bourdieu en 1973 intitulé : « L'opinion publique n'existe pas », les sociologues reprochent aux sondages de faire apparaître, sous le nom d'opinion publique, une construction artificielle qui n'a rien à voir avec ce que pensent réellement les gens. Cela signifie-t-il qu'on ne peut pas parler d'une opinion commune des Français sur un sujet donné ?

— Les sondages sont tellement entrés dans les mœurs qu'il paraît naturel, aujourd'hui, d'interroger n'importe qui sur n'importe quoi, sans se soucier de l'information dont chacun dispose sur les sujets en question ni de l'intérêt que chaque personne interrogée peut leur porter. Parler de sondages d'opinion est en fait une expression trompeuse dans la mesure où elle fait croire que toutes les réponses obtenues sont des « opinions ». Je dirai, pour être plus exact, que ce que les instituts de sondages recueillent, ce ne sont pas des opinions mais des réactions (au sens quasi chimique du mot) très diverses d'une population elle-même très hétérogène aux questions que les clients des instituts de sondages leur font poser dans un souci qui n'est pas toujours totalement désintéressé.

— En général, la presse s'intéresse trop aux résultats des sondages et pas assez à la façon dont les réponses ont été obtenues. Il faut rappeler que les questionnaires qui sont passés par les enquêteurs ne recueillent pas, à proprement parler, des opinions mais, le plus souvent, les réactions d'approbation ou de désapprobation des enquêtés sur des opinions qu'on leur propose (« Êtes-vous plutôt d'accord, plutôt en désaccord avec l'opinion suivante » ; « Certains pensent que... ; vous-même... »).

— Le plus étonnant, c'est que les gens répondent aux questions qui ne les concernent pas ou même aux questions qu'ils ne se seraient pas posées eux-mêmes si quelqu'un n'était pas venu les leur poser.

— Prenons un exemple récent. L'École nationale d'administration a fait faire un sondage dans lequel il y avait, entre autres, les questions suivantes : « L'application d'une politique peut être compromise par la mauvaise volonté de hauts fonctionnaires. Êtes-vous tout à fait d'accord ? assez d'accord ? etc. » ; ou encore : « Êtes-vous plutôt favorable, plutôt opposé ou plutôt indifférent à l'existence d'une École nationale d'administration qui forme des hauts fonctionnaires ? »

— On peut se demander ce qu'un agriculteur, un ouvrier, un employé de commerce peut comprendre à ces questions. Il ne s'agit pas là d'un jugement de valeur mais d'un jugement de fait. Une enquête sur ce que les diverses catégories d'enquêtés peuvent comprendre à ces questions et sur le sens qu'ils donnent à leurs réponses serait très instructive et conduirait à ne plus additionner des réponses formellement identiques, mais qui n'ont pas la même signification (quand elles en ont une).

— Pour donner un autre exemple, on avait demandé, après mai 1968, à un échantillon représentatif s'il fallait ou non supprimer le concours d'agrégation dans l'enseignement supérieur. Si l'on a obtenu des réponses, même parmi ceux qui ne savaient manifestement pas ce qu'était ce concours, c'est que la « science » des instituts de sondages d'opinion réside, dans une large mesure, dans la capacité à fabriquer des questionnaires où il est toujours possible de donner une réponse, un peu à la façon des jeux télévisés : ce qui compte, ce n'est pas de savoir, mais de pouvoir faire croire qu'on sait, qu'on pense quelque chose ; bref, de jouer, d'accepter de répondre à l'enquêteur et de désigner une réponse parmi les réponses prévues sans qu'il soit nécessaire de justifier sa réponse. Les instituts de sondages additionnent donc des réponses qui, bien que formellement identiques, sont totalement différentes dans leur signification (1).

— Le postulat de la démocratie et du jeu électoral, dont s'inspirent les sondages, n'est-il pas justement que tout le monde peut, et même doit, s'intéresser à tout ?

— Oui, mais c'est précisément un postulat : c'est la croyance sur laquelle repose tout le fonctionnement du régime démocratique. L'utilisation de la technologie des sondages pour définir « ce que pensent les Français » sur telle ou telle question n'est pas, pour la plupart des sociologues aujourd'hui, scientifiquement sérieuse. Il reste, et vous avez raison de le rappeler, que les résultats des sondages sont pris politiquement au sérieux, ne serait-ce que parce qu'ils sont obtenus dans une logique qui est proche de celle des élections. Et, de fait, le champ politique utilise les sondages comme des sortes de référendums populaires. C'est cette confusion entre l'analyse scientifique et les a priori politiques qui rend difficile toute discussion scientifique sur les sondages, y compris avec ceux qui en sont devenus les spécialistes — je veux parler des politologues — qui ont réussi à s'inventer une nouvelle position dans le champ politique, celle d'arbitre impartial et « scientifique ».

— Alors que l'analyse scientifique consiste à s'interroger sur la valeur de telle question, sur la signification de telle réponse selon les propriétés des enquêtes — ce qui, en toute logique, fait éclater la notion d'opinion publique, — nombre de politologues tendent à considérer qu'une réponse est une réponse et qu'il faut l'enregistrer comme un vote. Et les votes, on le sait, ça ne se pèse pas, ça se compte. Il reste que, au lieu d'invoquer la logique politique dans un débat scientifique, il vaudrait peut-être mieux imposer l'analyse scientifique à la politique et profiter de la réflexion sur les sondages pour étudier plus scientifiquement la pratique électorale.

— Le sondage n'est-il pas un perfectionnement du vote ?

— C'est surtout un perfectionnement dans l'art de faire croire à la démocratie. On prétend aujourd'hui mesurer scientifiquement ce qu'on appelle l'opinion

publique. On impose ainsi, au nom de la science, l'idée que le peuple pense et vote toujours quelque chose ; bref, que les sondages d'opinion recueillent la volonté générale. Or les sondages, loin de recueillir « ce que pense le peuple », tendent de plus en plus à recueillir le produit des stratégies de marketing politique qui ont pour objectif de changer non la réalité mais l'opinion que les individus se font sur elle ; il s'agit, puisque aujourd'hui la cote des hommes politiques fait partie du jeu politique, de faire monter celle de ses clients et de faire descendre celles des adversaires. Il s'agit ainsi de donner à penser quelque chose à ceux qui n'en pensent peut-être rien.

— Après tout, un sondage, c'est peut-être mieux que rien ?

— La pratique des sondages d'opinion ne fait que donner plus de crédibilité, avec l'aide et avec les apparences de la science, à une entité politique et non pas scientifique. Ce que l'on appelle aujourd'hui l'opinion publique, à savoir l'opinion des milieux dits « bien informés », avait finalement plus de réalité scientifique que ce produit des instituts de sondages que l'on baptise aujourd'hui « opinion publique », avec toutes les garanties apparemment scientifiques.

— Tant que les sondages se bornent à saisir les intentions de vote des électeurs, il n'y a rien de scientifique pas grand-chose à en dire. Cela consistait simplement à avancer la date des élections. Les sondages faisaient, en plus précis, ce que faisaient les renseignements généraux. Mais il y a en très vite un glissement dans cette pratique.

— Sur tous les sujets possibles, on interroge aujourd'hui tout le monde, et la presse en publie les résultats. Les sondages font ainsi partie aujourd'hui du jeu politique et viennent en quelque sorte le parasiter : il faut désormais payer des spécialistes qui sont chargés de faire en sorte que l'on croie que le peuple approuve (ou au contraire désapprouve) les mesures qui sont prises, les actions politiques engagées.

— N'y a-t-il pas un bon usage du sondage ? Les sociologues n'en font-ils pas un instrument de connaissance ?

— Avec la pratique des sondages d'opinion, on se trouve à la

frontière de la science et de la politique. La sociologie peut s'en servir scientifiquement : c'est une méthode d'enquête parmi d'autres, qui peut être utile pour comprendre les groupes sociaux, et notamment la façon dont ils produisent leurs opinions. Les sondages sont alors un outil de travail parmi d'autres, et il n'y a vraiment pas de quoi en faire de gros titres dans la presse.

— Mais les sondages d'opinion peuvent être aussi utilisés politiquement pour faire croire, par exemple, que sur tel problème il existe, comme on dit, un « consensus », c'est-à-dire une majorité statistique en faveur, du moins apparemment, d'une solution.

— Mais les sondages sont également intéressants pour les

hommes politiques eux-mêmes, car cela leur permet de connaître leur cote et de chercher par là le meilleur moyen pour la faire évoluer en leur faveur. Les campagnes électorales sont testées par unis les candidats et tous les partis — comme cela se fait en publicité — avant d'être réalisées grandeur nature.

— Cet usage des sondages a profondément transformé le champ politique. Autrefois, l'action des hommes politiques reposait fortement sur leurs convictions ; sans doute, les réunions électorales, les meetings, les applaudissements, etc., pouvaient les conforter dans leurs croyances, mais la part d'incertitude quant au résultat électoral final restait suffisamment grande pour que leurs convictions personnelles demeurent leur principale référence.

— A partir du moment où des spécialistes en marketing peuvent leur indiquer les thèmes qui « marchent » et les thèmes qui ne « marchent » pas, on passe d'une logique de la conviction, où les candidats croient ce qu'ils croient et veulent le faire partager à un maximum de gens, à une logique de la séduction, où les hommes politiques se composent un personnage qui plaît.

— N'est-ce pas une perversion de la démocratie que de se fonder non sur ses convictions mais sur les attentes d'un public ?

— Dans la même logique, d'autres pourraient dire au contraire qu'il est bon de connaître et de respecter la « volonté populaire ». En tant que sociologue, je constate simplement cette transformation et j'analyse le nouveau fonctionnement du champ politique, et notamment la façon dont cela a modifié le travail des hommes politiques. De toute manière, il n'y a guère le choix aujourd'hui : les sondages existent ; ils permettent de connaître à l'avance les thèmes qui auront le plus de succès auprès des électeurs. Les hommes politiques, dont l'objectif est quand même de rassembler un maximum de suffrages sur leur nom, ne peuvent plus s'en passer.

— Pouvez-vous donner un exemple de ces transformations ?

— Le récent débat Fabius-Chirac en est, me semble-t-il, une

bonne illustration. Il a été entièrement placé, comme peut-être aucun autre débat antérieur, sous la domination des sondages. Il y en a eu avant, pendant et après. On pourrait presque dire que le débat a eu lieu pour faire des sondages. Apparemment, le débat opposait un premier ministre en fonctions qui exposait sa politique à un responsable de l'opposition qui la critiquait. En fait, Fabius cherchait aussi à faire remonter sa cote dans les sondages pour lutter contre Rocard, qui bénéficiait d'une meilleure cote de popularité ; il en est de même de Chirac à l'égard de Barre.

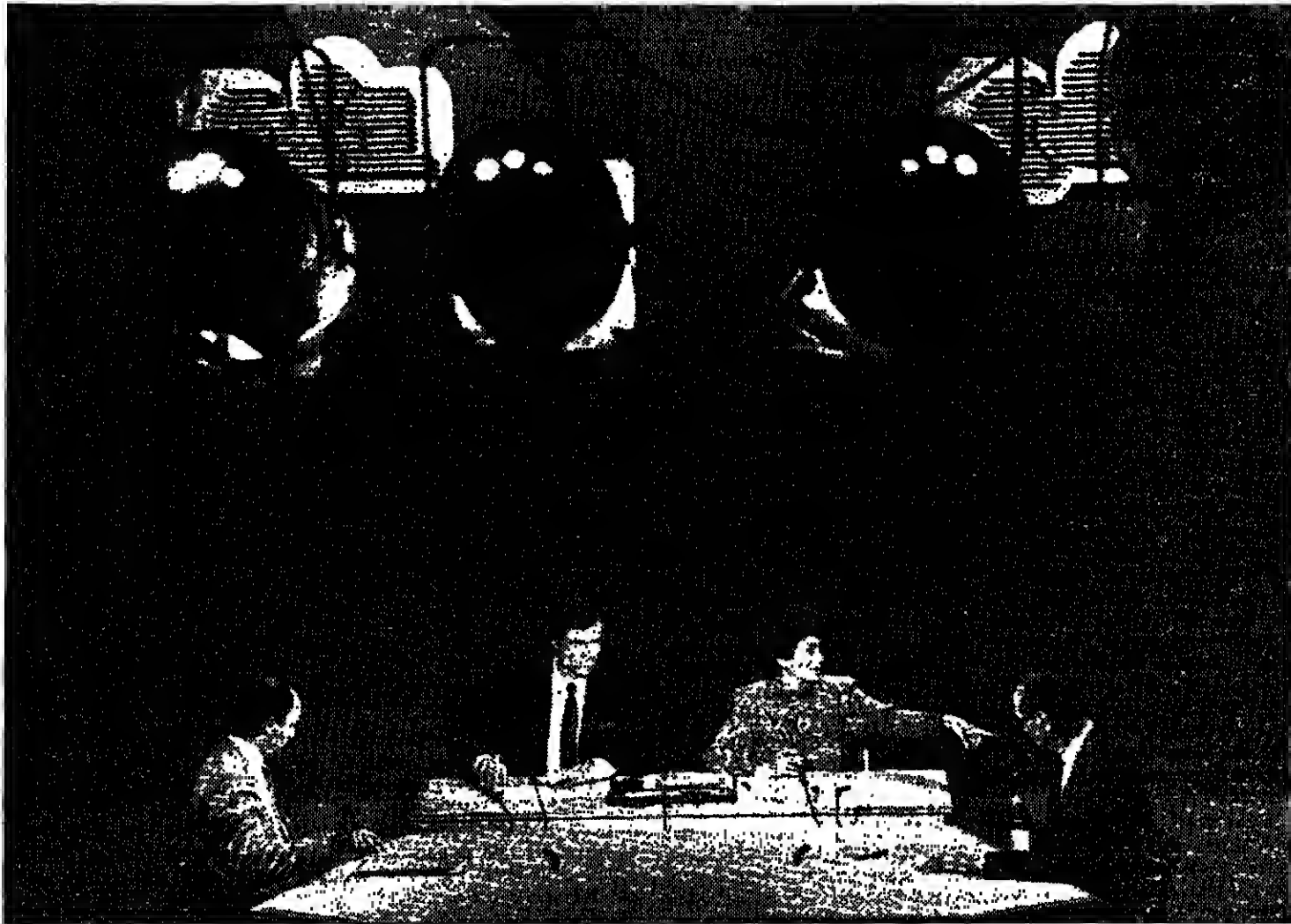
— Tout le débat ayant été présenté comme un combat, il y avait donc nécessairement un vainqueur et un vaincu, un gagnant et un perdant. Autrefois, les analyses des commentateurs politiques étaient, me semble-t-il, plus mesurées et plus équilibrées. Aujourd'hui, tout se joue dans ce champ médiatique où, sous le regard de la foule que l'on a attirée, deux hommes politiques tentent, par tous les moyens, de faire chuter l'adversaire.

— Comment vultez-vous, dans ces conditions, que le prochain débat souhaité par les Français ne soit pas, comme l'a révélé un récent sondage, ce combat spectaculaire que ne manquerait pas d'être celui qui opposerait Marchais à Le Pen ?

— En fin de compte, vous portez un jugement plutôt négatif ?

— La pratique des sondages s'est développée sur le chaînon le plus faible du système démocratique, celui qui réside dans le fait que l'on suppose que tout le monde est censé penser quelque chose sur tous les sujets. On peut toujours rêver et penser que les sondages d'opinion auraient pu servir, à l'inverse, à démontrer que, sur nombre de questions, la plupart des gens n'ont pas d'opinion, et qu'ils ont le droit de ne pas en avoir. Reconnaître cette réalité au lieu de l'ignorer et même, par postulat politique, de la nier aurait été sans doute plus utile à l'instauration d'une véritable démocratie.

(1) Sur ce point, voir P. Champagne, « Sondages d'opinion et consensus politique », *Pouvoirs*, 5, 1978, pp. 93-102, et « Opinion publique ou opinions publiées ? », *Revue*, n° 13, juin 1985, pp. 62-73.



Le débat Fabius-Chirac du 27 octobre dernier a été entièrement placé sous la domination des sondages.

... à Genève :
... Paris avait
... la convocation
... le 24 octobre à New-
... la seconde. C'est M. Rea-
... à brouiller les affaires de
... de son homologue
... , notamment après le
... de ce dernier en Améri-
...
... cessé de recruter
... « coalition » des Deux
... , mais il reste que ces
... sociétés
... - qui ne manque-
... pas d'être évoquées au
... franco-britannique au
... , même si elles ne figu-
... pas en tête de l'ordre du
... n'en sont pas moins
... d'un nouveau malen-
... entre la France et les